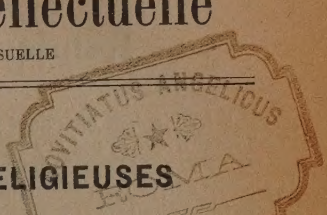
T. XXI — N° 2 25 Avril 1933

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE



QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Rendez à César.....*

Hitler au pouvoir. L'Église est-elle opportuniste?

★★★ *Journal catholique?*

Voici sur une question très délicate un article d'une franchise aiguë. Il y a trop de mauvais « bons journaux ». Leur clientèle est catholique, mais non pas leur esprit.

P. B. *L'Action catholique.*

Pour une théologie de l'Action catholique.

M. BRELET, O.P. *L'abbé Esquerré.*

Un animateur.

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre et de l'Épiscopat allemand à l'égard de la dictature national-socialiste.

A travers les revues.

Rendez à César...

« L'Épiscopat allemand avait condamné le national-socialisme. Hitler prend le pouvoir. La condamnation est levée. » C'est en ces termes simplistes que le Français moyen — qui, entre autres caractéristiques, possède celle de ne guère connaître l'étranger et moins encore la théologie — résume une situation des plus complexes. Et, comme ce qui vient de se produire en Allemagne est souvent arrivé ailleurs, il est porté à conclure — un peu scandalisé — que l'Église, comme tout le monde, est opportuniste.

Justement parce que ce qui vient de se passer obéit, si j'ose dire, à la règle normale du jeu, il ne sera sans doute pas inopportun d'exposer cette règle et sa raison d'être fondamentale. Il ne s'agira pas tant, dans ce billet, d'appliquer d'une manière précise au cas présent les principes qui le régissent que de rappeler, à son occasion, ces principes. Car, à si peu de distance des événements, et du dehors, trop de nuances nous échappent.

Un homme lance un mouvement politique. Il groupe autour de lui une équipe agissante, tient de multiples réunions de propagande afin de s'emparer du pouvoir pour réformer le pays. Qu'est-ce qui en tout cela intéresse l'Église et peut amener de sa part une intervention ? Le programme du parti et encore seulement ce qui, dans ce programme, a rapport avec la religion : les principes de morale dont il s'inspire et la philosophie qui lui est sous-jacente. Ces principes apparaissent-ils contraires à l'Évangile, la hiérarchie de l'Église (surtout si ce parti semble exercer un attrait dangereux sur les catholiques) prononce une condamnation, c'est-à-dire qu'elle proclame officiellement cette opposition même de doctrines et met en garde ses fidèles contre ce mouvement.

Coup de théâtre... qui peut être d'ailleurs plus ou moins attendu : Ce chef de parti s'empare du pouvoir et s'y installe en maître. De gré ou de force la masse de la population se rallie à lui. Il est désormais, selon la doctrine catholique elle-même, le représentant de l'autorité légitime. C'est en effet

dans l'Église un enseignement qui n'a point varié depuis l'origine qu'il faut respecter le pouvoir établi et lui obéir en tout ce qui n'est point directement contraire à la loi divine, car la société humaine pour vivre a besoin d'une autorité civile, et tout ce qui est nécessaire à la vie tant sociale qu'individuelle est couvert de l'autorité de Dieu : c'est encore rendre hommage à Dieu que de rendre à César ce qui est à César. Aux temps où l'apôtre Paul expliquait aux Romains cette vérité (Rom., XIII), *César à Rome s'appelait Néron.*

Ainsi un fait nouveau appelle une réaction nouvelle. Ce que l'autortié de l'Église avait condamné, c'était le doctrinaire ; elle est maintenant en face d'un chef de gouvernement. La perspective a changé.

Sans doute une perspective ne supprime pas l'autre, elle s'y ajoute. Il y a désormais deux perspectives, *et deux attitudes fort diverses y correspondent : La doctrine fausse reste condamnée; on obéit au chef du gouvernement.*

Seulement la vie pratique se prête moins aux distinctions que le jugement théorique. Il est relativement facile pour le théoricien, dans la sérénité de sa tour d'ivoire, de suivre jusque dans les dernières conséquences la dualité des perspectives et de combattre à fond le doctrinaire en ce César même, qu'en tant que César il respecte. La masse est inhabile à pousser si loin les nuances. Aussi, quand on parle pour la masse mettra-t-on parfois une sourdine à des reproches qui demeurent, de peur de pousser les esprits trop simplistes à une révolte que l'on est — par avance — obligé de condamner. Et c'est pourquoi, pour qui regarde superficiellement, il semble y avoir capitulation de la pensée devant la force triomphante, alors qu'en réalité, en s'adaptant à une situation nouvelle, c'est à la vérité qu'elle se soumet.

D'ailleurs, neuf fois sur dix, de ce changement de perspective, le chef de parti, devenu chef d'État, subit lui-même le contre-coup. Selon la pittoresque expression populaire, « il met de l'eau dans son vin ». C'est que, pour lui aussi, le problème s'est modifié : Il n'a plus à manier seulement des idées, sans défense quand on les déforme; ce qu'il doit régir désormais, ce sont des réalités vivantes et qui résistent. S'il est réaliste — et le fait même de son succès est en général une preuve que, malgré certaines apparences, il n'est pas dénué du sens du réel —, il en tient vite compte. Que de

révolutionnaires que l'exercice du pouvoir a assagis! Dans ce cas, une perspective nouvelle ne s'ajoute pas seulement à l'autre, elle prend dans la réalité une telle prépondérance qu'elle se substitue presque entièrement à la première : l'homme de gouvernement absorbe le doctrinaire et le relègue à l'arrière-plan. Ce qui compte désormais, ce sont les actes. Quand cela se produit — au moins dans une mesure partielle —, la tâche de l'Église en est facilitée.

A ce point de vue, le cas présent est assez typique. Dès ses débuts comme chancelier, Hitler a pris l'initiative de déclarations rassurantes pour ceux qui ont la garde des intérêts suprêmes de la religion : il a reconnu les droits de l'Église et a même affirmé qu'il voyait dans le christianisme la base de l'ordre nouveau. Il ne faut pas oublier qu'il a pour vice-chancelier un catholique convaincu qui a dû négocier la chose comme il avait négocié l'arrivée au pouvoir du nouveau parti. C'est sur cette déclaration solennelle que s'est appuyé l'épiscopat allemand pour déclarer à son tour que, « sans lever la condamnation contenue dans [ses] déclarations antérieures concernant des erreurs religieuses et morales déterminées, [il] estimait pouvoir exprimer avec confiance l'opinion que les interdictions et avertissements généraux susdits n'avaient plus besoin d'être considérés comme nécessaires ».

Seulement le danger doctrinal et moral ne s'évanouit pas tout d'un coup. Il arrive même qu'il réapparaisse plus grave qu'avant, et l'on n'est jamais sûr que des faits nouveaux n'obligeront pas à faire machine en arrière. C'est pourquoi la situation risque de demeurer longtemps difficile, de demander une vigilance incessante et de nécessiter au jour le jour des directives toujours délicates à donner. La vérité morale est faite de distinctions et de nuances. Or la foule ne saisit pas les distinctions et n'aime guère les nuances. Il lui semble qu'il y a plus de courage dans les attitudes extrêmes et tout d'une pièce. Elle est portée à confondre la modération des sages avec la faiblesse des pusillanimes. Il est vrai que, pour ne pas glisser à la faiblesse, pour mesurer chacun de ses actes quotidiens sur la vérité, la modération exige une force morale supérieure à celle dont se nourrit la violence. Pour s'en tenir à la « mesure » du sage, il faut souvent la force du héros. L'Église, elle, a la force de Jésus-Christ.

CHRISTIANUS.

Journal catholique ?

Nous hésitons à énoncer une grande vérité.

Faut-il la dire ?

Surtout qu'on ne se hâte pas de l'attribuer, malgré l'apparence, à Monsieur de la Palisse.

La voici : le journal lu par les catholiques doit être catholique.

Mais cela va sans dire !

Cela ira encore beaucoup mieux en le disant. Entendons-nous. Le journal n'est pas seulement catholique par la sympathie qu'il accorde aux choses religieuses.

Un journal, pas plus qu'un individu, n'est catholique s'il ne reçoit avec soumission l'enseignement et les directives de l'Église, s'il n'est d'abord attentif à se pénétrer de l'esprit chrétien et tout occupé d'en répandre le divin ferment. Certes, il n'est facile à personne d'être pleinement catholique. Pour un journal, il semble bien qu'il y ait encore plus de difficulté. Aussi la tranquille assurance de plusieurs à cet endroit ne laisse pas de causer quelque inquiétude.

Il y a la presse catholique et la presse lue par les catholiques. La différence est grande.

A Dieu ne plaise que nous prétendions faire un classement nominal et décerner des prix de catholicisme ! Outre que nous n'y avons aucun titre, nous risquerions de pécher par omission. Cependant il faut bien avouer, puis-

que c'est le sujet de nos réflexions, que ce risque est moindre qu'on ne le croit, et qu'il y a plus d'appelés que d'élus. Trop de nos périodiques ne répondent qu'imparfaitement à l'image qu'on se fait d'un journal catholique.

Le mal serait grave d'en prendre aisément notre parti. « Si l'on voyait, dit Ernest Hello, le monde invisible, on verrait des cris, des supplications, des mains tendues : on entendrait les gémissements des pauvres de l'intelligence, les cris de ceux qui meurent de faim. Tout ce monde de suppliants crient vers le Pain, vers la Parole (1)... »

Quand on observe l'activité du catholicisme dans le monde moderne, on est frappé du travail de purification opéré sur les instruments dont il dispose (2). Comme l'Église n'a jamais été aussi pure qu'aujourd'hui dans la vie des membres de sa hiérarchie et de son clergé, dans son aspect temporel, ainsi elle ne s'est jamais appliquée avec autant de soin à détacher ses moyens d'apostolat de l'humain et du mondain, à les mettre en garde contre la contagion du siècle. Comment le journal, qui de tous ces moyens est le plus puissant, ne suivrait-il pas cette impulsion à se réformer? On dirait cependant qu'au regard de beaucoup l'étiquette suffit. Des journaux, des journaux fondés par des catholiques, des journaux favorables au catholicisme, on ne va pas au-delà. Nous voyons cependant le danger d'attacher plus de prix à l'existence matérielle du moyen d'apostolat qu'à sa qualité. On dépense des millions pour acheter des rotatives et les abriter. Le reste, dirait-on, ira de soi. On oublie qu'il importe avant tout, et au besoin à prix d'or, d'assurer la valeur religieuse de la rédaction.

Une des banalités du langage apologétique est d'affir-

(1) *Le Siècle* — article sur la Presse.
(2) Cf. Maritain, dans *Religion et Culture*.

mer que saint Paul aujourd'hui se ferait journaliste. Et là-dessus on se met à fonder des journaux. Mais l'on oublie que ce n'est pas seulement par le journal, mais surtout par la sainteté que l'apostolat de saint Paul, si l'on tient à cette hypothèse, obtiendrait des résultats de conversion. Toujours l'erreur de compter principalement sur le temporel pour les succès du spirituel.

Puisqu'un peuple affamé tend les mains vers le pain de la vérité catholique, n'est-il pas à propos d'observer sous quelles formes et à quelles conditions la presse lue par les catholiques est en mesure de le dispenser, et quels vœux il est opportun de formuler à ce sujet? C'est ce qu'on voudrait étudier au cours de brèves réflexions, trop brèves pour un si grand sujet.

Sens social chrétien?

Presse d'opinion, ou presse d'information? Le journal catholique n'a pas à s'interroger sur ce point. Il est à la fois organe de doctrine et d'information, ou du moins il devrait l'être pour répondre à sa double tâche, qui est de former l'opinion catholique et de représenter le catholicisme devant l'opinion incroyante. Journal de doctrine avant tout, l'information est encore pour lui un moyen de servir la vérité. Elle n'est pas un but, comme pour d'autres.

Il est un juge, un témoin. Un soldat aussi pour défendre le bon renom de l'Église, ses institutions et ses œuvres, car il ne saurait être un témoin passif ou un juge impuissant.

Commençons par l'activité doctrinale du journal catholique.

La doctrine? Par bonheur, il lui suffit, s'il est fidèle, de la recevoir et de la publier.

La question serait simple si le journal se donnait pour tâche unique de servir le catholicisme, et elle l'est en effet pour ceux qui n'ont pas d'autre souci. Mais que voyons-nous en général ? Un journal fondé par un parti politique ou par des catholiques attachés à un parti, et qui prétend défendre à la fois les intérêts de la religion et ceux du parti ou de la classe sociale dont il dépend.

Quand ces intérêts sont différents ou opposés, que fera-t-il ?

Dira-t-on que la question ne se pose pas ? C'est bien la façon de penser de beaucoup.

En fait cependant elle se pose et elle est tranchée dans le sens que l'on n'attendait pas, je veux dire au profit de l'intérêt humain.

La preuve en est de tous les jours (1).

On imagine le sort d'un écrivain catholique, incliné par vocation au journalisme. Il trouve à s'embaucher dans l'un ou l'autre des quotidiens lus par la masse catholique. Arrivé là avec sa foi, ses illusions, son dévouement pour un idéal exigeant, il ne tarde pas à s'apercevoir que c'est un bagage embarrassant.

Il faudrait l'illustre auteur des *Caractères et Portraits* pour peindre le personnage intérieurement déchiré de contradictions et d'étranges obligations que notre écrivain doit devenir, s'il veut durer. Dans le cas présent La Bruyère écrirait un portrait plutôt qu'un caractère ! Le besoin de publicité contraint la presse moderne à ménager toutes les catégories de lecteurs capables de ver-

(1) Un fait : Le repos hebdomadaire est un article fondamental du programme catholique. Il est prescrit par une loi, mais on cherche à tourner cette loi par de fréquentes dérogations. Pourquoi nos journaux se refusent-ils en général à appuyer la résistance des employés et des ouvriers à ces dérogations ? Parce qu'elles sont désirées par une partie de leur clientèle aisée.

ser à la caisse. On connaît la mésaventure de ce grand quotidien qui manqua mourir de son beau zèle, un jour qu'il était parti en campagne contre le fléau de l'alcoolisme. Il oubliait qu'il frappait un de ses parents nourriciers, qui s'empressa de couper les vivres. Un journal vit de sa publicité. Il vit aussi de ses abonnements. La crainte de l'abonné s'ajoute à la crainte du client de publicité. Or l'abonné du journal soutenu par les catholiques, innombrable dans sa variété, a l'épiderme fort sensible. La moindre expression déplaisante au patronat, aux propriétaires grands et petits, à la vieille noblesse ou à la nouvelle, au monde de la banque et de la bourse, aux militaires, à la bourgeoisie, aux conservateurs (monarchistes, bonapartistes, ou, comme on dit, modérés), reçoit à l'instant la sanction mortelle du désabonnement.

C'est bientôt fait de déclarer que saint Paul aujourd'hui serait journaliste. Le voyez-vous dans tel ou tel des journaux que vous connaissez? Il avait plus de liberté devant le redoutable aréopage.

Il n'aurait pas licence de répéter que l'amour du prochain est la loi, toute la loi du catholicisme. C'est un point sur lequel il faut glisser dans un organe qui doit des égards aux prétentions ou aux préjugés de ses fondateurs, commanditaires et lecteurs. Cependant ce journal pense être catholique. Mais entre le monde et Celui qui a vaincu le monde il ne voit pas la nécessité ou la possibilité d'opter. Il essaye de servir les deux maîtres à la fois, inconscient d'oublier l'un au profit de l'autre. Ses colonnes sont grandes ouvertes aux listes de souscriptions pieuses, aux œuvres de bienfaisance, à l'aumône sous toutes ses formes, mais l'on doute si cette aumône est amour, ou simple pitié humaine, ersatz laïc de la Charité, ou peut-être encore ostentation du Pharisien. Pour ôter ce doute il conviendrait que ce journal prît en main les

intérêts de la pauvreté avec le même cœur qu'il met à batailler pour la richesse, ou plutôt avec un cœur plus tendre, plus inquiet, d'une plus attentive sollicitude. Mais dans cette feuille qui fait des grâces à la religion, l'éminente dignité des pauvres est un sujet qui ne saurait être abordé sans d'infinies précautions. Tenons pour certain qu'on n'y laisserait pas Bossuet déclarer que « l'Église est véritablement la ville des pauvres et que les riches, en tant que riches, car il faut parler correctement, étant de la suite du monde, étant pour ainsi dire marqués à son coin, n'y sont soufferts que par tolérance ».

Tel est l'esprit qui devrait inspirer notre presse. Vous souvient-il qu'elle ait pris la défense des petits ou des pauvres, ou qu'elle ait parlé de la richesse avec une justice sans complaisance?

On souhaiterait moins de déférence pour l'argent, et qu'il ne parût pas que l'argent est le signe qui distingue les hommes d'ordre, les hommes « comme il faut ». Il semble que la masse des petites gens, l'immense population des taudis, forment l'armée du désordre, et que ses aspirations, ses revendications, dégagent à priori un relent de révolution. Ses vœux sont suspects, tandis que toute proposition émanée de la haute industrie, de la banque ou du commerce est de prime abord jugée digne de considération et d'appui.

On vit donc dans le tremblement que la multitude des petits, s'opposant à celle des gros, n'acquière quelque prépondérance dans l'ordre social, et n'en vienne à rompre une stabilité dont elle juge le profit trop inégalement réparti. Comme ce péril est en marche et visiblement en croissance, il n'y a d'espoir que dans la force qui saura le mater, et l'on érige des autels à la poigne.

Une des grandes questions, semble-t-il, est de sauver ce que l'on possède et de l'accroître.

Le nom de la « Propriété » bénéficie d'un respect religieux. Bien loin qu'elle soit envisagée sous l'aspect sagement équilibré de ses droits et de ses devoirs, tout ce qui se rapporte à ses droits est répercuté par des buccins retentissants, tandis que le chapitre des devoirs est murmuré en sourdine. C'est par leur degré de vénération pour le mot Propriété que les hommes sont classés et séparés. Pas plus que le nationalisme ne tolère qu'en marquant les limites des droits de la Nation, on dise : La Nation, mais....., l'homme d'ordre ne doit se laisser aller à prononcer : La Propriété, mais.....

La grande affaire c'est de ne pas inquiéter les gens touchant l'absolue légitimité d'un régime économique où ils sont confortablement installés. Chacun s'estimant en plein repos de conscience à l'abri de la légalité et de la majestueuse armature des institutions financières, pourquoi bouleverser cette euphorie, cette jouissance paisible de biens que le consentement universel des privilégiés de la fortune permet de regarder comme justement acquis? A quoi bon rappeler que l'Église n'a pas cessé de nous mettre en garde contre les abus de ce prêt à intérêt sur lequel est fondée la société capitaliste? Ne donne-t-on pas la main à la révolution, lorsqu'on insinue qu'il y a peut-être à réfléchir sur le fait que cent francs de capital placés, il y a deux générations, par un aïeul dans « une bonne affaire » de mines, par exemple, autorise ses enfants et arrière-petits-enfants à toucher chaque année cent francs d'intérêt jusqu'à la consommation des siècles, tandis que les ouvriers de cette bonne affaire, vivant dans la nuit, au fond de la terre, sous la menace des gaz asphyxiants, ne gagnent pas de quoi permettre à la mère de rester au foyer près de ses enfants? Ce propos ne sent-il pas la barricade et l'incendie? Et il n'y a évidemment nul profit à claironner que dans une ville comme

Paris plus de trente-cinq mille foyers entassent dans une seule pièce les trois, quatre ou cinq membres de la famille ouvrière.

Dans cette atmosphère de complaisance heureuse, le malheureux journaliste qui écrirait « qu'il y a violation de l'ordre quand le capital n'engage les ouvriers qu'en vue d'exploiter à son gré et à son profit personnel l'industrie et le régime économique tout entier, sans tenir aucun compte ni de la dignité humaine des ouvriers ni du caractère social de l'activité économique, ni même de la justice sociale et du bien commun » (Encyc. *Quadragesimo anno*), serait tenu par un redoutable énergumène. S'il osait s'élever contre « la concentration des richesses, l'accumulation d'un pouvoir discrétionnaire aux mains d'un petit nombre d'hommes » (*id.*), on lui ferait promptement sentir qu'il manie des explosifs avec témérité et qu'il n'est pas de la maison. Il faut se garder d'y parler de « l'usure vorace » qui alimente tant de gains et de « la misère imméritée des travailleurs ». Il serait monstrueux d'y déclarer que « c'est un principe incontestable que le travail manuel est la source unique d'où provient la richesse des nations (1) ».

Ah ! qu'il faut entourer de précautions la critique de l'ordre social ! Le mieux est de s'en abstenir, et l'on n'est pas éloigné de penser que les enseignements de l'Église, qu'on ne sollicitait point, viennent bien mal à propos rompre un silence avantageux. Aussi la consigne est de les recevoir avec une discrétion respectueuse, de leur accorder une place peu voyante, de se borner à la citation

(1) Cette parole est de Léon XIII (Encycl. *Rerum Novarum*). Le Pape ne dit pas que le travail manuel est le seul « élément » de cette richesse. Il dit qu'il en est la « source unique ». C'est une vérité de fait. Certains esprits prévenus ont cependant affecté d'en être scandalisés.

de lignes heureusement choisies, et de les ensevelir ensuite à l'écart, comme des engins meurtriers trouvés sur la voie publique. Les lecteurs socialistes ont été mieux instruits des grandes Encycliques pontificales que les lecteurs des journaux les plus en faveur auprès des catholiques.

Le mot « social » est condamné. Il rend un son aigre et donne une secousse déplaisante au cours de la lecture digestive du bon journal. Pour ses effets électriques sur les nerfs de notre presse, on ne saurait le comparer qu'au mot « Impôt ».

Il est difficile de percevoir un mouvement d'indignation dans des feuilles perpétuellement indignées, et dont l'indignation, comme on dit aujourd'hui, est le climat. Le fisc, cependant, réussit à y provoquer des sursauts dont la déplorable fréquence de ses interventions n'épuise pas la vigueur un peu comique. Nous ne voudrions pas encourir le ridicule de prendre sa défense au moment où il s'apprête à grignoter plus avidement encore des patrimoines déjà fort amoindris, mais il faut bien remarquer la violence trop soutenue des réactions qu'il provoque, et que leur violence même prive d'autorité et d'efficacité. Depuis soixante ans on entend dire que la faillite est à nos portes. Il n'est pas exclu qu'elle soit capable un jour de les forcer, mais on conviendra que nous avons su du moins la faire attendre. Les prophètes de malheur trop longtemps démentis n'auront même pas le bénéfice de leur clairvoyance.

Le plus grand tort du fisc, à leurs yeux, n'est pas d'attenter à la propriété et à l'héritage dont ils se croient les protecteurs qualifiés. Au fond le plus grand reproche qu'ils lui adressent, c'est d'être la griffe même de l'État, de l'État qu'on ne saurait assez abominer.

Sens de la politique chrétienne?

Cette haine de l'État est le seul point fixe d'une politique qui est par ailleurs, comme nous allons le voir, pleine de revirements et de contradictions. On semble se faire un devoir de l'inspirer et de la cultiver. Les justes motifs de critique ne manquent pas, fournis par son laïcisme hostile et par ce penchant à la démagogie qui est la tentation des démocraties comme les monarchies sont tentées par le despotisme. Mais tout ici est prétexte à la censure. En un demi-siècle, au cours duquel la France a été conduite à un degré de prospérité qui fait envie aux autres nations fières cependant de leur État, on ne trouvera pas une fois, dans notre presse, l'aveu d'une sympathie ou un geste de reconnaissance. Ce qui a été fait de bon est le résultat du hasard ou l'effet d'erreurs que les événements ont redressées. Les conservateurs catholiques, pères de l'État républicain, ne lui ont jamais pardonné sa naissance irrégulière, fruit de leur union adultère avec les gauches, et témoin de leurs inexpiables divisions. Un scrupule cependant leur impose une certaine modération. L'animosité patente serait exploitée avec succès au moment critique des élections, lorsque tout le monde arbore avec un enthousiasme apparent la cocarde qui a gardé la faveur populaire. Aussi le grand art, d'un machiavélisme ingénu, est-il de poursuivre sans répit un procès de tendance, qui laisse deviner ce qu'on n'ose pas dire, et qu'on enveloppe assez pour garder la liberté de protester contre une accusation d'hostilité au régime. « Comment pouvez-vous douter que nous soyons républicains, voyez plutôt les étiquettes de nos groupements politiques! » Cependant on souhaite ardemment la

fin de la République, incapable d'aucun bien, et l'on fait grief à nos adversaires de n'être pas dupes d'un zèle qui a tout mis en œuvre pour être suspect.

La République, pas plus que la Monarchie ou la Dictature, n'a valeur de dogme, ou prétention de pouvoir infaillible. Mais si, pour des raisons de sagesse et d'opportunité, à défaut d'autres, on a choisi, il faut avoir le courage de son choix. Il faut en avoir au moins l'habileté. Et il n'y a rien de plus habile que la loyauté.

Ne pouvant marquer librement notre aversion pour le régime, nous demandons notre revanche à l'anti-étatisme. Là, nous avons licence de nous donner carrière et les occasions ne manquent pas en face d'un État qui enfle outre mesure ses prétentions et multiplie ses tentacules. Sur ce terrain nous avons abondance de textes doctrinaux et de raisons pratiques. Cependant il se passe une chose étrange, et qui jette un doute sur la sincérité d'une opinion étalée sans réticence. Que l'occasion se présente de solliciter l'État pour nous ou pour nos amis, au risque de vider le trésor que nous l'accusons de mettre au pillage, on voit notre presse actionner nos parlementaires et se montrer aussi empressée à épuiser la caisse que nos adversaires les plus impudents. Notre anti-étatisme paraît trop souvent une opposition aux faveurs qui sont pour les autres. C'est le cas où notre vertu civique s'affirme avec une magnifique intransigeance. Par ailleurs, nous ne manquons pas de prodiguer les œillades amoureuses et les secrètes approbations aux pays, nombreux en Europe, où l'Étatisme sévit sous la forme la plus absolue, dès lors que nous le soupçonnons d'être favorable aux classes possédantes, et propre à l'instauration d'un ordre fondé sur la force, au profit de leurs idées et de leurs intérêts.

Notre enseignement traditionnel fait sa juste part à la

force dans l'État. Mais il est bien loin d'y voir le principal de l'autorité. Il met plutôt l'accent sus sa dépendance du bien commun, sur son devoir de servir. La force prend dans cette conception toute sa valeur et sa garantie de juste efficacité.

L'absence d'une doctrine en ce qui concerne le pouvoir politique entraîne notre presse à se mouvoir dans un perpétuel flottement d'attitudes et d'idées. Elle se considère comme la gardienne des traditions d'autorité et affecte de reprocher sa faiblesse à l'État. Dans ce manque de fermeté, elle voit son vice essentiel, profond, incurable. On se demande alors pourquoi elle ne perd pas une occasion d'affaiblir encore cette autorité défaillante. Dès qu'il y a apparence d'un semblant de « poigne » capable d'atteindre la classe aisée, dans sa suprématie, dans ses privilèges ou dans son argent, la clameur devient assourdissante contre les empiétements de l'État. L'instant d'après on reprend l'antienne sur la carence de l'autorité dont on s'ingénie sans cesse à diminuer la vigueur en tournant en dérision les hommes, les institutions, les initiatives. Aucune presse n'a abusé comme la nôtre de l'arme honteuse de la caricature. Elle pense avoir sauvé la société quand elle a fait rire de la panse ou de la bosse d'un homme d'État. En somme le pouvoir est estimé fort quand il sert les prétentions de la classe aisée, et faible quand c'est la classe populaire qui l'emporte. Cependant, il est normal que l'appui dû à tous soit accordé d'abord aux nécessiteux plutôt qu'à ceux qui ont tout à suffisance. Pour tenir la balance égale, il faut donner plus aux pauvres qu'aux riches.

Il est assez naturel, malheureusement, que cet égoïsme, dans ce qu'il a d'âpre et d'exclusif, dans ce qu'il a aussi de dur pour les autres, garde ses défauts quand il s'étend pour ainsi dire jusqu'aux limites nationales du moi, jus-

qu'aux frontières du territoire où il s'épanouit. On voit alors l'amour de la patrie s'aigrir, s'exaspérer, atteindre un diapason de haine jalouse et d'immodération qui le change en un nationalisme détestable. Cependant cette perversion du patriotisme, il faut bien en convenir, est surtout sensible dans notre presse. Elle est persuadée que le véritable amour de la France est l'apanage exclusif de sa clientèle. On admet que tous les Français ont versé leur sang avec une pareille abnégation, mais il n'y aurait plus maintenant, paraît-il, qu'une catégorie de citoyens pour s'en souvenir et perpétuer la vigilance nécessaire. Il faut donc entretenir la tension d'animosité et d'orgueil que l'on juge nécessaire à cette vigilance. Et pour cela jeter sans cesse l'huile sur le feu, grossir les moindres incidents, interpréter et tronquer les discours étrangers. Tout devient légitime pour caresser l'égoïsme national, et diminuer l'adversaire.

Nous touchons là au cœur du problème posé par la politique extérieure de nombreux journaux en grand crédit auprès de l'opinion catholique. Dans le même temps qu'ils la détournent d'une politique intérieure adaptée aux conditions changeantes des esprits, des mœurs, des institutions, des rapports du capital et du travail, ils la maintiennent immobilisée, dans la funeste conception d'une politique internationale soustraite aux exigences primordiales du spirituel. Une tradition, moins ancienne que cette opinion ne croit, et à laquelle elle tremble d'être infidèle, a chassé la morale de la politique. La société à ses yeux est une sorte d'organisme physique régi par des lois empiriques analogues à celles des sciences naturelles. Ces lois, il suffit de les découvrir dans l'histoire, car la liberté des hommes est enchaînée pour toujours à leurs conséquences funestes ou favorables. Cette erreur est si profondément ancrée dans les habitudes d'une pensée privée de

direction que des écrivains, éminents par ailleurs, soutiennent tranquillement qu'un acte excellent en politique peut être détestable en morale. Et si quelques-uns accordent que dans ce cas le bien politique doit être sacrifié, la plupart ne se sentent pas le courage de prendre le parti de la morale contre leur nation.

Un semblable état d'esprit fait comprendre l'applaudissement qui est acquis d'avance à tout acte, à toute parole qui flatte l'orgueil du pays, sans considération des égards dus à un intérêt général des peuples. Il explique l'extrême susceptibilité dont fait preuve notre presse à propos de la souveraineté nationale, aujourd'hui tenue en échec dans le domaine extérieur par l'évocation d'un droit des gens et le rappel d'un bien commun international. Et il ne faut pas chercher d'autre motif à la répugnance invincible, manifestée, au sujet de la Société des Nations, par les milieux où sa naissance aurait dû être accueillie avec une sympathie propre à la fortifier, à l'orienter dans la voie droite. Tout le travail de Genève, frappé de suspicion, se voit adroitement tourné en dérision. Ses difficultés causent une secrète joie, portée au comble par ses échecs. Chaque conflit, publié à grand tapage, est en outre prolongé et grossi, pour démontrer l'inutilité d'une institution qui n'a pas encore, après douze ans, changé le cours des passions humaines et corrigé les penchants séculaires de l'humanité. Par-dessus tout, la Société des Nations est dénoncée comme l'officine ténébreuse où l'on projette de réduire les armements de la France. Or l'idée du désarmement, même entendu sous sa forme raisonnable d'une diminution progressive, simultanée et contrôlée, paraît insupportable à la clientèle catholique. Sur ce point son intolérance va jusqu'à vomir le désarmement *moral*, soupçonné d'affaiblir le cœur des soldats, et d'énerver la force combative de la nation. Volontiers la plupart des lecteurs

catholiques souscriraient à ce cri du cœur d'une vénérable douairière : « Il n'y a d'espoir que dans l'Église et l'Armée. » On comprend combien leur est dur d'assister à l'évolution que Thibaudet qualifie de « coup d'état spirituel » parce que l'Église, trop longtemps victime involontaire d'une regrettable confusion, aurait décidé de pratiquer « la séparation du sabre et du goupillon » (1).

Cet événement n'est d'ailleurs qu'un des points noirs qui plongent dans une neurasthénie désespérée la plus grande partie de notre presse. Il y aurait sans doute beaucoup de légèreté à ne pas prendre au sérieux les graves difficultés de l'heure présente, mais la mode est de les prendre toujours au tragique. L'avenir ne doit apparaître que voilé de crêpe et sans la moindre lueur rose à l'horizon. Chaque jour quelque titre en caractère d'affiche, parfois démenti le lendemain, sème la consternation dans les âmes. Le monde est le théâtre de catastrophes incessantes, et il faudrait surtout se garder de croire que notre patrie est épargnée. Regardée du dehors avec envie, on nous persuade qu'il faut la considérer du dedans avec désolation.

Le fardeau de douleurs, qui est le lot constant de la vallée des larmes, devient, parce que nous le subissons, le signe d'un monde qui touche à sa fin. Cette insinuation quotidienne développe une crédulité infinie, qui fait courir sous le manteau des prophéties bariolées d'illuminisme et de pessimisme. Nous nous accoutumons ainsi à regarder sans cesse avec des verres fumés un ciel où il n'y a pour nous que des éclipses.

Sous le rayon tremblant d'étoiles qui étaient jeunes encore après des milliards d'années, nous sommes bien

(1) Cf. *Les Idées politiques de la France.*

audacieux de décider si notre humanité s'achève ou débute, et bien présomptueux de prétendre arracher le voile d'un avenir scellé aux regards des apôtres et des saints. Que notre petit monde sublunaire soit au commencement ou à sa fin, il ne nous appartient pas de le connaître. Mais depuis deux mille ans la tentation a toujours été forte pour chaque génération, obsédée du mal présent, d'en pronostiquer le proche déclin. Et nous disons bien tentation, parce qu'une mine funèbre a peu d'attraction pour un siècle ivre de vie, et qu'un cœur angoissé ne prépare pas à l'action. Pourquoi couvrir de cendre le foyer de lumière et de chaleur dont nous sommes les gardiens?

S'il fallait opposer aux sombres conjectures des motifs moins lugubres, sans être cependant plus garantis contre l'erreur, notre espérance trouverait à se rassurer dans le fait que la Rédemption ne s'est consommée que depuis deux mille ans, dans une humanité vieille déjà de quelque trente ou cent mille années. Et sur le plan purement humain, qui oserait affirmer l'épuisement du trésor des forces inconnues dont chaque jour enrichit notre puissance? Rien n'indique que la terre ait livré tous ses secrets, et que l'homme ait fait le tour de son beau royaume. Mais « l'avenir n'est à personne ».

Un des sermons du P. Faber nous invite à mesurer notre regard à la clarté qui nous est accordée. Nous n'avons pas été pourvus d'un phare capable de percer les lointaines ténèbres, mais seulement d'une humble lanterne sourde, dont l'orbe lumineux suffit tout juste à éclairer la route sous nos pas. La sagesse est d'y conduire notre marche à travers les obstacles, sans nous arrêter devant un avenir opaque et insondable, inutilement peuplé de fantômes terrifiants.

Pourquoi ce soin mis par notre presse à développer et

à maintenir une atmosphère de panique, de catastrophe et de désespoir? Quelle force pense-t-on garder ainsi à des énergies incessamment détrempées? (1)

On souhaiterait plus de doctrine...

Il y aurait plus à dire encore sur la pauvreté doctrinale de tant de feuilles chères aux catholiques. En regard de la doctrine absente, il y a les collusions, plus ou moins apparentes, avec des erreurs grossières, mais qui sont tellement liées à l'ordre établi qu'en les dénonçant on croirait secouer les colonnes du temple. Dans quelques années, si l'on jette un coup d'œil en arrière, on demeurera stupéfait de la faveur dont le libéralisme économique a joui dans notre presse, et de la conspiration entretenue contre les Encycliques de la Papauté, qui le jugeaient avec sévérité. Nous avons laissé le socialisme s'attribuer le monopole de critiques fondées, mais qu'il enveloppait de violences coupables. Nous avons été cause qu'il a rejeté sur l'Église le discrédit dont l'aurait justifiée notre simple obéissance à ses enseignements. Le bien qui devait se faire par elle s'est fait contre elle.

Cependant ce mot de doctrine paraîtra bien imposant à propos de périodiques. Faut-il donc demander à nos journaux de prêcher?

(1) L'ignorance et l'indifférence à l'égard de la politique chrétienne tiennent à un esprit dont il serait trop long de suivre ici toutes les manifestations. Citons seulement le culte superstitieux du passé confondu par une grave erreur avec la tradition, la phobie puérile du progrès, la peur de toute réforme sociale, l'éloignement pour l'instruction populaire, le goût de la politique du pire, la conviction que toute idée s'impose du dehors et que c'est affaire uniquement d'argent, d'organisation, d'affiches, de pression officielle, etc., etc. Le réquisitoire demanderait un gros volume.

A Dieu ne plaise ! Ce serait la pire des fautes. Ils sont et doivent rester des journaux, des feuilles d'une lecture facile. Le ton sermonneur, les sentences, les discours d'une gravité prolongée mettent le lecteur en fuite, et pour le journal, comme pour un particulier, il faut vivre d'abord avant de philosopher.

Mais l'erreur serait grave de penser qu'il n'est pas de solidité doctrinale sans allure doctrinaire. La moindre feuille de chou communiste est bourrée de doctrine. Tout y est prétexte à rappeler les principes du parti, en même temps qu'à flétrir la société capitaliste. Nous sommes ainsi amenés à parler du rôle de l'information, de ses multiples formes et de l'art qui l'utilise à servir les idées.

Nous l'avons dit, nos journaux, pour la plupart, sont à la fois organes de doctrine et d'information. Il faut donc trouver raisonnable que la place des articles purement doctrinaux y soit réduite. Aucun cependant ne se passe d'un éditorial qui, s'il donnait moins à la polémique personnelle ou partisane, serait précieux pour nos idées. Son rôle est de les insérer, sous une forme légère et vivante, dans la critique de l'actualité, en prenant soin d'en développer les aspects variés et la bienfaisance.

La reproduction des grands documents qui font entendre l'enseignement de l'Église tient à la fois de la doctrine et de l'information. Or ici, tout en tenant compte des exigences d'une presse quotidienne qui craint de s'alourdir, l'aveu doit être fait que les textes les plus importants pour la formation de l'opinion catholique sont traités avec un extrême sans-façon. Ne craignons pas de revenir encore une fois sur un sujet qui touche au devoir essentiel de l'imprimé périodique. Les historiens de l'avenir éprouveront une singulière déconvenue s'ils se flattent de retrouver dans le miroir de la presse une image exacte de notre temps. Mais où leur déception sera la plus amère,

c'est quand ils chercheront dans nos journaux la trace de la direction que l'Église a tenté de donner au monde moderne contre les courants qui l'emportent, et les réactions de l'opinion catholique. Tel texte, destiné, pour l'importance de la leçon donnée, à retentir à travers le temps, donnera l'impression d'avoir passé presque inaperçu des contemporains.

Cependant, même pour une presse où la règle est une information rapide, assaisonnée avec art, et servie en tranches minces, il y a plusieurs moyens de faire connaître un document de quelque longueur, dont elle a le désir d'informer son public. Ne parlons pas seulement de la publication morcelée qui fait prendre pour ainsi dire à petites gorgées le breuvage trop abondant pour être avalé d'un trait. C'est le procédé du moindre effort. Meilleur est celui qui fait un choix des idées capitales du texte, les ordonne et les met loyalement en valeur par des citations littérales, tâche qui peut aussi être répartie sur plusieurs jours. Là cependant encore il faut craindre que le lecteur, flairant un aliment trop substantiel, ne tourne la page ou ne saute la colonne. Rien ne vaut le zèle du rédacteur qui sait commenter à tout propos la parole venue de Rome ou de la hiérarchie locale, y intéresser le lecteur par des exemples d'actualité, et surtout conformer tout l'esprit du journal aux consignes données.

Si on a le désir de les répandre et l'art de les faire agréer, tout est prétexte à les vivifier par l'information quotidienne, qu'elle soit religieuse ou politique, littéraire ou scientifique. Allons plus loin, de nombreux faits-divers sont une occasion d'instruire, à la condition d'être traités de main d'artisan, en évitant la monotonie qui finit par engendrer l'ennui. Il ne faut pas ronronner constamment sur le mode grave. On voudrait pouvoir dire qu'une des qualités maîtresses du journaliste, au sujet des faits divers,

est la sobriété. Son silence ferait souvent plus de bien que sa bonne volonté à tourner adroitement la moralité d'un incident. L'opinion publique est littéralement délavée, détrempée, affadie et anémiée par l'averse des riens que son journal lui sert chaque matin. On lui rendrait un éminent service en l'en sevrant. Malheureusement c'est à quoi elle tient le plus, et il faut s'accommoder de cette inclination pour faire passer le principal avec l'accessoire, et ne pas trop regarder sur la qualité des condiments. Mais il y a encore la manière de l'apprêter. Le choix du titre vaudra parfois mieux qu'une réflexion. Une épithète bien choisie et bien placée prendra la valeur d'une leçon. Il suffit de peu de chose dans le ton pour exprimer la pitié, le mépris ou le blâme.

Il y a donc un art de trousser l'information, quelle qu'elle soit, pour y insérer le sel d'un enseignement ; un art, encore une fois, qui n'est pas celui d'un sermonnaire.

Nous ne résistons pas au plaisir de citer ici une page inédite d'un grand moine aujourd'hui chargé d'ans, qui du fond de sa Chartreuse a su parler à notre temps un langage singulièrement informé de ses besoins. Il écrivait à propos de la forme à donner au journal catholique :

Il faut des principes et partout des principes. Mais les principes doivent être dans le journal comme l'âme dans le corps : mettre la vie partout et ne s'afficher nulle part.

Souvent ce n'est pas ce que vous annoncez et que vous énoncez qui s'insinue dans l'esprit, c'est plutôt ce qui se cache sous les mots et derrière le récit. A condition que vous y cachiez quelque chose !

Le bon journal comme le bon livre est celui qui donne beaucoup à réfléchir, laisse beaucoup à deviner, fait beaucoup penser, excite à chercher, ouvre des horizons, donne au lecteur le plaisir de trouver par lui-même. Comme on distingue vite entre l'homme qui a de l'idée et celui qui court après des tronçons d'idées qu'il ne possède pas! Quand l'idée déborde le mot, vous m'intéressez ; mais quand le mot est plus gros que l'idée, au bout de dix lignes, je suis

dégoûté. Faire penser les autres vaut mieux que de penser pour eux. et les faire conclure est plus efficace que de conclure contre eux... Tout ce qui est droit va à Dieu. Il suffit donc de savoir redresser la nature sans qu'il soit nécessaire de terminer chaque fois par la vie éternelle, comme dans les sermons.

Promouvoir d'abord les intérêts qui tiennent plus au cœur, afin d'ouvrir ensuite le cœur aux intérêts supérieurs.

Ne rester étranger à rien de ce qui est humain. Grande discrétion et délicatesse pour toucher les plaies, redresser les torts, louer les qualités, glorifier le mérite, et surtout pour faire vibrer la fibre individuelle, familiale, locale, patriotique ou religieuse. Tout cela non pour blesser ou flatter, mais pour conduire au but que l'on a par devers soi, et que l'on ne perd jamais de vue, quand même on n'en parle pas.

Dans quelle mesure la presse qui plaît aux catholiques répond-elle à ces conditions, chacun en pourra juger sur le journal qu'il a entre les mains, et auquel il est souvent réduit par l'embarras du choix, disons même par l'impossibilité de faire un autre choix. Car c'est une extrémité à quoi il ne peut échapper. Il est bien obligé de lire un journal, et quel journal lira-t-il si celui qui a dans sa région le monopole de la clientèle catholique lui paraît inégal à ses prétentions ? Un autre serait pire, ou vu dans ses mains ferait scandale. Une multitude de prêtres et de laïcs souffrent d'être astreints à une lecture quotidienne qui blesse en eux l'idéal qu'ils se font d'un journal catholique. Combien n'échappent pas au supplice matinal du mauvais « bon journal » !

(*A suivre.*)

★ ★ ★

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'Action Catholique

Nous souhaitions récemment (1) que des études de théologie spéculative vinssent approfondir et préciser la notion même d'Action Catholique. On nous signale qu'un traité a été fait en Allemagne, et traduit en italien, qui répond dans une certaine mesure à nos préoccupations. Nous n'en avons sous les yeux que le texte italien, daté de Rome, « Civiltà cattolica », 1932 (2). Il nous plaît d'en souligner l'intérêt.

Une introduction rappelle la nature et le but de l'Action Catholique et son évolution progressive dans les encycliques de Léon XIII et de Pie XI. Elle en marque aussi les limites en l'opposant au laïcisme, qui en est la perversion.

On connaît les principaux fondements bibliques, notamment l'épître aux Philippiens, IV, 3, et la Ire épître de saint Pierre, II, 5. Ce dernier texte avait déjà été rappelé par le Souverain Pontife, lorsqu'il écrivait dans l'encyclique *Ubi arcano* : « Lorsque les fidèles du laïcat, unis à leurs prêtres et à leurs évêques, participent à l'œuvre d'apostolat et de rédemption individuelle et sociale, alors plus que jamais ils sont la « race élue », le « sacerdoce royal », la « nation sainte », le peuple de Dieu, que saint Pierre magnifie. »

Cet apostolat laïque apparaît dès les premiers temps du christianisme, et l'auteur se trouve naturellement amené à poser la question si importante des rapports entre les charismes et la hiérarchie.

Quant aux fondements dogmatiques de l'Action Catholique, il faut citer en premier lieu le sacrement de confirmation. C'est ce qui ressort des nombreux textes de Pères et de théologiens, que l'auteur — et c'est une des principales qualités de son ouvrage — apporte en référence. Il ne veut pas décider « si ce sacrement est le fondement *unique* ou *un* des fondements dogmatiques de l'Action Catholique »; il ne pense pas davantage avoir prouvé de manière irréfutable *le caractère apostolique* de la grâce de la confirmation ; mais son étude établit du moins que ce sacrement est ordonné à la participation des laïques à l'apostolat hiérarchique de l'Église.

(1) *Vie Intellectuelle*, 10 mars 1933.
(2) « L'Azione cattolica. Fondamenti Biblici e Dogmatici. »

N'est-on pas dès lors amené à parler d'un sacerdoce laïque ? Le cardinal Faulhaber disait : « La confirmation est l'ordination sacerdotale du sacerdoce universel et la consécration à l'apostolat. » C'est aussi l'avis du P. Will. A l'appui voici entre autres un beau texte de saint Bède : « Aucun saint n'est privé de la consécration spirituelle du sacerdoce, puisqu'il est membre du sacerdoce éternel. »

Cette question du sacerdoce laïque est, en effet, liée très étroitement à celle du corps mystique du Christ. C'est ce qu'établit l'auteur, avant d'en tirer les conséquences morales, celles des droits et des devoirs de l'Action Catholique.

Les droits, c'est-à-dire la question de savoir si un laïque peut prêcher, enseigner *publiquement* la foi catholique. La réponse affirmative s'impose, car il appartient au laïque de travailler à la propagation du nom chrétien. « Assurément les droits du laïque ont des limites; c'est à Dieu et à l'Église de les déterminer, mais une participation sincère des laïques à l'apostolat hiérarchique fera qu'on saura facilement les fixer. »

Quant au devoir, il résulte de la possession de la vraie foi, qui *doit* être communiquée, puisqu'il nous incombe à tous de promouvoir la gloire de Dieu et le salut des âmes. On pouvait d'ailleurs le conclure de ce que la grâce même de la confirmation est une grâce *sociale* et apostolique, qui ne saurait être donnée en vain.

Il faut souhaiter que des considérations d'une doctrine aussi élevée et d'une portée pratique aussi vaste soient méditées par les fidèles de l'Action Catholique et que, pour cela, elles soient toujours davantage propagées par nos théologiens.

P. B.

L'abbé Esquerré

En même temps qu'une histoire brève mais très complète du mouvement général des Œuvres en France depuis 1870, le livre de M. Escoffier (1) nous donne un magnifique exemple de vie sacerdotale.

(1) Henri Escoffier, *L'abbé Esquerré*. Paris, Le Bon Conseil, 1932, 292 pp.

Ceux qui ont connu M. Esquerré trouveront reproduit, très fidèlement et avec une affection que l'on sent très reconnaissante, le portrait d'un homme qui fut prêtre : seulement, mais totalement prêtre.

En lisant et en relisant ces pages, de vieux souvenirs revivent, les impressions d'autrefois et les émotions aussi. Et, si loin que nous soyons de ce Carmel de l'Avenue de Saxe qui — par suite de la vicissitude des temps — est devenu la demeure du Bon Conseil, c'est le vieux cadre familier que nous retrouvons. Nous entendons ces appels à une vie meilleure et jusqu'aux accents d'une voix qui ne nous a jamais lassés et qui, tôt ou tard, a fini par nous conquérir et par nous persuader.

M. Esquerré c'est l'homme incomparable qui nous a fait croire au surnaturel et qui est arrivé à nous convaincre, à force de nous le répéter, qu'il n'y avait rien de mieux à faire, en ce monde, qu'un peu de bien pour les autres.

Une activité parfaitement unifiée dans une vie sacerdotale acceptée dans toutes ses responsabilités et dans toutes ses conséquences, le culte du devoir d'état, un sens admirable de l'adaptation des œuvres et du besoin des âmes, une énergie d'une étonnante ténacité, une intelligence lucide, une parole dont n'oublieront pas les accents tous ceux qui l'ont entendue, la générosité dans le détachement, que pourrait-on ajouter encore?

Et, cependant, pour nous qui aimons à nous dire ses fils, le souvenir qui restera surtout c'est celui du Père qui a aimé nos âmes, qui — selon une expression qui lui était chère — a su nous mettre en face de nous-mêmes, de nos responsabilités, de nos forces et de nos faiblesses. Et cela il l'a fait inlassablement et jusqu'à l'usure de ses forces, optimiste sans illusions, compatissant sans faiblesse : il l'a fait avec une immense tendresse, mais aussi avec une force peu commune.

Mossoul.

Mannès Brelet, O. P.

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre et de l'Épiscopat allemand à l'égard de la dictature nationale-socialiste

Nos lecteurs ont été tenus au courant de l'attitude d'opposition très nette prise par le Parti du Centre à l'égard du mouvement national-socialiste, aussi bien au gouvernement (notamment du Reich, de Prusse et de Bavière) que dans les consultations électorales et les campagnes de presse. Nous avons mis sous les yeux de nos lecteurs (Documents de la Vie Intellectuelle, *20 mars 1931*) *les textes des condamnations portées par les évêques allemands contre le mouvement hitlérien. Il est donc particulièrement intéressant d'étudier l'attitude nouvelle prise par le Centre allemand et par les évêques. On trouvera les éléments de cette étude dans les documents réunis ci-dessous.*

I. — Positions antérieurement prises par l'Épiscopat allemand et par le Parti du Centre en face du national-socialisme

a) *Extraits de la condamnation prononcée contre le mouvement hitlérien par l'évêque de Mayence en octobre 1930* (1) :

Le programme du parti national-socialiste contient des pro-

(1) Le texte a été donné intégralement dans *Les Documents de la Vie Intellectuelle* du 20 mars 1931, pp. 451-455.

positions inconciliables avec la doctrine et les principes catholiques. Il y a lieu notamment de considérer l'article 24 du programme, qu'aucun catholique ne peut accepter sans renier sa foi sur des points importants...

Un mot de Gottfried Feder prouve que les chefs du parti national-socialiste comptent l'Église catholique au nombre des confessions dangereuses pour l'État. « Des gens », dit-il, « même nés Allemands, qui se tournent sciemment contre le peuple allemand et contre l'État pour les détruire, qui reçoivent dans le domaine politique leurs ordres de l'étranger et qui les suivent (les catholiques sont évidemment visés par ces termes), n'appartiennent pas à la communauté allemande et, pas plus que les Juifs, ne doivent exercer des droits civiques; nous devons en exclure un grand nombre de l'honneur de participer aux bienfaits du droit allemand »...

La morale chrétienne est fondée sur l'amour du prochain. Les écrivains nationaux-socialistes ne reconnaissent pas ce commandement dans le sens enseigné par le Christ; leur doctrine surestime la race germanique et sous-estime les races étrangères. Ce mépris, qui pour beaucoup se transforme en une véritable haine des races étrangères, est anti-chrétien et anti-catholique...

... Les chefs du parti national-socialiste veulent un dieu, un dieu allemand, un christianisme allemand, une Église allemande. Gottfried Feder dit : « Le peuple allemand trouvera certainement un jour son déisme pour sa vie religieuse, une forme telle que la réclament les aspirations de son sang nordique. La trinité du sang, de la foi et de l'État sera alors réalisée »...

Par cette conception de la religion, les nationaux-socialistes prennent une position hostile à l'égard de l'Église catholique. Les orateurs du parti ont d'ailleurs, à différentes reprises, déclaré dans les réunions publiques : « Nous combattons le judaïsme et le romanisme. » Il est vrai qu'Hitler, dans son livre *Mon combat*, a écrit quelques mots de considération à l'adresse de la religion chrétienne et de l'Église catholique. Mais cela ne peut nous faire oublier que la politique culturelle du nationalisme est en opposition avec le christianisme catholique.

Ces conditions impliquent la réponse que comportent les questions : « Un catholique peut-il s'inscrire dans le parti Hitler ? Un prêtre catholique peut-il permettre que les mem-

bres de ce parti assistent comme tels à un enterrement ou à toute autre cérémonie religieuse ? Peut-on admettre aux sacrements un catholique qui se réclame des principes de ce parti ? » Nous devons répondre négativement.

b) *Déclaration publique du cardinal Bertram, archevêque de Breslau, le 31 décembre 1930* (1) :

Un nationalisme raisonnable est une force d'union et de réconciliation. Un nationalisme fanatique, par contre, est une source de mépris mutuel et de haine entre les peuples ; c'est en outre la rupture de l'alliance surnaturelle qui fait de tous les enfants de la même Église, les frères dans le Christ, les héritiers et les représentants de la culture chrétienne.

Quiconque secoue le joug de cette alliance sacrée jette sur notre peuple le brandon de la discorde. Et cela en un temps de misère, plus grande que nous n'en avons jamais connue aux siècles passés. Cette misère exige impérieusement que tout sujet de discorde soit écarté, au sein de notre peuple comme entre les peuples.

Telle est la position de l'Église. L'amour et le dévouement pour notre peuple et notre patrie nous sont sacrés, mais impies et odieux sont l'aveuglement et la violence inconsidérée d'un fanatisme orgueilleux...

L'épiscopat doit aujourd'hui, en plein accord avec le Pasteur Suprême et suivant ses instructions, s'opposer avec fermeté et avec évidence au faux nationalisme et à ses erreurs, qui depuis quelque temps sont répandues par la parole et par l'écrit dans toutes les régions de notre patrie. Ces erreurs, par la glorification exclusive de la race, conduisent au mépris de la révélation et de la loi divine. Il ne s'agit plus ici de questions purement politiques, mais d'imaginations religieuses, qui doivent être combattues avec décision. C'est pourquoi nous affirmons que :

Nous, chrétiens et catholiques, ne connaissons pas de religion de race, mais uniquement la Révélation du Christ valable pour le monde entier, et qui a doté tous les peuples du

(1) Le texte intégral a été donné en traduction dans *Les Documents de la Vie Intellectuelle* du 20 mars 1931, pp. 457-467.

même trésor de vérité révélée, des mêmes lois et des mêmes remèdes surnaturels.

Le bien suprême de tout peuple est la plénitude des vérités éternelles que le Christ a enfermées dans le sein de son Épouse, l'Église, et marquées du sceau de l'Esprit-Saint.

Nous, catholiques, ne connaissons pas d'Église nationale.

Qui veut demeurer réellement catholique ne se contentera pas non plus de la vaine théorie d'un « christianisme positif ». Il est possible que cette théorie parte d'une bonne intention, mais elle ne peut recevoir pour nous, catholiques, aucune signification satisfaisante; car chacun y introduit ce qui lui plaît ; théorie dont le contenu n'est déterminé que par le caprice de chacun, et, par conséquent, sans valeur. Notre christianisme positif est le christianisme catholique. Qui ergote et doute n'appartient plus, par cela même, à notre christianisme positif...

... Il est indéniable que les luttes spirituelles du présent, avec leurs appels à l'émancipation des masses, ont, dans leur but et dans leur méthode, plus d'un trait commun avec les procédés de combat du temps où l'unité de la foi a été brisée, du XVIe siècle.

Aujourd'hui comme alors, des oppositions économiques et politiques se nourrissent de raisons religieuses. Cette méthode est utilisée par des agitateurs, qui, de nouveau, essaient de tromper systématiquement le grand public et de lui faire croire qu'il s'agit de défendre un christianisme épuré. Ce qui constitue une tromperie sacrilège.

Aujourd'hui comme alors, les principales attaques sont dirigées contre le magistère vivant et suprême de l'Église catholique. On tente de semer la méfiance contre le pasteur fidèle à sa mission, la méfiance contre l'Église gardienne de la révélation et de la loi divine.

De là les mêmes attaques effrénées et calomnieuses contre les évêques, le pape et le clergé...

Puissent mes paroles retentir comme un signal et un cri d'alarme dans tous les milieux !

Que ce soient des paroles d'exhortation à des millions de partisans dociles, qui ne soupçonnent pas où on les mène.

Des paroles de compassion aux innombrables foules durement éprouvées par la misère, qui ne suivent que par mécontentement des meneurs finalement incapables de tenir leurs promesses.

Des paroles de protestation contre les calomnies que les ennemis du Christ répandent sur l'Église, et contre l'assemblage d'erreurs hétéroclites qu'ils prétendent ériger en Évangile de la Race.

Des paroles de prudence, de mise en garde contre ceux qui jouent avec des idées de destruction pour barrer la route aux sages travaux constructifs — et aussi d'avertissement aux classes possédantes et favorisées, les invitant à fuir le luxe en ces jours de misère affreuse, à résister à leur soif de jouissances et à songer avec générosité à leurs frères qui manquent du nécessaire.

Une invitation, pour la jeunesse, à ne pas se laisser détourner par des discours et les vantardises de mauvais guides.

c) *Extraits des instructions pastorales des évêques de Bavière* (février 1931) (1) :

Les évêques sont donc obligés, comme gardiens de la foi et de la doctrine morale de l'Église, de mettre les fidèles en garde contre le mouvement national-socialiste, tant que et dans la mesure où il manifeste des conceptions culturelles inconciliables avec la doctrine catholique...

Il est rigoureusement interdit au clergé catholique de collaborer sous une forme quelconque au mouvement national-socialiste...

Le pasteur des âmes a le devoir d'éclairer le peuple sur un ton calme et objectif, en lui montrant que le national-socialisme qui est, par essence, un mouvement politique dirigé contre le marxisme, a de plus en plus, au cours des dernières années, dévié vers le domaine culturel et, ce faisant, a pris de plus en plus une position de Kulturkampf contre l'Église et ses évêques.

... La participation de nationaux-socialistes en colonne, avec uniformes et drapeaux, à des cérémonies du culte, est et demeure interdite, parce qu'un pareil défilé amènerait forcément le peuple à croire que l'Église a accepté le mouvement nationaliste...

Quant à la question de savoir si un national-socialiste peut

(1) Texte intégral dans *Les Documents de la Vie Intellectuelle* du 20 mars 1931, pp. 486-472.

être admis aux sacrements de la Pénitence et de l'Eucharistie, il faut examiner dans chaque cas si l'intéressé est seulement un adhérent du mouvement, qui ne se rend pas compte des buts religieux et culturels de ce mouvement, ou bien s'il s'engage personnellement, comme député, comme chef de rédaction ou comme agent, pour l'ensemble des buts de son parti, et par conséquent aussi pour les points qui ne sont pas en harmonie avec l'essence du christianisme et avec la doctrine de l'Église...

Quant à la question de savoir si, dans les cas particuliers, un adepte du national-socialisme ou du socialisme, qui meurt subitement sans les sacrements de l'Église, peut recevoir la sépulture religieuse, il faut, d'après ce qui est dit plus haut, poser préalablement la question de savoir si l'intéressé participait à la vie religieuse, accomplissait son devoir pascal, et en somme vivait en paix avec l'Église.

Si, malgré notre espoir du contraire, le national-socialisme évoluait vers les méthodes du bolchevisme, alors on ne pourrait plus admettre la bonne foi des individus. Au reste, sont ici applicables les directives tracées par les conférences épiscopales de Fulda et de Freising pour la conduite des pasteurs des âmes à l'égard des groupements hostiles à la foi.

d) *Extrait* (1) *du mandement des évêques de la province ecclésiastique de Cologne* (Cardinal-Archevêque de Cologne, évêques de Münster, Osnabrück, Trèves et Limbourg), du 5 mars 1931 :

On espérait que les chefs du mouvement national-socialiste réussiraient bientôt à développer et à mettre au clair leurs buts et leurs principes, à tel point qu'ils ne donneraient plus lieu à des malentendus fondés ou à des objections chez les Catholiques. Cet espoir ne s'est pas réalisé... Au contraire, un certain nombre de conceptions inexactes et fausses, manifestées par des dirigeants du mouvement national-socialiste dans des réunions publiques, dans la presse et la littérature au sujet de vérités fondamentales de la foi chrétienne,

(1) Texte intégral dans *Les Documents de la Vie Intellectuelle* du 20 mars 1931, pp. 473-478.

en particulier au sujet de la doctrine catholique touchant l'universalité, l'unité et l'autorité de l'Église de Jésus-Christ, certains principes moraux et en outre les rapports de l'Église et de l'État, de la religion et de la race, menacent de plus en plus de jeter le trouble dans les âmes confiées à notre sollicitude pastorale, et constituent pour elles un danger.

En face de ce trouble et de cette menace, nous ne pouvons ni ne devons, nous, les pasteurs, garder plus longtemps le silence, d'autant moins que notre attitude d'expectative en face du développement du mouvement national-socialiste a été déjà mal interprétée. Le langage extrêmement irrévérencieux, souvent même insultant, à l'égard des représentants de l'autorité ecclésiastique qui parlaient inspirés par un souci pastoral fort justifié, n'a pas été efficacement contredit.

Nous, Évêques de la province ecclésiastique de Cologne, conscients de notre devoir pastoral, avons, par une manifestation spéciale et commune du 8 janvier 1920, mis expressément et franchement en garde contre le socialisme hostile au catholicisme, et du même coup aussi contre le communisme qui en est issu, et nous lançons aujourd'hui un nouvel avertissement avec la même énergie. C'est avec la même conscience de notre devoir que nous agissons maintenant, en appelant l'attention de nos diocésains sur le danger qui résulte, pour la pensée et la vie catholiques, du mouvement national-socialiste, et en élevant la voix pour les avertir...

En accord avec une parole des évêques bavarois, nous mettons en garde avec une profonde gravité contre le national-socialisme « tant que et dans la mesure où il manifeste des conceptions culturelles incompatibles avec la doctrine catholique ». Nous adoptons expressément, comme motifs de notre avertissement, l'exposé de S. Ém. le Cardinal-Archevêque de Breslau.

e) *Commentaire du* Badischer Beobachter, *journal du Centre allemand en Bade* (*5 octobre 1930*) :

La réponse de l'Ordinaire de Mayence est pour le mouvement de Hitler une condamnation accablante. D'une voix calme, objective, mais incisive, l'autorité religieuse proclame ce qui était évident depuis longtemps déjà pour tout catholique pratiquant, parce qu'il n'est pas de marchandages pos-

sibles avec la conscience catholique. La tentative de Hitler, essayant de donner à la fondation de son parti un semblant de bases métaphysiques, apparaissait dès le début comme vaine à tout catholique instruit. Cette renaissance d'un paganisme bariolé aux couleurs de la vieille Germanie, avec sa vénération de la force brutale et de la pureté du sang de la race, ne pouvait pas attirer un seul instant tout catholique vivant en communion réelle avec son Église. Aujourd'hui, l'autorité religieuse proclame explicitement ce qui était depuis longtemps déjà et qui sera toujours l'opinion de l'Église vivante. Il ne sera donc plus possible dorénavant de se servir de l'Église pour des fins très claires en se donnant comme bon catholique, alors qu'intérieurement on est un ennemi juré de l' « internationale noire ». Après avoir condamné le matérialisme doctrinal du socialisme (marxisme), l'Église condamne donc le national-socialisme.

f) *Commentaire de la* Koelnische Volkszeitung, *organe du Centre catholique rhénan, au sujet de la lettre des évêques de la province de Cologne :*

Cette profession de foi des évêques, tendant à faire revivre les sentiments de solidarité entre Allemands..., se rattache aux plus anciennes traditions nationales des catholiques allemands, et définit, pour le présent, un programme qui, fondé sur une atmosphère d'amour, donnera à notre malheureux pays, humilié et asservi, la force nécessaire pour son relèvement.

(*Koelnische Volkszutung*, 7 mars 1931.)

g) *Riposte nationale-socialiste :*

Par cette manifestation, de hauts dignitaires de l'Église viennent de nouveau, sous une forme qui n'est plus voilée, d'attaquer le seul mouvement qui soit encore en état aujourd'hui de protéger l'Église chrétienne contre l'assaut de l'athéisme. L'espoir qu'au milieu de la confusion générale des idées, les évêques allemands du moins conserveraient assez d'indépendance d'esprit pour percer à jour la politique insensée du Centre, qui ruine l'Église, ne s'est pas réalisé pour le moment.

Nous constatons avec consternation que les prêtres allemands sont trop étrangers au monde pour comprendre où se trouve l'ennemi mortel commun. Il n'y a aucun pays d'Europe, — que l'on pense seulement au nationalisme absolu des prêtres français, polonais ou italiens, — où l'on puisse imaginer que les représentants de l'épiscopat se tournent ainsi contre les meilleures forces de la nation, et non seulement fassent les affaires des éléments destructeurs étrangers, mais ébranlent même les fondements de leur propre parti.

(*Voelkischer Beobachter*, 10 mars 1931.)

h) *Réplique du Centre :*

Si l'on possédait, dans le camp de Hitler, tant soit peu de modestie et de jugement critique, la manifestation des évêques rhénans devait être une occasion de réfléchir et d'examiner de nouveau les méthodes et les buts politiques du parti. Mais non !... On dépasse le comble de la présomption, on formule la thèse que le parti national-socialiste est aujourd'hui le seul mouvement capable de protéger efficacement l'Église contre l'assaut mondial de l'athéisme. Ce langage ne nous fait pas peur. Il nous fait pitié. L'Église catholique n'a nul besoin d'être protégée par les rodomontades et les violences des hommes des groupes d'assaut. Elle exige le respect de son autorité, l'acceptation, en fait, de ses dogmes, la fidélité et une collaboration raisonnable. Voilà ce qui est et ce qui reste notre programme.

(*Germania*, 10 mars 1931.)

i) *Opinion émise le 12 novembre 1929 par le journal* Bayerischer Kurier, *organe catholique du parti populaire bavarois :*

L'alliance avec les nationaux-socialistes n'est pas seulement une « affaire concernant l'État bavarois ». C'est aussi une affaire qui intéresse au plus haut point la coalition gouvernementale. Il est vrai que le nouveau programme de la coalition ne contient pas, comme le précédent, d'allusion expresse aux devoirs politiques des partis de la coalition.

Mais ces devoirs existent néanmoins, qu'ils soient ou non mentionnés dans ce programme. Ils sont foulés aux pieds, lorsqu'un « parti gouvernemental » mène, avec un parti révolutionnaire, une lutte dont le but, selon l'expression de l'organe munichois de Hugenberg, est d' « inquiéter », c'est-à-dire de répandre à tout prix les excitations. Ils sont foulés aux pieds, lorsqu'un « parti gouvernemental » fraternise avec un parti qui diffame d'une façon abominable la justice bavaroise, sans que celle-ci s'y oppose, et la justice allemande. Ils sont foulés aux pieds, lorsqu'un « parti gouvernemental » soutient dans sa « lutte pour la liberté » un parti, dont les mots d'ordre ressemblent à ceux du coup de force de 1923 comme deux gouttes d'eau.

j) *Déclaration de la* Germania, *organe officiel du Centre catholique (25 avril 1932), après le succès national-socialiste aux élections à la Diète de Prusse :*

Le parti du centre, à qui la déclaration d'hier a imposé une responsabilité accrue et un rôle d'une importance plus grande, sera encore, dans la nouvelle Diète, le sûr garant d'une politique objective, ordonnée et constitutionnelle. Il s'abandonnerait lui-même et compromettrait très gravement l'État s'il abandonnait ce principe le plus important de son activité et de ses convictions politiques.

k) *Commentaire du même journal après le décret de dissolution des formations para-militaires hitlériennes* (14 avril 1932) :

Tous les efforts du parti national-socialiste pour atténuer l'affaire ne peuvent faire illusion sur le fait que l'armée particulière de Hitler était une organisation établie d'après les points de vue et des méthodes militaires, et qui, par son existence même, était absolument incompatible avec nos idées traditionnelles de l'État, de son autorité et de l'exclusivité de son pouvoir. Il faut ajouter à cela que l'activité et les buts mêmes de cette organisation, dont des documents irréfutables ont prouvé le caractère illégal, ont également fini par provoquer une intervention de l'État.

II. — Extraits de la déclaration ministérielle lue par le chancelier Hitler devant le Reichstag à Potsdam, le 23 mars 1923

Résolu à réaliser la désintoxication politique et morale de notre vie publique, le gouvernement crée et garantit ainsi les conditions d'un esprit religieux véritablement profond et intime. Les avantages politiques qui pourraient résulter de compromis avec les organisations athées sont très loin de compenser les conséquences qui se manifestent dans la destruction des valeurs fondamentales de la religion en général et de la morale. Le gouvernement national considère les deux confessions chrétiennes comme les facteurs les plus importants pour la conservation morale de notre race. Il respectera les traités conclus entre elles et les pays. Il ne sera pas touché à leurs droits. Mais le gouvernement demande que l'œuvre de relèvement national et moral de notre peuple qu'il s'est proposée soit également reconnue d'autre part et il a l'espoir qu'elle le sera.

Le gouvernement manifestera à l'égard de toutes les autres confessions une équité objective. Mais il ne tolérera jamais que le fait d'appartenir à une certaine confession ou à une certaine race délie d'obligations légales en général, ou même constitue un droit de commettre impunément ou de tolérer des crimes.

Le gouvernement national accordera et garantira aux confessions chrétiennes l'influence qui leur revient dans l'enseignement et dans l'éducation. Il aura le souci d'une coopération sincère entre l'État et l'Église.

La lutte contre les idées matérialistes et pour le rétablissement d'une véritable union du peuple est utile aussi bien aux intérêts de la nation allemande qu'à ceux de notre foi chrétienne.....

... Pour se mettre en mesure de remplir les tâches comprises dans ce cadre, le gouvernement a fait déposer au Reichstag, par le parti national-socialiste et le parti national-allemand, le projet de loi sur les pleins pouvoirs. Une partie des mesures envisagées exige la majorité nécessaire pour toute

modification constitutionnelle. L'accomplissement de ces tâches est indispensable. Il serait contraire au sens du sentiment national, et cela ne suffirait pas au but envisagé, que le gouvernement voulût, dans chaque cas, négocier et prier pour obtenir l'approbation du Reichstag. Le gouvernement n'est pas mû par l'intention d'abandonner le Reichstag. Au contraire, il se réserve pour l'avenir d'informer le Reichstag sur les mesures qu'il prendra, ou de recourir à son approbation.

Mais l'autorité gouvernementale et l'accomplissement des tâches envisagées souffriraient si, dans le peuple, pouvaient naître des doutes sur la stabilité du nouveau régime. Dans l'état actuel d'agitation profonde où se trouve la nation, le gouvernement considère comme impossible que le Reichstag continue à siéger. On n'a peut-être jamais vu une révolution d'une telle ampleur s'accomplir d'une manière aussi disciplinée et aussi peu sanglante que le soulèvement du peuple allemand dans ces quelques semaines. J'ai la volonté et la ferme intention de veiller, dans l'avenir encore, à ce que l'évolution se poursuive dans le calme.

Mais il n'en est que plus nécessaire de donner au gouvernement national cette position souveraine, qui, en un temps comme celui-ci, est seule capable d'empêcher une autre évolution. Le gouvernement ne fera usage de ces pleins pouvoirs que dans la mesure indispensable pour la réalisation des mesures d'une nécessité vitale. Ni l'existence du Reichstag, ni celle du Reichsrat ne sont menacées. La situation et les droits du président du Reich demeurent intacts. Le gouvernement aura toujours pour tâche d'amener un accord intime avec les intentions du président. L'existence des pays sera maintenue. Les droits des Églises ne seront pas restreints et leur situation vis-à-vis de l'État ne sera pas modifiée. Le nombre des cas où il y a nécessité interne de recourir à une loi comme celle-ci est limité. Mais le gouvernement n'en insiste que davantage pour l'adoption. Il préfère, en tout cas, une décision claire. Il offre aux partis du Reichstag la possibilité d'une évolution paisible et d'une entente qui se préparera ainsi pour l'avenir. Mais le gouvernement est tout aussi résolu et prêt à faire face à un vote de refus et de résistance. Maintenant, Messieurs, décidez vous-mêmes de la paix ou de la guerre !

(D'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 24 mars 1933, matin.)

III. — La position nouvelle de l'Épiscopat allemand et du Parti du Centre en face du gouvernement dictatorial du chancelier Hitler

a) *Déclaration des évêques allemands réunis à la conférence de Fulda (mars 1933) :*

Pour des raisons bien fondées, qui ont été exposées maintes fois, et mus par le souci de maintenir dans sa pureté la foi catholique et de protéger l'accomplissement des tâches et l'exercice des droits intangibles de l'Église catholique, les évêques des diocèses d'Allemagne ont pris dans ces dernières années, à l'égard du mouvement national-socialiste, une attitude de réprobation, par des interdictions et des avertissements qui devaient rester en vigueur le temps et dans la mesure où ces raisons elles-mêmes subsistaient.

Il faut maintenant reconnaître que le plus haut représentant du gouvernement du Reich, qui est en même temps le chef autoritaire de ce mouvement, a fait des déclarations publiques et solennelles qui tiennent compte de l'inviolabilité de la doctrine catholique, ainsi que de l'œuvre et des droits immuables de l'Église, et qui donnent, de la part du gouvernement du Reich, l'assurance formelle que les traités conclus par les pays allemands avec l'Église catholique conserveront leur pleine et entière valeur. *Sans rapporter la condamnation contenue dans nos mesures antérieures contre certaines erreurs religieuses et morales déterminées* (1), l'épiscopat croit pouvoir penser avec confiance que ces mesures générales d'interdiction et d'avertissement n'ont plus lieu d'être considérées comme nécessaires.

Pour les chrétiens catholiques, à qui la voix de leur Église est sacrée, il n'est pas besoin à l'heure présente d'exhortations spéciales à la fidélité envers les autorités légitimes et à l'accomplissement consciencieux de leurs devoirs civiques, repoussant de principe toute attitude illégale ou révolutionnaire.

(1) C'est nous qui soulignons.

Nous maintenons en vigueur l'exhortation si souvent et solennellement donnée aux Catholiques de servir toujours, avec vigilance et abnégation, la paix et le bien social du peuple, la protection de la religion et de la morale chrétienne, la liberté des droits de l'Église catholique, la protection de l'école confessionnelle et des organisations catholiques de jeunesse.

Nous maintenons aussi en vigueur l'exhortation adressée aux associations et organisations politiques ou analogues, d'éviter, dans la maison de Dieu et dans les fonctions ecclésiastiques, par respect pour leur caractère sacré, tout ce qui peut paraître démonstration politique ou de parti, et par conséquent peut sembler choquant.

Enfin, nous maintenons en vigueur notre appel si souvent lancé avec instance, à travailler toujours avec une prévoyante prudence, dans l'union, la fidélité et l'abnégation, pour favoriser la diffusion et l'action efficace des associations catholiques, dont l'activité est si féconde pour l'Église, le peuple et la patrie, à travailler aussi pour la civilisation chrétienne et la paix sociale.

A Berlin, le 28 mars 1933,
Pour le diocèse de Berlin,
CHRISTIAN, *évêque de Berlin.*

(*Germania*, 29 mars 1933.)

b) *Discours du cardinal Innitzer, archevêque de Vienne :*

... Précisément pour les Catholiques allemands se présente, dans le grand tournant où nous sommes, une tâche immense. Dans ma première lettre pastorale à mes diocésains, j'écrivais : « Tout indique que la grande lutte de l'avenir aura sa phase décisive dans l'âme du peuple allemand. » Peut-être le peuple allemand qui, de par son caractère, est habitué à traiter avec une très grande profondeur tous les problèmes de la vie, est-il destiné par la Providence à être le protagoniste et le pionnier frayant la route vers une époque nouvelle.

Les forces nouvelles qui nous construiront un avenir plus heureux proviennent de l'idée nationale, de notre fonds germanique. C'est dans notre sang et notre pays natal que se trouvent les sources de vie et de saine rénovation. Patrie

et peuple, cela est tout ! Mais l'Église et la doctrine catholique ne sont-elles pas en contradiction avec ces idées ? L'Église catholique, en effet, n'est-elle pas une force internationale ? Comment peut-elle, alors, comprendre vraiment les aspirations de chaque peuple ?

Pour l'heureux développement ultérieur du peuple allemand, ce serait un malheur si une pareille conception s'installait dans les âmes. Non, l'Église catholique sait bien quelles valeurs indiciblement hautes et idéales résident dans le sang d'un peuple et dans le pays natal, dans l'unité de culture et de mœurs, dans l'unité de langue et de foi, dans la communauté d'une histoire millénaire, qui fait naître un sentiment vivant de solidarité pour la joie comme pour la souffrance, la détresse et la mort. Le pays natal et le patrimoine d'un peuple sont certainement les grandes sources d'enthousiasme national. Mais pour que l'enthousiasme pour le peuple et le pays donnent des résultats vraiment grands et sacrés, pour que ce sentiment beau et saint ne s'égare pas finalement dans de fausses voies, il faut qu'à cet amour l'idée chrétienne s'associe, et le pénètre. L'amour ne doit pas trouver ses limites dans notre propre peuple. Nous ne devons pas, par amour de notre propre nation, oublier l'amour envers nos semblables. L'amour du pays natal est une extension du quatrième commandement, et quiconque trahit son pays est aussi un traître à l'humanité. Les peuples qui ont le mieux combattu dans les luttes nationales ont toujours été les fils les plus fidèles de leur Église et de la foi de leurs pères.

(*Germania*, 4 avril 1933.)

c) *Déclaration de Mgr Kaas, président du Parti du Centre allemand, en séance du Reichstag, à Potsdam, le 23 mars 1933 :*

L'heure présente ne peut pas être pour nous celle des paroles. Sa loi, la seule, celle qui domine tout, doit être la loi de l'action, action prompte, action de sauvegarde, action constructive, action de salut. Or cette action ne peut naître que de l'union...

Ayant depuis longtemps, malgré toutes les déceptions passagères, défendu avec énergie et conviction l'idée d'union,

le Parti de Centre, à cette heure où doivent s'effacer toutes les considérations étroites et mesquines, se place consciemment, dans le sentiment de sa responsabilité nationale, au-dessus de toutes les objections, des considérations de parti et autres. Il relègue même à l'arrière-plan les objections qui, en temps normal, seraient pour lui un devoir, et formeraient un obstacle insurmontable. Devant la détresse pressante où se trouvent le peuple et l'État, et devant la tâche gigantesque que nous impose à tous la reconstruction allemande, en présence surtout des nuages de tempête qui commencent à monter en Allemagne et autour de l'Allemagne, nous du Centre allemand, nous tendons à cette heure la main à tous, même à nos anciens adversaires, afin d'assurer la continuation de l'œuvre du salut de l'Allemagne, pour la reconstitution d'une vie ordonnée de l'État et du Reich, pour opposer un rempart solide contre le chaos, en commun avec tous ceux de nos compatriotes, quel que soit le groupe ou le camp d'où ils viennent, qui veulent loyalement la reconstitution et l'ordre.

La déclaration gouvernementale que vous avez faite cet après-midi, M. le Chancelier, devant les représentants du peuple allemand, contenait mainte parole à laquelle nous pouvons souscrire, et aussi — permettez-moi de le dire en toute sincérité et loyauté — mainte autre sur laquelle nous refusons consciemment de discuter, dans l'intérêt de l'union qui doit être la loi de l'heure présente. En présence de bien des jugements formés aujourd'hui sous l'influence de la politique du moment, nous attendons avec une confiante certitude, pour le travail des gouvernements antérieurs que nous avons soutenus, le jugement plus équilibré de l'histoire.

Je constate avec satisfaction et en toute franchise, qu'en ce qui concerne certains points essentiels de la vie politique, juridique et culturelle de l'Allemagne, maintes déclarations concrètes apportées par vous, M. le Chancelier, surtout quand on les rapproche des constatations faites dans les négociations gouvernementales, offrent la possibilité de changer d'avis sur une série d'objections essentielles qu'avait soulevées et devait soulever chez nous l'extension temporelle et matérielle de votre demande des pleins pouvoirs.

Admettant que ces déclarations faites par vous seront — dans les principes et dans la pratique — les lignes directrices

de l'œuvre législative qui doit intervenir, le parti du Centre allemand donne son adhésion à la loi des pleins pouvoirs.

(*Germania*, 24 mars 1933.)

d) *La* Germania, *organe officiel du Centre catholique, explique la décision et l'attitude du Parti :*

Quelques jours plus tard la *Germania* publie un long article d'explication. Elle indique comme raisons principales de la décision du parti : 1° le fait que le Président du Reich, s'il n'a pas reçu le droit de veto comme on l'avait d'abord envisagé, garde cependant une influence certaine et reconnue sur les décisions du gouvernement Hitler; 2° le fait que le parti du Centre, par l'organe d'un comité de travail, sera appelé à prendre connaissance de l'élaboration des lois que le gouvernement préparera en vertu de la loi des pleins pouvoirs; 3° les assurances données par le Chancelier sur sa politique religieuse; 4° le Centre a fait consciemment un sacrifice à l'idée de l'union nécessaire. La *Germania* ajoute :

Les choses sont arrivées à un tel point que les formes jusqu'ici existantes de l'état démocratique né à Weimar étaient — peu importe pour quelles raisons — devenues inapplicables.

Celui qui ne veut pas voir les réalités révolutionnaires d'aujourd'hui, ou qui refuse d'en tirer les conséquences avec sang-froid, perd la possibilité d'agir pour sa part sur les événements, en y insérant l'action des forces modératrices, des forces d'ordre sans lesquelles on ne peut concevoir une évolution saine.

Nous sommes actuellement, sinon dans une crise de l'idée démocratique, du moins dans un processus d'évolution où les formes d'activité antérieures du système démocratique et des institutions libérales sont entraînées dans une transformation complète et une refonte totale. L'excès incontestable de liberté formelle qui partout, dans le domaine politique économique social et culturel, a conduit à des dégénéres-

rences et à la faiblesse, va être remplacé par une discipline rude, et, momentanément même, excessive. Les homéopathes démocrates vont être remplacés par le chirurgien, qui ne reculera pas devant des interventions mêmes dangereuses. La normalisation de cette période de transition, qui ne s'écoulera pas sans maladresses ni sans quelques excès, et la reconstruction rapide de l'État allemand sur des bases nouvelles et d'avenir, s'accompliront d'autant mieux que les forces qui n'ont pas eu l'initiative première du bouleversement, apporteront une collaboration plus résolue.

En parlant de ces considérations, le parti du Centre allemand ne pouvait hésiter quand, après les grandes occasions de faire l'union qui furent manquées en novembre 1932 et en janvier 1933, la grande idée de consolidation s'offrit à lui sous une autre forme, à la fin du mois de mars 1933. Seul un oui pouvait être fécond et créateur. Un non n'eût correspondu, ni en politique intérieure ni en politique extérieure, au credo politique du parti du Centre. Au lieu de pleurer sur les choses du passé, ses chefs ont rempli le devoir d'être avec les hommes qui sèment pour l'avenir.

(*Germania*, 4 avril.)

c) Opinions d'adversaires du Centre allemand sur la portée politique de cette nouvelle attitude :

La révolution nationale en Allemagne a d'abord tourné sa principale force de choc contre les deux internationales rouges : la socialiste et la communiste. C'était nécessaire, parce que, dans l'une et l'autre, des désirs et des espoirs qui, à l'origine, provenaient d'un authentique vouloir de transformation sociale, avaient succombé aux tendances internationales. Elles faisaient éclater le cadre de la nation, et il fallait donc, dans l'intérêt de la nation, les briser. Les internationales rouges succombèrent vite à cet assaut : elles sont aujourd'hui éliminées, et l'idée nationale s'est emparée même de l'esprit de leurs partisans. L'internationale noire, celle de l'Église catholique, n'a plus la même puissance cohérente qu'auparavant ; du reste, dans un pays de majorité protestante comme l'Allemagne, elle est en minorité. Par suite, l'explication avec elle s'est faite sans difficultés. L'Église a cédé, et a essayé de s'adapter, au contraire de ce qui s'est produit dans les deux révolutions d'après-guerre en Europe,

la révolution russe et la révolution italienne, qui eurent à soutenir une dure lutte avec l'internationale noire. Du reste, les deux internationales n'ont pas essayé de faire intervenir leur poids international contre la révolution nationale en Allemagne. Sans doute, l'internationale rouge a essayé, mais elle se heurte dans l'univers à un état d'esprit qui, actuellement, ne lui est nulle part très favorable. La lutte contre le marxisme, qui fut livrée en Allemagne, correspondait au fond à la tendance de tous les gouvernements en fonctions. L'explication avec l'étranger n'a commencé que quand l'internationale dorée, celle des Juifs, de l'argent et du commerce, entra en action.

(*Taegliche Rundschau*, 2 avril 1933.)

La retraite a commencé. L'Église catholique abandonne son attitude à l'égard du mouvement national-socialiste. La conférence épiscopale de Fulda déchire les interdictions et avertissements. C'est là un événement d'une grande portée. Les évêques motivent cette mesure surprenante et heureuse en rappelant le discours du Chancelier.

Nous n'avons aucune raison d'ergoter sur les paroles des évêques catholiques. Nous constatons simplement que les chefs ecclésiastiques de la population catholique allemande ont renoncé à leur petite guerre contre le mouvement national-socialiste et qu'ils ont brûlé ce qu'ils faisaient adorer. Nous constatons que maintenant sont réalisées les conditions essentielles pour établir un ordre nouveau, valable et durable, dans les rapports entre l'État et l'Église. Mais, en outre, la décision portant revision, qui vient d'être prise par la conférence épiscopale de Fulda, est d'une très grande importance pour l'évolution politique, en Allemagne et en Autriche.

La déclaration de la conférence épiscopale est belle et longue. Son sens proprement dit est celui-ci : la révolution nationale, méthodiquement et avec succès, a chassé le Centre des positions puissantes qu'il avait conquises après l'insurrection de la famine faite en novembre 1918. De même, la révolution nationale a facilement et définitivement conquis la zone de retraite du Centre : le fédéralisme des États du sud. Ainsi, le Centre est devenu un groupe qui n'a plus qu'une importance statique, laquelle, après le vote de la loi des pleins pouvoirs, ne compte plus guère.

Sans aucun doute, les chefs ecclésiastiques de l'Église catholique ont suivi avec soin cette évolution, et ils en ont maintenant conclu que le Centre n'est plus en mesure de garantir les intérêts de l'Église catholique. Même si le Centre s'abstenait complètement de toute politique intérieure et ne voulait plus pratiquer que sur le terrain culturel la politique de la réserve catholique, ce ne serait plus pour l'Église une protection appropriée et influente.

Les évêques abandonnent le monopole catholique du Centre. Ils ôtent au Centre la dernière apparence qu'ils avaient de représenter seul les « intérêts catholiques ». Les évêques tirent enfin, d'une manière visible, les conséquences du fait qu'une minorité seulement de la population catholique donne ses voix au Centre et au parti populiste bavarois.

A ces réflexions très froides de politique réaliste, un peu tardives du reste, s'allie sans doute une tendance qui a une importance de principe. L'habile tactique de coulisses pratiquée par le Centre n'a pas pu nous cacher le fait que, depuis longtemps, la majorité des dignitaires ecclésiastiques de l'Allemagne catholique était opposée à la tactique de gauche de MM. Kaas, Stegerwald et Wirth. Maintenant, les évêques tirent publiquement et nettement la conséquence d'une évolution intérieure qu'on avait soigneusement cachée. Le parti du Centre est dans un large isolement. L'exemple de l'Italie commence, dans ce cas, à servir d'exemple pour nous.

On ne peut actuellement apercevoir dans toute son étendue l'importance politique de cet événement. Il est certain qu'on en ressentira les effets, non seulement dans le Reich, mais encore dans tout le monde germanique. Il n'est pas sans importance que le cardinal de Vienne, Innitzer, ait défendu, depuis longtemps, la tendance favorable à l'Anschluss, et que, depuis longtemps, il ait agi pratiquement dans le sens de l'actuelle conférence épiscopale de Fulda. Il n'est pas impossible que l'écho de cet événement en Autriche retentisse très désagréablement aux oreilles de MM. Dollfuss et Starhemberg. Le parti (catholique) chrétien social d'Autriche, lui aussi, est, sous sa forme actuelle, surannné. En Autriche comme ici, le catholicisme ne peut exercer avec succès une action politique que s'il se sait en accord avec les forces consciemment grand-allemandes et nationales.

(*Kreuz-Zeitung*, 29 mars 1933.)

Extrait de l'*Osservatore Romano*, 3-4 avril 1933 :

Après les déclarations de la Conférence de Fulda

La simple notification de la conférence épiscopale de Fulda relative au national-socialisme montre que cette conférence a tenu compte des suivantes déclarations du chancelier Hitler, chef du gouvernement allemand, et du parti national-socialiste.

La proclamation du gouvernement allemand, publiée le 1er février 1933, contient le passage suivant :

Le gouvernement national aura pour première et principale tâche de rétablir dans notre peuple l'unité d'esprit et de volonté. Il conservera et défendra les fondements qui soutiennent la force de notre nation. Il prendra sous sa ferme protection « le christianisme, comme base de toute notre morale, la famille, comme première cellule de notre corps national et étatique.

L'un des points condamnés par l'Épiscopat était précisément celui qui posait (à l'article 24 du programme du parti) comme norme de la morale « le sentiment de la race allemande ». A ce critère on substitue heureusement ici la morale chrétienne comme la seule base de la morale allemande.

Une autre déclaration importante a été faite par le Chancelier Hitler, dans son discours-programme du 23 mars 1933, à la nouvelle Chambre :

Tout en délivrant de ses poisons la vie publique, sur le terrain politique et moral, on satisfait en même temps à un besoin de la vie religieuse. Le gouvernement national consi-

dère les deux confessions chrétiennes comme les facteurs les plus importants pour la conservation morale de notre race. Il respectera les accords conclus entre elles et les États allemands. Il ne sera pas touché à leurs droits. Mais le gouvernement demande que l'œuvre de relèvement national et moral de notre peuple qu'il s'est proposée soit également reconnue d'autre part, et il a l'espoir qu'elle le sera.

Le gouvernement manifestera à l'égard de toutes les autres confessions une équité objective. Mais il ne tolérera jamais que le fait d'appartenir à une certaine confession ou à une certaine race délie d'obligations légales en général, ou même constitue un droit de commettre impunément ou de tolérer des crimes.

Dans l'école sera garanti et protégé le droit de coopération des confessions religieuses.

Cette déclaration établit une différence entre les confessions chrétiennes et « toutes les autres », et ce n'est que pour ces « autres » qu'est envisagée la possibilité d'un conflit, si elles refusent de s'inspirer de la discipline nationale.

Touchant les Concordats, le Chancelier a de plus assuré, dans cette même déclaration, que le gouvernement du Reich attache la plus grande importance au maintien et au développement de ses rapports amicaux avec le Saint-Siège.

Dans sa déclaration l'Épiscopat pouvait donc tirer les légitimes conséquences que de telles assurances autorisaient. La condamnation des erreurs doctrinales reste entière, mais on se croit obligé de faire confiance aux nouvelles et solennelles promesses, qui en empêchent présentement l'application.

A TRAVERS LES REVUES

Le catholicisme non-romain

Un numéro très intéressant de la revue protestante **Foi et Vie** est consacré au *Catholicisme non-romain*. L'auteur, M. W. A. Visser't Hooft, désigne par là

ce type de foi et de vie chrétienne qui se fonde sur une tradition « catholique » continue et qui trouve en elle son critère tout en rejetant néanmoins les prétentions du siège papal.

Et il voudrait

attirer l'attention du monde protestant sur l'un des facteurs les plus importants, quoique encore insuffisamment connu, de la situation religieuse présente, nous voulons dire le développement d'un type de christianisme conscient de lui même et très différent des manifestations de vie spirituelle que connaît l'Europe occidentale.

Un premier chapitre étudie le catholicisme de l'Église anglicane. Tâche difficile, car

le monde de l'anglicanisme est si particulier, d'une structure si unique qu'il n'offre presque aucun point de comparaison avec les Églises du continent.

Les différentes tendances se manifestent en fonction d'une conception « catholique » et d'une conception « sectaire » de l'Église. Au XIXe siècle,

de fortes divergences éclatèrent entre les deux tendances opposées : catholicisme de la Haute-Église, individualisme de la Basse-Église. D'une part le mouvement d'Oxford, d'autre part les réveils évangéliques... Aujourd'hui l'anglo catholicisme est une force spirituelle incontestable dans la vie anglaise; il compte des adhérents par centaines de mille dans toutes les classes de la Société... ses fidèles travaillent à élaborer une sociologie anglo catholique, à enrichir la liturgie, à préparer la voie de la réunion avec les Églises orientales, à intensifier le travail social et les missions.

L'anglicanisme est donc devenu, selon l'auteur, une sorte de *via media* entre le catholicisme romain et le protestantisme. On peut espérer un avenir assez proche où apparaîtra un *catholicisme* anglican qui sera catholique en ceci

qu'il admet que le corps du Christ consiste en diverses sortes de membres, dont chacun est utile, dont aucun ne doit être glorifié aux dépens des autres. Catholique aussi en ce sens plus essentiel qu'il cherche son inspiration dans la foi en la tradition continue et commune de l'Église.

C'est pourquoi le devoir de l'Église anglicane est de

soutenir toutes relations avec les autres Églises qui conduiront à la réalisation visible de l'Una Sancta.

Un autre chapitre examine le catholicisme des Églises orthodoxes. Nous aurons sans doute l'occasion de revenir plus en détail sur ces considérations.

Qu'il nous suffise de souligner la conclusion d'ensemble. A l'opposition : catholicisme romain, protestantisme, il faut ajouter un troisième élément : la « discussion œcuménique », cette communication réciproque des Églises qui les oblige

à refaire leur inventaire spirituel et à s'examiner critiquement elles-mêmes.

Pour cela, il faut éviter les incompréhensions trop fréquentes, dont voici les principales : l'attitude arrogante de certains protestants

pour qui tout ce qui est catholique est vieilli, périmé...

Puis cette idée que

le catholicisme conduit à l'acceptation aveugle de la tradition plutôt qu'à la foi personnelle... Enfin l'accusation contre le catholicisme non romain d'être nécessairement *magique* dans sa conception des sacrements et *sacerdotaliste* dans sa conception de l'Église.

En revanche, les catholiques reprochent aux protestants leur conception d'une « forme périmée de l'histoire », leur relativisme religieux, et enfin de

n'être qu'un effort pour réprimer la tendance à la corruption et à la dégradation qui menace toute religion institutionnelle.

Au fond, pour l'auteur, la vraie question que le catholicisme non-romain a à poser au protestantisme, c'est de savoir s'il prend au sérieux l'Église visible. Mais

les protestants sont encore beaucoup trop obsédés par leur « complexe » anti-papiste pour étudier vraiment le sujet sous cet angle particulier.

Ils ne la prennent pas au sérieux, parce qu'ils ne voient pas en elle un don particulier de Dieu,

un élément indispensable de Son plan de salut.

Ce qui est ici engagé, comme en matière de sacrements, — et l'auteur l'a noté avec justesse —, c'est la notion même de l'Incarnation. Essentielle à l'anglicanisme, elle est considérée

comme l'aboutissement de l'intention de tout le processus cosmique par l'action du Logos immanent, ou encore la pensée créatrice de Dieu (Lambeth, 1930)... l'Incarnation devient ainsi plutôt la confirmation de l'humain dans ce qu'il y a de meilleur que l'annonce de la rénovation totale de tout ce qui est humain. Dans la conception orthodoxe de la *théosis*, ou divinisation de l'homme, le même danger apparaît de supprimer la distinction entre Dieu et l'homme.

Le Protestantisme restera lui-même s'il *proteste* contre cette tentative, et contre toute tentative, aussi bien dans son sein que dans les autres Églises,

d'anticiper sur la libre grâce divine ou d'annexer cette grâce.

Il y a, on le voit, entre catholiques non-romains et protestants des différences fondamentales, si grandes que, peut-être,

chacun devrait suivre sa voie et ne pas perdre son temps et son énergie en discussions qui, dès l'abord, paraissent condamnées à l'échec.

Pourtant non! car

les deux confessions veulent comprendre et expliquer aux hommes la Révélation objective de Dieu, aussi adéquatement que possible.

C'est un effort commun

vers une intelligence plus profonde d'une réalité qui les transcende tous deux. S'il en est ainsi, il y a quelque espoir qu'ils puissent parvenir à une plus grande unité, car cette réalité transcendante est aussi une réalité agissante.

Nous nous sommes bornés à résumer objectivement cette analyse. Elle est trop intéressante et pose trop bien le problème de l'Église pour que nous ne devions pas, quelque jour, y revenir en un article de fond. Signalons encore, pour le moment, une critique documentée que M. Jean Rivière fait, dans la **Revue apologétique** de mars de quelques livres protestants, sous le titre : *Par delà nos frontières confessionnelles. Chez les Protestants français*. En voici la conclusion, peu encourageante au point de vue humain, mais qui, comme celle de W. A. Visser't Hooft, se confie en Dieu, dans un même désir profond d'unité :

Ni donc les théologiens, ni les ministres, ni les simples croyants du protestantisme français, pour autant qu'on puisse en juger par les manifestations publiques de leurs sentiments, ne semblent dénoter un état d'âme qui permette d'entrevoir, ne fût-ce que de très loin, le terme de la rupture qui les sépare de nous. A tous il manque pour cela, non seulement de reconquérir sur leurs préjugés de secte une compréhension plus équitable de l'Église catholique, mais de mieux protéger contre les atteintes de l'individualisme le capital, qui devrait être sacré pour tous, du christianisme traditionnel.

Des problèmes sont posés néanmoins, qui travaillent les intelligences et les cœurs. Il est des crises fatales, mais il en est d'autres qui, par réaction, préparent le retour à la santé... Dès lors, la devise du vrai croyant est toujours : *Contra spem in spem*.

Memento

Recherches de science religieuse, avril 1933. — F. de Lanversin, S. J., *La Présence eucharistique*.

Revue apologétique, mars. — L. Richard, *Le besoin de la Rédemption au sein du paganisme*. — E. Favier, *Les affinités religieuses de la pensée de Maurice Barrès*.

Revue d'histoire des missions. — E. Gathier, S. J., *La lutte anti-chrétienne aux Indes*.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Réformes sociales et intérêts privés.*

On est mauvais juge dans sa propre cause.

MARC SCHERER. *Réflexions sur quelques mythes directeurs du mouvement socialiste.*

Le socialisme a posé un problème spirituel. Il n'a que des mythes pour y répondre. Mais nous avons, nous, la vérité...

A. DE MONTABERT. *Regard sur l'Allemagne.*

Le danger allemand.

A. VIATTE. *Hitler et les Américains.*

★ ★ ★ *Un incident universitaire au Japon.*

P. DEFFONTAINES. *Le pèlerinage de la Mecque.*

A travers les revues.

Morale et politique.

Billet de Civis

Réformes sociales et intérêts privés

Depuis 1930 une campagne de presse est entretenue — c'est bien le mot — contre les assurances sociales, campagne qui ne désarme pas, mais ne s'est armée jusqu'ici que des arguments les moins solides, agrémentés des erreurs de fait les plus grossières et, parfois, les plus surprenantes. Les rectifications accumulées n'y ont rien changé : jamais les critiques n'ont pris soin d'éclairer leur lanterne, ne fût-ce que pour donner plus d'efficacité à leurs coups. Quant aux animateurs, il est assuré qu'ils n'en ont pas eu pour leur argent.

On finira bien par tout savoir. Un bref débat à la Chambre, suscité par la discussion du budget, nous apporte quelques éclaircissements précieux. Il s'agissait du budget du Travail. Un député socialiste dénonça un grand fabricant d'automobiles qui, prélevant sur le salaire de ses ouvriers leurs contributions aux assurances sociales, les gardait pour lui, provisoirement au moins. Il n'est pas le seul, mais à coup sûr il bat tous les records. Car M. Dalimier, ministre du Travail sortant, vint confirmer qu'il avait dû mettre en demeure cet industriel de verser, dans les 4e heures, les sommes détournées : près de 3 millions de francs. Le remboursement fut effectué, mais avec l'aveu que cet argent avait été utilisé dans l'entreprise. Et M. Dalimier ajoutait qu'en opérant de même manière, avec d'autres industriels dans le même cas, il avait fait rentrer plus de 10 millions, ce qui jette un jour singulier sur la campagne hostile que nous rappelions plus haut.

Quant à l'esprit qui inspire ces « pratiques », un fragment

de débat parlementaire le dégage. Un député, M. Guérin, gémissait à la tribune à l'idée que les milliards, prélevés pour les assurances sociales, étaient retirés à l'économie nationale, car, disait-il, on diminue ainsi le pouvoir d'achat des ouvriers et on augmente les frais généraux des entreprises. Sur quoi, l'Officiel *nous livre ce clair dialogue :*

M. Dalimier. — *C'est vrai de toutes les assurances !*

M. Ramadier. — *Il vaut mieux assurer les maisons...*

M. René Lebret. — *Et les bestiaux !*

M. Ramadier. — *... que les ouvriers.*

Sur quoi, sans doute, il ne faut rien ajouter, si ce n'est que l'interpellateur en appela aux économistes, aux lois économiques, aux fariboles et aux turlutaines qui servent de raisons à ceux qui, représentant des intérêts, rencontrent des hommes et des foyers. Les milliards qui s'accumulent aux caisses des compagnies d'assurances, pour la protection des maisons et des bestiaux, ne manquent pas à l'économie nationale; mais, s'il s'agit des ouvriers, les « lois économiques » concourent alors à démontrer que ladite économie est gravement menacée.

Ainsi est perpétué un désordre économique qui conduit directement aux troubles sociaux, par l'aveuglement de ceux-là mêmes qui, dans ces troubles, ont le plus à perdre, mais qui, gardant encore dans leurs mains tremblantes un profit menacé, préfèrent tout risquer plutôt que de renoncer à leurs préjugés et à leurs étroitesses.

Cette étrange misère de pensée, ce manque foncier d'imagination créatrice, ce fléchissement chronique du discernement prudentiel, ne se limitent pas, il s'en faut, aux assurances sociales. Ils s'étendent à tout ce qui commande l'ordre social, la prospérité économique et la paix. Si l'on en veut un exemple, on ira demander, en confidence, dans les milieux dirigeants de l'activité industrielle, ce qu'il convient de penser de l'encyclique Quadragesimo anno, *enterrée sous les fleurs, au lieu que* Rerum Novarum *avait été au moins écartée franchement et directement. Pour orienter l'enquête, précisons qu'il convient de la mener vers les forges, les houillères et autres lieux de même esprit.*

Une réponse viendra, enveloppée, quoique assez nette : la récente encyclique pontificale est un fort beau document, une magnifique définition de l'idéal social, une expression

sublime de la loi morale imposée à toute société humaine, mais...

Mais les réformes qu'elle propose, dans les circonstances actuelles, à travers les réalités de l'économie moderne, devant les nécessités qui s'imposent, au milieu de l'enchevêtrement international des intérêts, etc., etc. — nous résumons la sauce — ces réformes ne sont pas pratiques, ni réalisables. Bref, pour parler net, on trouve, dans l'encyclique Quadragesimo anno, *les rêveries d'un esprit qui vit loin des réalités, rêveries généreuses que les hommes pratiques* — ceux qui savent — *peuvent seuls confronter avec le réel pour constater que la dure nécessité n'en laisse rien debout, ou si peu.*

On entend bien. Lorsque Pie XI dit : Il faut tout mettre en œuvre afin que, dans l'avenir du moins, la part des biens qui s'accumule aux mains des capitalistes soit réduite à une plus équitable mesure et qu'il s'en répande une suffisante abondance parmi les ouvriers..., les hommes pratiques ont vite fait de dire : impossible. De même s'il s'agit du travail de la mère, du logement. Et, quand il leur est rappelé que « la matière inerte sort ennoblie de l'atelier, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent », ils répondent soit que ce n'est pas leur affaire, soit qu'ils n'y peuvent rien. Position pratique qui les intéresse à la matière plus qu'à l'homme.

Nous plaignons les aveugles et les candides que ces jugements ébranlent. Ils oublient que les intérêts ne font pas la compétence, que le regard de l'esprit pour rester clair ne doit être obscurci par aucune passion, que la prudence ne se sépare jamais de la justice et que ceux qui profitent du « désordre établi » sont mal placés pour le réformer. Ils assument parfois de terribles responsabilités, car, Pie XI nous en avertit, si l'on ne rétablit la justice violée, on ne résistera pas à « l'assaut des forces révolutionnaires ». Or, Pie XI est Pontife souverain de l'Église universelle.

CIVIS.

Réflexions sur quelques mythes directeurs du mouvement socialiste

Le titre que nous mettons à ces pages en indique assez le dessein limité (1). On n'y trouvera pas un « exposé critique » du Socialisme, ni une « réfutation » scientifique : vaine nous semble cette besogne, puisque des ouvrages très bien faits existent, à la portée de tous (2), capables de satisfaire les plus exigeantes intelligences. Notre point de vue n'est pas celui de l'économiste ou du juriste, mais celui du psychologue qui essaie de comprendre *l'âme d'un mouvement*, afin de reconnaître en quels termes se pose pour une conscience chrétienne, le « problème socialiste ». Car nous tenons qu'avant d'être un problème *technique*, — et plus profondément —, le problème socialiste est un *problème de conscience*. Par suite, il ne sera, à aucun moment, question du socialisme en tant que système d'organisation de la Cité temporelle ou en tant qu'il a

(1) L'origine de ces réflexions est dans une communication faite, sur l'invitation de M. Eugène Duthoit, Doyen de la Faculté Libre de Droit, au Cercle de Droit Public des étudiants de la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Lille.

(2) Récemment, M. Georges Coquelle-Viance a publié une étude remarquable, *Force et Misère du socialisme* (Flammarion, Bibliothèque d'études catholiques et sociales, Paris, 1932), où les *thèses* du socialisme sont soumises à une critique très pénétrante. Le moindre mérite de cet ouvrage n'est pas d'avoir situé la construction socialiste dans le contexte du régime économique actuel et de conjoindre la critique de l'une et de l'autre, de façon à faire apparaître, dans son authenticité, la doctrine catholique.

proposé des interprétations originales de la propriété, de la puissance sociale, du rôle de l'État. Ces lacunes seront un jour comblées, s'il plaît à Dieu, car les problèmes que ces réflexions fragmentaires laissent en suspens méritent d'être soumis, selon la même méthode, à la même exégèse interne. Il nous semble, en effet, que comprendre est plus digne des chrétiens que maudire : leur force est dans leur intelligence et dans leur probité plus que dans leurs anathèmes, leurs carences ou leurs compromis. Et peut-être est-ce seulement après avoir *compris* en « esprit de sympathie », que l'on a le plus de chances d'échapper aux erreurs manifestes et aux compromis.

Il ne doit pas nous suffire d'avoir aperçu l'incompatibilité *doctrinale* du Socialisme et du Christianisme, ni même d'être devenus capables d'expliquer clairement et magistralement les raisons de cette incompatibilité. Il nous arrive d'entrer en propos avec des socialistes de bonne foi : il serait trop simple de les tenir tous pour possédés du démon... Or n'avons-nous pas remarqué qu'après avoir exposé à un socialiste fervent, même à un militant qui réfléchit, les diverses apories du système marxiste, après avoir contesté, voire démoli les explications sociologiques et les constructions économiques proposées par les doctrinaires, nous avons, ou peu s'en faut, perdu notre temps? Il semble qu'au-delà des constructions idéologiques il y ait une *foi* inattaquable à toutes les « réfutations »; qui n'a rencontré de ces âmes loyales, fièrement convaincues de leur socialisme, qu'une réfutation doctrinale troublait à peine? N'avons-nous pas senti que les plus habiles argumentations ne mordaient pas sur ces âmes? Ne serait-ce pas, alors, que trop volontiers nous nous étions contentés de triomphes conceptuels, que nous nous avions laissé échapper l'intelligence directe et vraie

du socialisme en son âme profonde, que nous avions bousculé des idées sans rencontrer le vrai problème? Ne serait-ce pas que le socialisme, bien plus qu'un corps de formules plus ou moins habilement articulées l'une l'autre, est un *état d'âme*? Et si nous voulons avoir audience auprès de ces âmes socialistes, ne convient-il pas de chercher d'abord à entrer en sympathie avec ce qui est leur raison de vivre, afin de voir, sur le plan même où nous les rencontrons, ce que nous avons à leur répondre?

Il y a sans doute un jugement doctrinal à porter sur le socialisme : l'Église l'a fait, en termes très clairs, avec tous les considérants philosophiques et théologiques souhaitables. Nous savons pourquoi nous ne devons pas être socialistes, même si par impossible la tentation nous en venait. Mais là ne se borne pas toute notre tâche : il y a des hommes qui sont dans l'erreur et qui pourtant ont droit à la vérité; bien plus, ces hommes ne savent pas qu'ils sont dans l'erreur, ils prétendent même que leur attitude, leur pensée, leur foi, sont fondées en plein réel, qu'ils sont dans la vérité historique et qu'ils détiennent les formules d'avenir. Il ne suffit pas de leur objecter tranquillement : « Ce n'est pas vrai, Léon XIII et Pie XI ont dit que votre socialisme est incompatible avec la pensée chrétienne et donc qu'il est un tissu d'erreurs... »

Ne nous dissimulons pas cette évidence : nous perdons, nous catholiques, tout crédit auprès d'un monde enlisé dans l'erreur si nous prenons, à l'égard de certaines idées-forces, une attitude d'indignation, comme si nous étions offensés de rencontrer des âmes diaboliques. Une des conditions primordiales de notre influence dans ce monde qui attend de nous son salut (temporel comme spirituel), c'est que d'abord nous sachions *comprendre* les courants

qui le mènent ; par là seulement nous avons chance de nous faire écouter et de faire agréer nos doctrines de salut comme étant vraiment doctrines de salut, non recettes de chapelles...

Or, qu'on le veuille ou non, le socialisme est un de ces courants qui mènent nos contemporains. C'est une de ces idées-forces avec lesquelles il faut compter, non pas seulement par habileté tactique, mais par probité et en esprit de charité.

Durkheim a écrit : « Le Socialisme n'est pas une science, une sociologie en miniature, c'est un cri de douleur et parfois de révolte poussé par les hommes qui sentent le plus vivement notre malaise collectif... Étudier le socialisme comme un système de propositions abstraites, comme un corps de théories scientifiques... c'est le voir et le montrer par le côté où il ne présente qu'un médiocre intérêt (1). »

A la base du socialisme en tant que doctrine, il y a le matérialisme historique de Marx ; au fond de la *conscience socialiste*, il y a d'abord la protestation et la révolte d'une âme d'homme contre un état de choses horriblement dur, implacable, inhumain. S'il y avait une « apologétique socialiste », elle commencerait, non point par la théorie de la plus-value, mais par la prise de conscience de la *réalité de l'oppression et de l'exploitation* dont confusément toute âme ouvrière a le sentiment.

Conscience de l'exploitation et de l'oppression, tel serait donc le mythe premier dont vit l'âme socialiste. Les mots où il s'exprime peuvent nous déplaire ; il suffit pour l'instant que ces mots nous permettent de retrouver la réalité

(1) Émile Durkheim, *Le Socialisme* (Alcan, Paris).

qu'ils veulent enclore. Cette réalité nous pouvons la traduire sous la forme suivante : dans le régime économique actuel, l'ouvrier est considéré comme un *instrument* et a conscience de n'être qu'un instrument au service de la machine économique. Quand l'ouvrier parle d'oppression, il signifie qu'il est livré tout entier à la merci de « lois économiques » commandant un régime social où son rôle et sa place consistent à être prisonnier du régime. De ce fait, il ne rend pas forcément responsables des *hommes*, des individus, — les « capitalistes », — mais bien un *régime institutionnel* qui dépasse les individus. Sans doute, il ajoute vite que ce régime qui l'opprime est manié par des hommes, dont on dit qu'ils tiennent les *leviers de commande*, et, par suite, le régime d'oppression s'incarne aisément pour lui en des *oppresseurs*. Mais il n'est pas difficile de lui faire admettre qu'en réalité les « capitalistes », qu'il accuse d'être ses oppresseurs, sont eux aussi prisonniers du régime, contraints de « jouer le jeu », et en somme pris au propre jeu qu'ils croient mener. On aperçoit ici combien porte loin la remarque de Berdiaeff sur la société moderne au fond tout entière imprégnée de marxisme (1) : ce primat de l'économique, cette contrainte imposée par le jeu des « lois économiques » témoigne en faveur du matérialisme historique, — et il serait presque exact de dire que les plus authentiques marxistes, ceux qui sont le plus profondément fidèles à l'esprit essentiel du marxisme, ce sont les théoriciens du libéralisme capitaliste pour qui les « lois naturelles de l'économie » sont intangibles, commandent un état social, déterminent une morale particulière et finalement imposent une conception du monde, — morale et métaphysique n'apparaissant

(1) Cf. surtout *Le Christianisme et la lutte des classes* (Ed. Demain, Paris).

plus que comme une « superstructure » plaquée sur une « infrastructure » économique. Vivre selon le monde économique moderne, c'est accepter l'oppression de lois économiques transcendant le libre arbitre des hommes, — oppression dorée et parée des apparences de la puissance pour les chefs de l'économie, oppression douloureuse chez les hommes placés aux postes ultimes où retentit cette oppression, où l'apparence de la liberté ne subsiste plus, où apparaît dans sa brutalité totale le rôle instrumental assigné à l'ouvrier.

Si les « maîtres du régime » sont au même titre, encore que de façon moins apparente, prisonniers du régime économique, ils ont à tout le moins ce privilège, aux yeux de l'ouvrier (ils ne le tiennent pas toujours pour un privilège, car il pose de singuliers cas de conscience...), de manier les « instruments » de production et d'échange, — et par suite, l'ouvrier, se connaissant comme un instrument de production, se connaît, en même temps qu'opprimé par le régime, exploité par ses « maîtres ». La conséquence paraît inévitable, et en tout cas elle est, psychologiquement, parfaitement intelligible. C'est ce qui crée chez l'ouvrier ce que Henri de Man a très bien nommé le *complexe d'infériorité* (1). Être opprimé par un régime passerait encore, s'il était démontré que les « lois » de ce régime sont inéluctables et inscrites dans la nature des choses ; mais se sentir manié par des hommes, non pas comme un homme mais comme un instrument, c'est plus difficile à accepter. Aussi bien, l'ouvrier ne l'accepte pas, et pour lui avoir dit qu'il ne fallait pas l'accepter parce que c'est là une condition inhumaine, le socialisme a eu

(1) Cf. Henri de Man, *Au delà du Marxisme* (Alcan, Paris, 1929), ch. II.

audience auprès de lui. Pour avoir donné une expression généreuse et habilement constructive à ce sentiment de révolte cachée, pour avoir enfin su créer une mystique du prolétariat opprimé et exploité, le socialisme est apparu aux masses ouvrières comme l'expression d'une « bonne nouvelle » toute fraîche et portant l'espérance. Tel est le fait.

En attendant que cette « bonne nouvelle » se réalise, l'ouvrier vit d'espérance. Mais d'une espérance amère, — et concrète : *l'attente de la catastrophe*. Précisément parce qu'il se sent opprimé et exploité, et précisément parce que sa conscience se révolte contre un régime inhumain, l'ouvrier pense que « ça ne peut pas durer ». Et son espérance est que ce régime inhumain croulera sous le poids de ses propres erreurs. Le socialisme a acclimaté très profondément dans l'âme ouvrière cette idée de la catastrophe inévitable. Le processus économique des cinquante dernières années a pu démentir certaines prophéties de Marx, il n'en demeure pas moins que l'aggravation quotidienne du désordre économique rend, pour ainsi dire, de plus en plus palpable l'espérance de la catastrophe libératrice. Cela il faut le comprendre pour n'être pas étranger à la psychologie socialiste, car cette attente de la catastrophe, si dangereuse qu'elle nous paraisse à nous qui aimons l'*ordre*, est proprement une *attente messianique*, une sorte d'*avent* : tout le désordre actuel, toutes les misères et les souffrances imméritées dont souffre la classe ouvrière, ne sont aux yeux du socialisme qu'une préparation douloureuse par quoi sera méritée la venue de l'heure de la délivrance. Et cette espérance est assez profondément chevillée dans l'âme socialiste pour que nous puissions y reconnaître l'un de ces mythes directeurs qui composent l'âme des mouvements.

Cette attente messianique a besoin d'un messie : ce messie, le prolétariat le connaît bien : c'est lui-même. Il importe peu de savoir si, à un examen critique approfondi, le prolétariat apparaîtrait vraiment comme un *être* doué de caractères spécifiques, parfaitement définissables et d'une rigoureuse homogénéité. Il importe encore moins de savoir si l'idée que Marx s'est faite du prolétariat est historiquement et socialement fondée, s'il ne s'est pas livré, sciemment ou non, à une utopie ignorante des réalités : car, en fait, il y a *des* prolétariats, non *le* Prolétariat. Mais tel n'est point notre propos. De notre point de vue, il s'agit de comprendre ce que recouvre ce mythe du prolétariat-messie et en quoi il agit l'âme ouvrière socialiste.

Nous le comprendrons si nous nous souvenons du complexe d'infériorité auquel nous nous arrêtions tout à l'heure, et de cette espérance catastrophique. S'il est clair dans l'âme socialiste que le régime où nous vivons est un régime d'oppression, et que les « maîtres du régime », qui en acceptent les lois et les font jouer à leur profit, sont des exploiteurs, ce n'est évidemment pas sous la norme de ce régime et en comptant sur ses fidèles qu'il faut espérer le renouvellement de la société et du monde. Ce qui est grave pour le capitalisme moderne, ce n'est pas d'être haï dans ce qu'il abrite de misère et d'injustices, peut-être réformables, c'est d'être *discrédité* aux yeux de la classe ouvrière pour préparer et organiser un avenir meilleur. Il est assez naturel, dès lors, que le prolétariat, exempt du péché d'exploitation, étant lui-même exploité, voie dans sa *pureté* l'espérance du salut. Très spontanément, et par une sorte de logique interne de l'âme lisant la leçon des faits, c'est créée une mystique de la *pureté* prolétarienne, une *foi* prolétarienne, et jusqu'à

une *sainteté* et une *ascèse* prolétariennes : car il se rencontre de ces âmes pures et fortes, pétries de leur foi, pour qui les tribulations imposées par le régime dont elles sont opprimées ne sont que la douloureuse et nécessaire préparation de la cité harmonieuse et juste. Nous pouvons sans doute penser que cette foi manque d'assises, que cette mystique manque de contenu réel, que cette ascèse porte à faux : il reste que des hommes, par désespoir ou par manque des lumières supérieures, vivent selon cette foi, et ceci doit nous suffire, d'abord pour la respecter et l'accueillir avec délicatesse, ensuite pour nous inviter à nous demander ce qu'il nous appartient de dire et de faire pour que ce messianisme de rechange retrouve les voies authentiques de la Rédemption. Car c'est là le problème posé : le messianisme prolétarien se voue à la Rédemption du monde ; nous qui savons comment cette Rédemption s'est faite et se continue, n'avons-nous pas à nous demander comment nous aiderons ceux qui se leurrent d'un mythe riche de déceptions à être des sauveurs du monde?

Qu'en théorie ce mythe du messianisme prolétarien soit faible, c'est fort possible. Il faut reconnaître, pourtant, que sa force la plus assurée tient aux obstacles auxquels il se butte. Le monde moderne offre une si frappante contradiction à tout ce que *veut* ce messianisme prolétarien, que, pour une âme socialiste, sa seule raison d'être pourrait, à la rigueur, être celle-ci : animer et orienter la *lutte* contre les puissances d'oppression économique et sociale. Il semble bien que ce soit là la réalité profonde qui gît au fond de la *lutte de classes*, en quoi tous s'accordent à reconnaître l'un des éléments essentiels de l'âme socialiste, et le plus apparent sans doute, le plus explicite, de ces mythes que nous essayons de recenser et de comprendre.

Ce serait une vue simpliste et manifestement étriquée de croire que la lutte de classes est seulement la manifestation diabolique de méchants ouvriers qui ont érigé la haine en principe de vie sociale. Ce n'est jamais par hasard que la haine se répand parmi les hommes, ni sans raisons exprimables ; et il ne suffit pas pour l'expliquer de se référer aux conséquences funestes et inévitables du péché originel. Même après le péché originel, la haine demeure un scandale et un sentiment contre nature. Comment ne pas penser que de voir la haine s'exprimer en doctrine et devenir la raison de vivre d'hommes innombrables nous pose un problème, avec charge de l'élucider?

Voyons-en d'abord clairement les termes : pour un socialiste conscient de sa foi et de sa mission, la lutte de classes n'est pas seulement l'expression brutale d'un antagonisme d'intérêt matériels et la revendication violente de droits par des moyens dont la violence s'échelonne de la simple grève à la lutte sanglante. Beaucoup plus profondément que ces apparences, la lutte de classes est, pour ainsi dire, *l'épreuve quotidienne de la foi*, la manifestation du refus opposé au monde tel qu'il va. Le véritable terrain de la lutte, il ne se définit pas par des salaires à ajuster, des congés payés ou des allocations diverses à obtenir, mais par un *problème spirituel et culturel*, — ce qui est autrement grave. Car l'enjeu de la bataille, ce n'est pas d'obtenir quelques avantages matériels ; dans sa réalité profonde, c'est de témoigner pour un genre de vie, pour une conception du monde et de l'homme à faire prévaloir contre un monde inhumain. Si l'on pousse l'examen jusqu'au bout, il faut en convenir : la lutte de classes exprime l'antagonisme de deux conceptions de la vie. En face d'un régime économique et social bâti sur l'oppression d'une classe par l'autre, une âme socialiste dresse

son reniement et sa volonté de lutte pour une cité où la dignité de tous les hommes serait sauve, la noblesse du travail restaurée, où, en somme, l'homme aurait à ce point pris possession du monde et dominé le rythme des choses qu'il ne serait plus l'esclave de l'économie, mais en aurait fait sa servante. On peut trouver que cette aspiration reste, dans l'âme socialiste, souvent très obscure, que les doctrinaires l'ont exprimée dans le langage d'un matérialisme scientiste de très mauvais aloi ; pouvons-nous échapper à ne pas la tenir pour respectable en son fond? Peu importe le visage que des doctrinaires, dans leurs livres, ont destiné à cette cité future : en attendant, des âmes sont tendues vers cette cité future, décidées à lutter au nom de leur classe et animées d'une foi messianique, avec l'espérance, — et la certitude de foi, — qu'elles ne se sont pas livrées à une chimère.

Ce n'est point une chimère, dans l'âme socialiste, que la *Cité future* vers laquelle marche en peinant la classe ouvrière. Non seulement les socialistes y *croient*, mais par la communion d'esprit que le *mouvement* a su créer, ils la pressentent et déjà en vivent. Ce mythe de la Cité future est en quelque sorte la synthèse de tous les autres, l'expression commune et ultime de toutes les luttes et de tous les espoirs. C'est à proprement parler un *mythe eschatologique*, qui symbolise pour le mouvement socialiste un royaume de liberté, quelque chose comme le Royaume de Dieu sur terre.

***

Il y aurait assurément d'autres mythes encore à discerner dans le mouvement socialiste. Ceux que nous venons de recenser paraissent être les mythes cardinaux qui agissent une âme socialiste, et ils peuvent suffire à alimenter

notre méditation. La première conclusion qui se dégagerait de cette analyse serait sans doute celle-ci : la véritable réalité du socialisme ne doit pas être cherchée dans les livres de Marx ou d'Engels ou de Déat ou de n'importe quel théoricien : sur ce terrain, tout examen n'a qu'un intérêt d'érudition et de verbalisme, toute réfutation demeure inopérante, car on répond bonnement à une thèse par une antithèse, à un monologue par un autre monologue. Les logiciens nomment cela *ignoratio entelenchi*. La réalité du socialisme, il faut la chercher dans cette *âme* du *mouvement* dont nous avons essayé de décrire les aspects essentiels. Car c'est le *mouvement socialiste*, non le matérialisme marxiste, qui exprime l'âme ouvrière socialiste, le *mouvement* qui incarne la communauté des efforts vers une cité meilleure, la mystique et l'espérance d'hommes qui se débattent.

Si ceci nous semble clair, nous ne pouvons échapper à nous poser une question : Oui ou non, ce mouvement d'apparence révolutionnaire est-il une sorte d'hallucination collective, une rêverie diabolique d'hommes exaspérés par un sort malheureux et échauffés par des meneurs perfides? Ceci nous amènerait à entreprendre l'examen approfondi du régime économique lui-même auquel prétend riposter chacun des mythes que nous avons reconnus. Ce n'est point ici notre propos. Le procès du capitalisme a été souvent engagé, — et presque toujours sur un mauvais terrain; on n'a pas toujours réussi à faire le départ exact de ce qui est l'armature authentique du régime et ce qui n'en est que l'apparence contingente, particulière à un moment de l'histoire. En s'élevant contre des abus et des vices réels, on a trop souvent eu l'air de mettre en cause le fond même du régime : c'est là excéder les prémisses et juger ce qui n'est pas en cause.

Si l'on entend par capitalisme un régime fondé sur la légitimité de la propriété privée, un régime où les hommes contribuent les uns par les capitaux, les autres par le travail, à l'activité économique, un régime qui permet, pour tous, l'accroissement des richesses, ce régime-là n'est pas une source de désordre, de misère et d'injustice. C'est en ce sens que *Quadragesimo Anno* répète que le capitalisme n'est pas, en tant que tel, un régime mauvais. Car il est parfaitement acceptable que la vie économique ait besoin d'un énorme capital, même que ce capital soit détenu par une minorité, et que la possession du capital engendre une puissance sociale. Il suffirait alors de s'entendre sur la *fonction* assignée à la *propriété* des moyens de production et sur les sentiments qui doivent animer les détenteurs et maîtres du capital : en un mot, il suffirait d'avoir une *théorie juridique* du monde économique et social, et une *morale* de la vie économique et sociale.

Ceci dit, par souci d'idées claires et par manière de vœu, tenons-nous-en aux faits. Aussitôt après avoir rappelé que le capitalisme correctement défini et correctement pratiqué ne mérite pas l'anathème, l'Encyclique *Quadragesimo Anno* note les erreurs qui ont vicié le capitalisme dans sa pratique et jusque dans sa définition : c'est pourquoi, lorsque nous parlons en bien du capitalisme, nous devons ajouter que ce n'est pas ce capitalisme-là que, dans la plupart des cas, nous avons sous les yeux ; et quand nous voulons en parler en mal, il est d'élémentaire loyauté, et par respect pour l'idée exacte oubliée, de dire capitalisme *moderne* pour le situer dans l'histoire, ou capitalisme *libéral* pour le définir dans son inspiration actuelle. A voir le régime économique tel qu'il est sous nos yeux on comprend mieux le réflexe socialiste à son égard. L'Encyclique est discrètement mais nettement explicite sur

les vices du capitalisme moderne quand elle parle de l'« égoïsme endurci » de certains capitalistes qui « séduits par l'attrait d'une fausse liberté ou victimes d'autres erreurs » se sont montrés « impatients de tout joug » et ont voulu « s'affranchir de toute autorité ». Dans ces quelques mots, se trouvent dénoncés les deux vices qui jettent le désordre dans la pratique du capitalisme : l'égoïsme de ses chefs et le libéralisme effréné qui en est devenu l'âme. Et ce n'est pas en vain que le Pape ajoute : « Toute l'économie est devenue horriblement dure, cruelle, inhumaine... »

Par le fait que la minorité qui dispose du capital peut l'employer *librement* en n'ayant en vue que l'intérêt *individuel*, cette minorité dispose d'un pouvoir pratiquement illimité, « pouvoir économique *discrétionnaire* », dit le Pape. Ce dernier mot est terrible, car il ne peut pas avoir d'autre sens que celui d'un état de *tyrannie* et de *violence permanente*. Si par hasard le Pape avait raison de définir le régime économique actuel comme un régime de tyrannie et de violence, toute la psychologie socialiste, telle qu'elle s'exprime dans les mythes directeurs du mouvement, serait fondée en *réel*, répondrait à un état de choses connu et vérifiable par tout homme loyal et de bon sens. Par suite, le sentiment de révolte qui est au fond de l'âme ouvrière socialiste serait entièrement intelligible : car il ne faut pas oublier que la violence appelle la violence, et qu'en bonne rectitude théologique la tyrannie légitime la révolte, à condition que l'on soit moralement sûr que les moyens par quoi elle passe à l'acte sont efficaces, et que les maux que ces moyens entraîneront n'excèdent pas les maux que l'on prétend guérir. Il ne resterait donc plus qu'à étudier si la violence prolétarienne mènerait certainement à un état meilleur... On peut en douter ; ce n'est pas ici le lieu de l'établir.

Ce point toutefois est trop grave pour que nous ne nous y arrêtions pas. En tâchant de l'éclaircir, nous nous ouvrirons encore plus profondément l'intelligence de l'âme socialiste. Pourquoi nous y dérober ?...

Nous sommes des « hommes d'ordre », et la violence nous répugne presque instinctivement. C'est une chose bien entendue. On nous a dit que les socialistes étaient des révolutionnaires, et, comme l'idée de révolution s'associe à l'idée de violence, nous répugnons à la révolution, et nous avons en principe raison, — et en même temps nous nous éloignons des socialistes, — ce qui nous dispense d'essayer de les comprendre.

Mais il n'y a d'action révolutionnaire que par rapport à un « ordre établi » : en dressant contre l'ordre établi leur volonté de révolte, les consciences socialistes posent devant les « hommes d'ordre » un problème redoutable. Surtout si nous avons reconnu fondée en réel la *critique* sociale, économique et morale dont témoignent les mythes directeurs du mouvement socialiste. Si cette critique n'est point une rêverie ténébreuse et démoniaque, si au contraire elle peut s'appuyer sur l'observation d'un état de choses connu, si ce « pouvoir économique discrétionnaire » dont parle le Pape pour caractériser le régime économique actuel, n'est point une illusion, la question vaut d'être posée dans sa brutalité : n'appelons-nous pas « ordre établi » la conservation d'un *état de violence permanente* ? Pouvons-nous, loyalement, penser qu'un régime est exempt de violence, qui traite des hommes comme des instruments de production, qui les livre discrétionnairement à l'arbitraire d'une minorité « impatiente de tout joug » et « affranchie de toute autorité » ? Si l'Église,

avec *Quadragesimo Anno*, fait de si fortes réserves sur le capitalisme tel qu'il est aujourd'hui, c'est à n'en pas douter parce qu'il s'est montré comme un régime de violence, — et, si l'on va au fond des choses, parce qu'il est très proche parent du matérialisme marxiste.

La violence du capitalisme libéral actuel est en effet la même que celle du socialisme marxiste tel qu'il se manifeste au pays des Soviets : ayant voulu s'affranchir de toute autorité et spécialement des impératifs de la morale marquée au sceau de Dieu, pour ne connaître que la « nécessité des lois économiques », le régime actuel en est venu à la négation de l'homme, à l'indifférence pour cette valeur sacrée en doctrine chrétienne : la *personnalité* humaine. Le mensonge du socialisme soviétique, — Berdiaeff l'a très bien montré, — réside dans la négation de Dieu non pas au nom de l'homme, mais au nom d'un tiers principe, la *collectivité*, qui mène, lui aussi, à la négation de l'homme. Quand on est arrivé à dissiper dans une âme socialiste le mirage collectiviste, à faire retrouver à un homme la fierté d'être une *personne* au lieu d'être un *individu* perdu, telle une poussière, dans la collectivité, on est bien près de l'avoir remis sur le chemin du christianisme ; car le christianisme n'est pas seulement affirmation de Dieu, il est aussi affirmation de l'homme, de l'Homme-Dieu par l'Incarnation et du Dieu-homme par la Rédemption. Restaurer dans une âme le sentiment de la valeur absolue de la *personne* humaine, c'est déjà l'avoir lancée à la rencontre de Dieu. C'est dire que l'on ne fera pas échec à la violence socialiste par la violence capitaliste qui lui est consanguine, mais par la fierté chrétienne. Et l'on n'arrêtera pas l'athéisme socialiste par l'indifférentisme capitaliste, mais par une sainteté sociale authentiquement chrétienne, exempte de violence.

Les contradictions sont exactement homologues du marxisme orthodoxe et du capitalisme libéral, — et ceci ne va pas sans nous faciliter grandement la tâche pour engager une conversation claire avec les socialistes comme avec les fidèles du libéralisme capitaliste. S'il était évident, comme le dit Marx, que la catastrophe fût inévitable, inscrite dans la logique du système capitaliste, liée par loi de nature à son destin, et que du mal capitaliste dût sortir le bien socialiste par une sorte d'automatisme naturel, on ne voit pas pourquoi le prolétariat devrait lutter contre le régime qui l'opprime : il devrait lui suffire d'attendre son heure, sans vouloir la hâter, crainte de faire avorter la révolution par une éclosion prématurée. Or, c'est un fait que le prolétariat n'est pas très convaincu de la « nécessité » de cette catastrophe, puisqu'il entend mener un combat quotidien et héroïque. D'autre part, les fidèles du libéralisme capitaliste, sans se rallier aux conclusions de Marx, pratiquent, point par point, sa doctrine économique, en professant la « nécessité » des lois économiques, en jugeant « utopique et révolutionnaire » tout sentiment et toute tentative qui essaieraient de remédier aux maux inhérents au jeu normal de ces lois. En proclamant l'intangibilité du régime, les capitalistes modernes pratiquent inconsciemment un certain matérialisme historique et s'installent de propos délibéré dans ce que Marx appelle le « royaume de la nécessité ». La seule liberté qui reste à ce libéralisme, — et c'est contre cette fausse liberté que s'élève *Quadragesimo Anno*, — c'est celle de passer sous le joug des lois économiques et d'accepter les corollaires sociaux qu'elles imposent. Il est à peine besoin d'ajouter que pour qui pratique ce marxisme capitaliste (il ne faut pas rougir d'accoupler ces deux mots), il devient singulièrement difficile de vivre en chrétien ;

car une conscience chrétienne, pour des raisons plus hautes qu'une conscience socialiste, ne peut pas prendre son parti de misères et d'injustices liées à des contingences historiques, à des erreurs humaines.

* * *

Il semble qu'à mesure que nous avançons, la complexité du problème s'accroît. Il n'en faut certes pas nier la gravité. Avoir compris les mythes de l'âme socialiste, et en avoir retrouvé le contexte historique, psychologique et économique, cela nous apporte le seul bénéfice de voir exactement le dessin de notre point d'interrogation. Nous pouvons tenir pour assuré que la philosophie latente du mouvement ouvrier socialiste ne relève pas du matérialisme marxiste. Il faudrait donc désolidariser la conscience ouvrière de ce marxisme auquel elle est indûment liée. Si l'on arrivait, en effet, à expliciter la conscience ouvrière en ses aspirations authentiques, on la délivrerait de l'illusion marxiste, du mensonge collectiviste : elle se croit liée au marxisme parce que ceux qui ont montré le plus d'application à servir la classe ouvrière, — et parfois avec une générosité qu'il serait injuste de nier, — se rattachaient aux disciplines marxistes. En réalité le mouvement ouvrier n'est prisonnier du marxisme que d'une façon très contingente : il s'est rallié autour de ceux qui ont, à leur manière et sans que d'ailleurs une autre voix s'élevât assez haute, exprimé l'âme ouvrière et dénoncé le mensonge et les erreurs du capitalisme libéral. Mais si des chrétiens se souvenaient de la « bonne nouvelle » annoncée aux pauvres et aux humbles, et des responsabilités qu'ils ont assumées au Baptême d'inscrire dans la cité temporelle les paroles de Rédemption, la partie serait gagnée, et l'*ordre*, — le vrai, — serait rétabli.

Ce vœu de l'ordre rétabli nous amène à faire porter notre examen sur un autre point : le parallélisme historique que l'on observe entre la naissance et le développement du mouvement socialiste et l'apostasie des masses ouvrières (1). Ce parallélisme tient-il seulement à des causes accidentelles? Ce *fait*, en tout cas, ne comporte-t-il pas d'enseignement pour nous? Ici s'engage encore plus profondément notre responsabilité de chrétiens. Il faut tâcher de comprendre aussi cet enseignement consigné par l'histoire, par une histoire qui commence à peine à rebrousser chemin.

Notre monde s'est conformé aux règles du jeu capitaliste. Par une dialectique dont on n'a pas le droit de dire que la bonne foi fut exclue, — encore qu'elle fût entachée d'erreur, — notre monde a pensé que si les « lois économiques » étaient inscrites dans la nature des choses, ces lois ne pouvaient pas n'avoir pas été posées par Dieu. Cet appel à Dieu est le témoignage d'une longue hérédité chrétienne ; il convient de ne pas en minimiser l'intention et la légitimité au moment même où nous en contestons la méthode. Dieu fut invité à sanctionner le

(1) Nous parlons surtout de l'histoire ouvrière française. Nous n'ignorons pas qu'en Angleterre, par exemple « le travaillisme » n'est pas anti-chrétien et qu'une exégèse du Cardinal Bourne, archevêque de Westminster, a précisé qu'on pouvait légitimement être catholique et socialiste au Labour Party (nous savons aussi que le travaillisme anglais n'est pas, pour ainsi dire, en odeur de sainteté auprès des chefs de la IIe Internationale...). Nous n'ignorons pas davantage que, sur 13 millions de membres, la IIe Internationale compte 7 millions de chrétiens; il faut remarquer toutefois que, pour notre pays, le Socialisme s'est nettement présenté comme une contre-religion, une suppléance de christianisme. Et il faudrait établir qu'ailleurs les catholiques socialistes (il y a des exceptions) ne sont pas catholiques « par surcroît »...

rythme de l'économie moderne, — et, par contre-coup, ses conséquences dans l'injustice : ce furent alors des « misères nécessaires », des « injustices inévitables », des « principes ou des témoignages d'*ordre* ». La méthode inverse eût été plus conforme à la pensée chrétienne : au lieu de remonter des lois économiques aux desseins providentiels, se demander comment incarner dans les règles économiques la loi de justice et de charité. Or, il ne saurait y avoir ensemble deux primautés hétérogènes : il faut choisir entre la primauté de l'économique et la primauté du spirituel. Primauté de l'économique, ce fut, tout en continuant d'invoquer Dieu, la mort du spirituel. Nier la valeur sacrée de l'homme en tant que *personne* aboutit à nier Dieu : en fait, l'économique est pratiquement affranchi de toute norme spirituelle, la loi morale se réduisant à une sorte d'honnêteté légale.

En face, le socialisme, reniant le monde capitaliste, crut de son devoir de renier ce Dieu dont on lui disait qu'il avait été, dans sa Providence, l'ordonnateur des lois économiques du capitalisme. Niant Dieu, il nia l'homme. Par des voies diverses, ils convergent sur la même erreur à double face et se retrouvent, ensemble, dans le même matérialisme économique, dans la même affirmation du primat de l'économique.

Comment la religion des pauvres et des humbles a pu apparaître comme une religion de classe et la garante d'injustices subies par les petits, c'est un problème qu'il appartient aux historiens d'éclaircir. Par quelles altérations et quelle décadence elle a pu, par le truchement de quelques hommes, sembler s'adapter aux intérêts et aux privilèges d'une classe, c'est aux moralistes de nous l'expliquer. Pour nous, il suffit d'avoir compris par quel processus l'apostasie des masses a suivi le rythme du capita-

lisme libéral et du socialisme conjugués. Il faut prendre acte du fait : la classe ouvrière a cherché ailleurs que dans le christianisme la réponse au problème de la destinée de l'homme, et toute la mythologie du mouvement socialiste, loin d'être un verbalisme creux, est une forme de *l'esprit religieux*. Le socialisme est et veut être une *religion*, une *catholicité*, au nom du prolétariat.

Ce fait est grave, car il nous force à considérer le socialisme et ses mythes sur un plan plus élevé que le plan contingent de l'histoire : il nous force à nous placer sur un plan *métaphysique*, voire *religieux*.

Ce n'est point par hasard que la classe ouvrière s'est détournée du christianisme pour se faire une autre religion. De même que ce n'est point par hasard que la période capitaliste, celle qu'a décrite Marx, coïncide avec un affaiblissement de la spiritualité chrétienne. D'un côté, idolâtrie de la collectivité, étouffant l'homme ; de l'autre, idolâtrie de Mammon, ignorant l'homme. Dans ces conditions en face de cette carence chrétienne, non pas de la doctrine chrétienne mais des hommes qui se réclament du Christ, ne devons-nous pas considérer le socialisme, religion ténébreuse, comme un acte d'accusation contre l'indignité des chrétiens oublieux de leur mission de lumière? Berdiaeff a des formules d'une extrême force pour parler de cette religion collectiviste, « témoignage du devoir non rempli, de la tâche irréalisée du christianisme (1) ». « Le vice, dit-il, et la bassesse des chrétiens, ou plus exactement des faux chrétiens, ont obscurci la lumière éblouissante de la révélation chrétienne... La plus grande partie de la vie chrétienne n'est ni éclairée ni

(1) Cf. « Vérité et Mensonge du Communisme », dans *Esprit* (n° 1), octobre 1932.

sanctifiée par la lumière du Christ. En particulier la vie économique et sociale, qui semble ne relever que de sa propre loi. » Et il montre le messianisme prolétarien voué à l'organisation du monde : « *Le péché lui-même organisera la société, si l'on ne veut pas l'organiser par la justice et la vérité.* » Tel sera le « châtiment » de ceux qui n'ont pas su être les témoins véridiques de cette vérité et les artisans de cette justice. Berdiaeff ajoute encore : « La position du monde chrétien en face du communisme, ce n'est pas seulement la position de celui qui porte en soi la vérité éternelle et absolue, c'est aussi la position du coupable qui n'a pas su réaliser sa vérité et qui l'a trahie. Les communistes réalisent leur vérité, voilà ce qu'ils peuvent répondre aux chrétiens. Sans doute la vérité chrétienne était plus difficile à réaliser que la vérité communiste : on exigeait des chrétiens plus, et non moins, que des communistes matérialistes. S'ils ont pourtant accompli moins et non plus, on ne saurait en accuser la vérité chrétienne elle-même. La tragédie de l'histoire, c'est que le christianisme authentique ne peut s'emparer de la domination de ce monde : la puissance appartenait plutôt aux faux chrétiens. Le monde s'éloigne du christianisme. »

⁂

Il est difficile de ne point souscrire à ces paroles sévères d'un chrétien. Nous lui aurions toutefois difficilement pardonné de nous laisser sur ces paroles amères et cruelles, sans nous faire apercevoir une issue. Berdiaeff ne serait pas chrétien s'il doutait de l'efficacité du christianisme, au moment même où il prend acte de la carence et de l'indignité de certains chrétiens. Son espérance, — notre espérance, — demeure intacte quand il dit : « *La*

création d'un type de sainteté nouveau au cœur même du monde est une tâche que le christianisme a encore à remplir. » L'espérance est donc sauve. Il resterait à se demander si ce ne serait pas là une espérance héroïque, une espérance contre tout espoir humain, espérance à la mesure même de la tâche encore presque intacte... Le socialisme dans son ambition d'être une religion a posé un problème *catholique.*

Ce qui est sûr, c'est que ce problème gagne en urgence chaque jour et, de plus, qu'il nous apparaît comme singulièrement ardu. Il nous est impossible de nous rallier au matérialisme marxiste tel qu'il s'exprime en Russie soviétique. Impossible de nous reconnaître dans le positivisme capitaliste actuel, en qui le culte des lois économiques étant elles-mêmes à elles-mêmes leur propre raison d'être, leur justification et leur fin ont suscité un immoralisme pratique parfois saupoudré d'un christianisme d'emprunt. Impossible aussi de ne pas reconnaître des erreurs, des inconséquences, des dangers dans la psychologie et la mystique sous-jacentes au mouvement ouvrier, même si on le tient pour affranchi, — ou indûment dépendant, — de l'idéologie marxiste. Allons-nous ainsi demeurer sans réponse valable et totale aux questions posées à la fois par la conscience ouvrière, le mouvement socialiste et l'expérience soviétique? Notre espérance chrétienne, inapte au bolchevisme, inapte au libéralisme capitaliste, défiante d'un mouvement ouvrier mal conduit et encore anarchique, va-t-elle demeurer une espérance vaine? Et après avoir bien éclairé un problème terrifiant pour une conscience droite, en viendrons-nous à un bilan de carence, sans plus?

Nous aurions tort de nous laisser aller à cette sorte de

pessimisme qui n'a rien de salubre. Ce n'est jamais par insuffisance intrinsèque que le christianisme semble « caler » devant les tâches qui lui reviennent. C'est toujours parce que les chrétiens, prisonniers inconscients d'idéologies qui ne sont pas leurs, ou de facilités trompeuses, ne savent pas traduire, en langage clair et en actes réalisateurs, la mission dont ils sont investis.

Le danger vrai du socialisme tel qu'il se montre à nous dans l'examen de ses mythes directeurs, il n'est pas dans la menace qu'il brandit contre un système économique vicié, — et d'ailleurs contingent et caduc comme tout système, — il est dans ceci que des hommes prennent l'habitude de vivre selon l'erreur, se confient à une mythologie sans issue, n'arrivent plus à apercevoir le problème de leur destinée sous son angle authentique; et, enfin, le danger est que le christianisme, au fur et à mesure que les hommes s'accommodent de se passer de lui, devient inintelligible à un monde qui ne peut pourtant être sauvé que par lui.

Pour répondre au socialisme, il faut se mettre sur son terrain, non pas par condescendance ou par concession, mais parce qu'il s'est placé, lui, sur le terrain de la lutte concrète, là où s'inscrivent dans l'histoire de chaque jour les vicissitudes de la vie de l'âme. C'est avec un esprit, avec une âme parlant à des âmes, qu'il faut aller à sa rencontre. Bref, nous ne ferons échec au mordant de ses mythes directeurs qu'en redonnant une âme à ce monde, ou, si l'on veut, — mais je ne tiens pas au mot, — en faisant revivre les *mythes chrétiens* oubliés, ceux dont nous sommes sûrs de la consonance exacte à l'esprit de l'Église et à qui, par suite, nous avons le droit de confier les promesses de salut.

Entreprendrons-nous, de ces mythes, l'énumération et le développement? Ce serait déjà beaucoup annoncer que de dire que nous en commençons la recherche. Tout au plus pouvons-nous, pour l'instant, prétendre jalonner cette recherche, et peut-être commencer de définir un esprit.

Nous disions plus haut qu'un grand pas serait fait pour remettre la conscience ouvrière dans sa ligne si on arrivait à dissiper le mirage collectiviste. Faire sentir l'abaissement subi par l'homme dans cet abandonnement total à la collectivité, que ce soit la *classe* ou la *cité socialiste*, dans cette dissolution totale de l'âme dans l'indéterminé de la conscience collective, ce serait sans doute la tâche la plus urgente. Sur ce point l'expérience a montré que la conversation n'est pas impossible avec des socialistes; car, au fond, ils gardent la nostalgie d'être autre chose qu'une poussière de prolétariat, si fiers qu'ils soient de leur classe. Ce serait aussi remettre en honneur une thèse sacrée de notre christianisme : *l'éminente dignité de la personne humaine*, la valeur quasi divine d'une destinée d'homme. Cela, nous en sommes convaincus, mais il faut l'être aussi de ceci : il ne suffit pas de le dire, de le prêcher, il faut le faire. C'est-à-dire que pour avoir audience auprès de ceux qui attendent notre réponse — qui sera la leur, — à leurs problèmes, — qui sont aussi les nôtres, — il faudrait pouvoir montrer comment cette thèse de la dignité absolue de la personne s'incarne dans les faits, dans un ordre économique et social acceptable. Ou si c'est là être trop exigeant, puisque nous n'avons pas de société chrétienne à montrer où cette thèse soit une réalité vécue (compte tenu des exemples épars et des réalisations fragmentaires), que cette thèse soit au moins

pour nous un *mythe* aussi impérieux que, pour les socialistes, celui de la lutte de classe. Et d'abord que nous ne soyons pas suspects de pactiser avec ce qui nie cette thèse, que ce soit l'immoralisme de nos sociétés occidentales modernes ou le marxisme collectiviste, son cousin germain.

Il serait non moins important de rendre au *travail* humain sa valeur authentique, sa dignité première, sa fonction providentielle. Que le travail soit une épreuve et, en un sens, un châtiment, que la peine des hommes qui « gagnent leur vie à la sueur de leur front » soit et doive être, en toute vérité, une *peine*, c'est hors de question et c'est vrai *pour tous les hommes* : « Celui qui ne veut pas travailler, dit saint Paul, qu'il ne mange pas non plus. » Mais il n'a jamais été écrit que la peine des hommes dût être une tyrannie avilissante et que les hommes dussent « gagner leur vie » en saccageant leur âme, et qu'ils dussent gagner leur vie d'une façon indigne de la dignité d'hommes. Si le travail est une épreuve, il est une épreuve élevante : souvenons-nous de l'étonnement douloureux de Pie XI constatant que « la matière sort ennoblie des usines alors que l'ouvrier en sort avili ». Restaurer le travail dans sa valeur de *prière*, dans sa *sainteté*, ce pourrait être l'une de ces idées directrices, — un mythe si l'on veut, — qui nous aideraient à juger sainement le monde où nous sommes et à préparer les institutions justes d'une Cité où cette sainteté du travail ne serait pas abolie ou ignorée.

Il y a aussi une certaine hiérarchie des valeurs dont il serait bon de reprendre conscience pour nous rendre aptes à rendre une ossature à une cité humaine, un sens à une économie humaine.

Nous baignons depuis trop longtemps dans une atmosphère de libéralisme et de matérialisme inconscient pour n'être pas, à quelque degré, prisonniers de certains sophismes. Nous sommes tous plus ou moins persuadés, même sans nous l'exprimer ainsi, que le but de la vie est de « faire fortune », et tout notre régime économique nous contraint presque à le penser, qui est fondé sur une course effrénée aux richesses, animé d'un esprit de lucre et orienté vers la recherche du profit individuel et de la jouissance égoïste. Nous avons d'ailleurs assez habilement habillé cet esprit de lucre avec les hardes du Progrès ; au nom de ce Dieu nouveau qui faisait merveille dans la technique des machines, nous avons justifié le déchaînement de la concurrence, véritable guerre économique, — et nous avons appelé cela la « prospérité ». L'Amérique sembla la terre élue de ce déchaînement, et l'on dit même que « pour suivre le progrès » cette mystique de la réussite matérielle prend aujourd'hui forme de religion sous le nom de *technocratie*. La question mérite d'être posée, — les faits des années récentes ne la posent-ils pas ? — de savoir si cet esprit de lucre ne mène pas aux abîmes. Cela, une âme socialiste n'en a peut-être pas conscience nette, mais elle est bien obligée de constater que cette mystique de Progrès et de lucre ne joue que pour aggraver la déchéance des travailleurs : quand la machine a des ratés, c'est le chômage et la misère. Comment voudrait-on qu'une âme déjà défiante et souffrante fasse confiance à un système qui joue sans cesse contre elle? Pour nous, notre réponse serait simple : nous savons que la possession des biens périssables n'est pas la fin de la vie, nous avons entendu la malédiction portée contre les riches, — les riches de fait et les riches en esprit (car il y a un péché de richesse en esprit comme une vertu de pauvreté en

esprit), et nous craignons que l'esprit de lucre ne nous lance sur une fausse route. Face à ces déviations, qu'avons-nous à dire, sinon qu'il faut renverser les valeurs, mettre l'*esprit de pauvreté* là où il y avait l'esprit de lucre et, sans renier le Progrès, apprendre à notre monde à faire, de l'esprit de pauvreté, l'âme du progrès, seule manière de le baptiser et de l'empêcher de devenir un principe d'erreur et d'iniquité. Nous ne doutons pas que cette prétention étonnera de refaire une âme de pauvreté, — et peut-être de renoncement, — à notre monde, mais nous avons bien le droit de demander à ceux qui s'étonnent si cette prétention est plus périlleuse que l'abandon des corps et des âmes au Dieu-Argent. C'est peut-être une aventure, mais la *cité future* aussi est une aventure pour nos frères socialistes, et ils y croient. Et nous, une parole divine a promis la possession du monde aux doux et aux pauvres. Y croirons-nous ?.....

Hiérarchie des valeurs à restaurer aussi dans l'ordre social. Nous sommes trop habitués à accorder une primauté de droit à ceux qui sont en fait les maîtres du régime économique. Et cela, en même temps qu'il nous rend difficile l'intelligence de l'âme socialiste, risque, — ce qui est plus grave, — de nous tenir à l'écart des problèmes des humbles. Nous ne songeons pas naturellement à contester l'autorité qui, dans l'ordre social, est liée à des responsabilités et se souvient qu'elle a été établie *pour être au service de ceux qu'elle régit.* Mais il ne faut pas se payer de mots et croire le problème résolu par un rappel de principes. Il faut bien prendre acte de ce fait que, dans le contexte du régime économique actuel, il est extrêmement difficile que la puissance économique coïncide avec cette autorité correctement entendue, consciente de ses responsabilités et de ses devoirs. Nous connaissons tous

des chefs de l'économie qui sont déchirés par cette contradiction intérieure... Quand un régime est tout entier tendu, selon les expressions de Pie XI, « vers la recherche des biens périssables », les tentations sont inévitables de céder à l'égoïsme et à la dureté de cœur (ce sont encore les mots de Pie XI), et l'on peut même y céder inconsciemment, parce qu'il n'y a pas moyen d'échapper à la règle du jeu, règle qui n'a pas prévu que des hommes, dans leur âme et dans leur chair, seraient l'enjeu. Il n'y a pas lieu de s'étonner que, dans ces conditions, il soit difficile de pratiquer la vertu de charité, — cette charité vraie qui est à la fois intelligence, bienveillance et amour, — et même de voir clair dans les prescriptions de simple justice. Et en effet, il n'y a pas moyen d'y voir clair si on ne rétablit pas une hiérarchie des valeurs sociales conforme aux exigences chrétiennes. C'est là peut-être que notre réponse au problème socialiste est le plus efficace, parce que nous faisons la synthèse de tout ce qui assure la vie des sociétés harmonieuses : l'autorité, la justice et la charité. En un mot l'*ordre* ou la *paix*. Quand nous disons « *Fidélité à la classe ouvrière* », nous n'entendons pas répondre à un mythe socialiste par une formule démagogique, nier la juste autorité qui s'attache à des responsabilités loyalement acceptées et pratiquées, transférer à une classe toutes les vertus dont on dépouille l'autre. Nous voulons simplement mettre à sa vraie place, qui est la première, le problème des pauvres et des humbles, restaurer la notion d'une autorité ayant un contenu chrétien et qui sache se faire aimer parce qu'elle sera faite pour servir les petits, et par suite rendre une « matière » aux responsabilités de ceux qui ont reçu le terrrible privilège, — et la terrible épreuve, — d'être des riches et des puissants. Fidélité de service et aussi fidélité d'intelligence, car, en même temps que le régime économique actuel apportait

à ses dirigeants des tentations d'égoïsme et de dureté, il développait dans la classe ouvrière, à un très haut degré, des sentiments de solidarité désintéressée dans l'épreuve, de simplicité, de discipline, de travail qui, par leur pureté, donnent à l'expérience ouvrière une valeur privilégiée, comme un témoignage et un symbole. De sorte que l'intelligence vraie de l'âme ouvrière peut conduire à rendre une âme à une cité de travail humain — et là les chrétiens sont sans doute les seuls à pouvoir gagner la partie, étant les mieux équipés pour être les meilleurs serviteurs des humbles. Qu'en rétablissant, au nom de l'esprit de pauvreté, la primauté *réelle* des humbles dans la Cité, on donne un démenti à l'esprit du monde moderne, c'est fort possible. Mais la question est de savoir à qui nous devons nous fier de l'esprit du monde ou de l'esprit de Dieu, — et si nous ferons l'œuvre de Dieu avec les armes de Satan.

Aux mythes du socialisme qui cherchent à donner un sens à la vie des hommes, il faut répondre en restituant dans sa pureté totale l'esprit de l'Église, cet *esprit de chrétienté* dont le triomphe reste l'ambition permanente de l'Église militante. Si les chrétiens, avec un esprit qui soit vraiment leur, prenaient en charge, comme une responsabilité sacrée, *l'organisation institutionnelle de la cité terrestre*, si le témoignage de chrétienté dont ils sont redevables au monde pouvait être rendu dans sa plénitude d'efficacité, une force orientée serait lancée par le monde, et le messianisme de rechange, auquel se sont confiées tant d'âmes socialistes, ne résisterait pas à cette attirance de chrétienté, à cette promesse de baptême. Mais définir un esprit, fût-ce d'une façon très sommaire, c'est peu, et pourtant c'est déjà grave. Car à quoi bon ramener à la lumière des principes inattaquables si, au fond de nous-

mêmes, nous sommes persuadés qu'il est impossible de les inscrire dans la trame quotidienne de la vie des hommes ? Le socialisme a posé devant le monde chrétien un problème spirituel, et, pour apercevoir comment nous aurions à le résoudre, il suffit de nous souvenir de l'immuable esprit de l'Église. Mais on nous attend à l'œuvre, et notre réponse ne sera pleinement valable que le jour où nous aurons commencé de refaire une Cité que Dieu puisse bénir et habiter. Sinon tout ne sera que verbalisme, et plus vain encore que la mythologie socialiste, — car elle, au moins, elle anime et suscite des réalisations temporelles. Pour échapper à ce verbalisme indigne de nous, il faut que nous ayons foi dans l'efficacité d'un *effort de sainteté sociale*, seul capable de repétrir à neuf notre monde et, lui ayant rendu une âme, de lui restituer les *institutions temporelles* dont il a besoin.

La recherche de ces institutions temporelles, il appartient à tous de l'entreprendre, chacun à sa place et à son rang.

Ce qui nous est demandé, ce n'est pas un sursaut d'héroïsme, mais simplement l'acceptation humble de notre devoir de sainteté et la volonté d'en faire la preuve. En termes plus adoucis, mais aussi lourds d'exigences, une loyauté sans défaillance, bref, la fidélité à nous-mêmes.

Janvier 1933.

MARC SCHERER.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Regard sur l'Allemagne

Il me semble que la France, tout en sentant intuitivement le danger de la menace allemande, ne se rend pas compte de tous les facteurs qui font de l'Allemagne d'aujourd'hui un danger public, dont elle serait la première à subir l'effet. La mentalité d'Outre-Rhin ainsi que les formes prises par la vie de ce pays sont en tous points dissemblables à celles de la France, et la Presse, tout en éclairant les grands mouvements politiques, les conditions économiques et les faits saillants de l'actualité germanique, ne peut pas descendre à l'origine des mouvements profonds, dont les ébullitions de surface sont seules perçues par un observateur étranger.

Et pourtant, c'est surtout le fond de la mentalité actuelle qui rend l'Allemagne dangereuse de nos jours. Il ne faut pas croire que ce sont *uniquement* des mouvements politiques, menés par des chefs ambitieux, qui excitent la masse à adopter une attitude nettement hostile, parfois menaçante à l'égard de la France et de ses Alliés d'aujourd'hui. Au contraire, ces mouvements incarnent plus ou moins les ambitions et les aspirations de la nation, mais leur défaut, vis-à-vis des électeurs et militants, consiste à ne pas répondre complètement et d'une façon suffisamment nette aux désirs communs de la majorité des Allemands.

Lors d'un récent voyage en Allemagne, grâce à plusieurs de mes anciens compagnons d'armes Légionnaires (1), venus, le contrat terminé, reprendre dans leur patrie les différents emplois qu'ils occupaient précédemment aux degrés variés de l'échelle sociale, j'ai pu, vivant parmi eux, comme eux, voir et pénétrer leurs milieux respectifs.

Cela m'a permis de les suivre dans le courant de leur vie quotidienne et de surprendre leurs réflexes psychologiques, plus vrais et naturels que l'attitude prise, même involontairement, quand on se sent écouté et observé. Il n'est rien de

(1) L'auteur de cette note a servi cinq ans dans notre Légion étrangère.

plus difficile que de rester naturel en posant devant un objectif. La continuité des réflexes dans un certain sens, provoqués par les raisons les plus diverses, ne peut manquer de donner une image juste, même si elle est inconsciente au sujet lui-même.

Ce qui frappe le plus au premier contact en Allemagne, c'est la grande occupation nationale : *le chômage*.

Par une particularité de l'esprit germanique, l'Allemand prend sa mise en chômage pour un ordre donné à exécuter à la lettre : il est chômeur, il reçoit tant par mois, et non seulement il ne cherche pas, mais on dirait qu'il ne se considère pas en droit de se débrouiller autrement, comme l'eussent fait ses collègues français ou anglais. Il y a toutefois des dérogations à cette règle. La première, pathétique et presque toujours burlesque, consiste en ceci, que la police, tout en interdisant sévèrement la mendicité, tolère que les musiciens ambulants fassent des collectes. Partout, et surtout dans les grandes villes, on rencontre à tous les coins de rue les orchestres les plus hétéroclites, tant par les instruments que par les exécutants, tous « de fortune ». On voit réunis : des pianos, presque des clavecins, des jazz, ou à leur défaut des batteries de cuisine, un duo composé d'un violon grêle et d'une trompette puissante, ainsi de suite. A défaut d'un musicien de jazz on prend le petit Fritz qui aime bien faire du tapage... et, la raison d'être de ces cacophonies : des quêteurs, de chaque côté de la rue, avec postes supplémentaires en amont et en aval.

La deuxième dérogation est autrement importante et traduit bien l'inquiétude d'esprit et le manque de stabilité de la jeunesse allemande. Le gouvernement autorise tout chômeur à échanger sa carte contre un « Wanderschein », ou carte de vagabond. Le titulaire de celle-ci ne reçoit plus d'allocation, mais, en revanche, a droit, même dans la plus petite bourgade, au gîte et au couvert, *mais pour une nuit seulement*.

Un tiers de la jeunesse allemande est devenue vagabonde et erre à travers l'Allemagne sans aucun but, sans espoir, uniquement pour échapper à la misère de la plupart des familles. Pour ne citer qu'un chiffre, dans un des asiles de Cologne il passe une moyenne de 600 errants par jour, *et ils n'ont pas le droit de revenir dans la même ville avant trois mois*.

J'ai visité cet asile et appris du directeur lui-même que le budget de cette institution était devenu d'une telle importance qu'on a trouvé intéressant et avantageux d'acheter dans la banlieue de la ville « un domaine » destiné à approvisionner en denrées maraîchères la cuisine de l'asile. Bien entendu ceci n'a été possible que grâce à la main-d'œuvre des hébergés, gardés quelques jours de plus en échange de leur travail. Il comptait également se constituer dans la suite un cheptel approprié.

Le « Wanderschein » est la coutume qui caractérise le mieux l'état d'esprit du peuple allemand d'aujourd'hui. La vie présente lui est tellement insupportable, qu'il essaie de la fuir par tous les moyens, et va à la recherche de l'inconnu pour échapper au présent.

Il existe en Allemagne une *Ligue Nationale de propagande contre la Légion Etrangère*, puissante organisation, ayant son centre à Berlin et des ramifications dans tous les coins de province, surtout dans la zone « province française ». C'est elle qui inonde les écoles, asiles, gares, etc., d'affiches et de brochures mensongères, peignant la Légion comme un bagne, affirmant qu'il y meurt dix mille hommes par an, qu'il n'en sort que 3 o/o des engagés... Eh bien! malgré cette propagande acharnée, malgré la foi aveugle qu'avaient autrefois les Allemands dans la parole écrite, c'est par milliers qu'ils se présentent chaque jour à nos bureaux de recrutement de la frontière, où leur unique désespoir est de ne pouvoir tous être pris.

Et voici la psychologie des deux générations allemandes à l'égard de la France : celle de la Guerre et celle d'après. La première, tout en affirmant ne jamais avoir été battue militairement par les Alliés, se rappelle la leçon reçue, et, quoique imprégnée de rancune, redoute une nouvelle guerre qui pourrait lui apporter des malheurs plus grands encore.

Quant aux jeunes, ils ont grandi dans la croyance que le traité de Versailles est la cause de leur misère, ils sont persuadés que n'importe quoi serait préférable à ce qui est. Comme toute jeunesse, ils ont soif d'action, il leur paraît n'avoir rien à perdre et tout à gagner.

Cependant tous, jeunes et vieux, sont d'accord sur un point : la situation présente est intenable et, encore une fois, la France est la cause du mal. Il est fatal que, dans l'état

d'oisiveté forcée où se trouvent des millions d'hommes à cause du chômage total ou partiel, ils soient tous à la poursuite de deux buts : parer à la situation d'aujourd'hui et se distraire coûte que coûte. Quoi de plus naturel dès lors que de se précipiter en masse dans les grands partis politiques, qui leur présentent chacun un programme ronflant, des promesses tirées d'une brochure de publicité commerciale, et, surtout, mettent à la disposition de leurs adeptes des clubs, des salles de lecture, des repas à bon marché, et jusqu'à des exercices militaires en guise de sports?

Quant au programme politique lui-même, il est jugé par la masse uniquement au point de vue de son efficacité pour remédier à la crise présente; tel, devenu communiste, n'a pas cessé d'être un patriote convaincu; mais, désespérant de voir arriver une guerre victorieuse, a choisi le marxisme comme moyen le plus rapide pour alléger son sort.

Il est évident que, dans une situation pareille, avec le fond de rancune né de la défaite, aggravé par la misère réelle de la majorité de la population, le chômage exerce une action plus que néfaste. Joignez à cela les affirmations quotidiennes de la presse : « La France roule sur l'or (chiffre de l'encaisse métallique à l'appui), la France et la Belgique sont les seuls pays où il n'y ait pas de chômage, la France s'évertue à contrecarrer toutes les aspirations de l'Allemagne, etc., etc. » Il devient compréhensible que le « populo » trouve insuffisants les programmes existants et surtout la tactique employée.

Avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, chef du parti le plus extrémiste et le plus populaire, les Allemands sont dans l'expectative. A moins qu'il ne donne au pays satisfaction par des actes prompts et des succès tangibles, il est à prévoir que la masse, dans l'état d'esprit où elle se trouve, se détournera de Hitler et que celui-ci se verra, dès demain, menacé à sa droite par une opposition violente, réclamant une action immédiate contre la cause de tous les maux : la France.

La plupart de ses partisans d'aujourd'hui passeront à cette opposition, avec armes et bagages, sauf toutefois ceux qui, ayant perdu confiance dans la possibilité d'un salut par la droite, se décideront à tenter le salut par la gauche, c'est-à-dire par le communisme.

ALEXANDRE DE MONTABERT.

Hitler et les Américains

L'opinion américaine n'a pas été sans réagir violemment contre les excès de l'hitlérisme. Il se peut que la presse de New-York les ait condamnés avec encore plus de véhémence que celle de Londres ou de Paris. Même les journaux de M. Hearst fulminent contre eux comme ils ne l'ont jamais fait contre la France. Il y a plusieurs raisons à cela : les Etats-Unis, malgré leur repliement ultérieur, gardent le sentiment de s'être battus pour l'égalité des peuples, pour la Démocratie, pour tout un idéal que le retour offensif du prussianisme compromet aujourd'hui; puis, des citoyens américains ont été molestés en Allemagne; enfin, ces citoyens sont juifs, et leurs coreligionnaires, avec la solidarité remarquable qui les caractérise, ont protesté contre les nouvelles « persécutions religieuses ».

C'est sur ce thème que se sont généralisées les démonstrations hostiles. Deux des plus grandes organisations israélites, le Comité Juif Américain et le B'nai B'rith, ont demandé au gouvernement d'intervenir, cependant que le rabbin Wise, un des chefs du judaïsme libéral, sollicitait les Chambres de modifier les lois en vue d'autoriser l'immigration des réfugiés; quinze cents anciens combattants juifs étaient reçus par le maire de New-York; et trois associations rabbiniques ordonnaient un jour de pénitence. Il est question de boycotter les marchandises allemandes. A ces voix, des voix chrétiennes ont fait écho. Nous citerons seulement la protestation du R. P. Curran au nom de la Société de la Foi catholique :

« Le peuple juif avait une culture, une civilisation et une religion pure, des milliers d'années avant que les tribus teutoniques n'eussent même commencé à émerger de la sauvagerie. Les juifs d'Allemagne étaient de loyaux citoyens allemands des centaines d'années avant que la lignée autrichienne d'où vient Hitler n'arrivât à l'existence.

« La récente folie nationaliste de Hitler, dirigeant sa furie contre des milliers de Juifs allemands nés en Allemagne, devrait éveiller la juste indignation de tout amoureux de

l'humanité et de tout croyant à la fraternité des hommes parmi le monde.

« Le Ministère des Affaires Étrangères (*State Department*) des États-Unis devrait envoyer une protestation formelle à la République allemande. Le crime de Hitler contre les Juifs est pire que le crime des Japonais contre les Chinois. Les États-Unis devraient prendre la tête d'une protestation mondiale humanitaire, et demander que le régime de Hitler, qui ne représente pas plus de 52 pour cent de l'électorat allemand, cesse ses furies inhumaines et anti-nationales.

« Une protestation du gouvernement des États-Unis pourrait être le moyen d'éveiller la grande masse du peuple allemand sur la folie d'être représenté par un ancien citoyen autrichien dont le sillage a toujours été marqué par du sang. »

Voilà le ton. Les vingt-deux « dénominations » protestantes groupées dans la Fédération américaine des Églises du Christ ont signé un manifeste analogue; la Confédération américaine du Travail (trois millions d'adhérents) s'est jointe au mouvement; son président, M. William Green, figure sur une liste de protestaires, avec des hommes politiques (MM. Alfred Smith, Newton D. Baker, Bainbridge Colby, etc.), des éducateurs (MM. Stephen Duggan, Elmer Brown, Frederick Robinson, etc.), des personnalités ecclésiastiques et laïques. Trois députés ont soulevé la question à la Chambre des Représentants. Cinq gouverneurs d'États, parmi lesquels celui du Massachussets et celui de Pennsylvanie, se sont prononcés contre les méthodes hitlériennes avec toute l'autorité que leur donne leur situation officielle. Même l'organe germano-américain de New-York, la *New Yorker Staatszeitung*, a cru bon de publier son « emphatique condamnation ».

Il semble que ces protestations aient eu quelque effet. Le gouvernement allemand désavoue maintenant les violences antisémites. Mais, en deux mois, il a presque détruit les sympathies que ses prédécesseurs avaient mis dix ans à reconquérir patiemment.

Auguste Viatte.

Un incident universitaire au Japon

Le Japon se vante à bon droit d'être avec le Siam le pays d'Extrême-Orient où le christianisme jouit actuellement de la liberté la plus grande. Cependant toute sa structure sociale repose sur la divinisation de l'Empereur; il en résulte quelquefois des situations délicates. L'idolâtrie n'est pas toujours absente des cérémonies civiques auxquelles les fonctionnaires ou même les étudiants doivent participer. Il est à craindre que le nationalisme presque hitlérien d'aujourd'hui ne multiplie les risques de frictions.

Récemment, les élèves de l'Université catholique de Tokyo étaient priés de se rendre en pèlerinage au temple de Yasukuni; sur l'avis de leurs professeurs, ils déclinèrent l'invitation. L'état-major, aussitôt, retira l'officier chargé de la préparation militaire, « pour le motif que l'enseignement en cet endroit n'est plus en conformité avec la politique nationale ».

A la suite de cette sanction, les étudiants ne pourront plus bénéficier d'ajournements; en outre, devenus suspects, ils trouveront difficilement à s'employer, et aucun de leurs diplômés, l'année passée, n'a reçu de situation. En vain la Faculté s'est efforcée d'obtenir gain de cause auprès de l'armée. Devant l'inutilité de ses démarches, les étudiants se sont décidés à négocier eux-mêmes; ils ont tenu deux meetings dans ce but, contre le gré de leurs professeurs, et ceux-ci ont dû les réprimander. L'agitation continue.

Aux dernières nouvelles, le président de l'Université était reçu par le vice-ministre de la guerre, qui lui promettait une réponse définitive après enquête. L'affaire s'arrangera sans doute. Les Nippons ont trop de tact et de diplomatie pour froisser délibérément l'opinion catholique internationale. L'incident n'en est pas moins significatif, et l'on voit que le « retour à l'Asie » pourrait impliquer de sérieuses conséquences.

★ ★ ★

Le pèlerinage de la Mecque (1)

Le livre du Dr Duguet intitulé *Le pèlerinage de la Mecque* n'est pas, comme son titre pourrait le faire penser, une page d'histoire religieuse, mais surtout un épisode de la lutte contre les épidémies. Les lamentables conditions hygiéniques, dans lesquelles ce pèlerinage se déroule sur les routes interdites, menace chaque année la santé du monde entier. Depuis la première apparition du choléra à la Mecque en 1831 jusqu'en 1912, quarante épidémies se sont succédé, semant de cadavres les chemins des caravanes et étendant la maladie au loin : en 1865, la contagion, partie de la Mecque, se répandit sur toute l'Europe. L'année 1893 fut surnommée « le pèlerinage de l'épouvante » ; un pèlerin sur six fut enlevé par le choléra : or les lieux saints attirent au minimun chaque année 200.000 musulmans.

On voit quel danger représentent ces déplacements qui parcourent l'Asie et l'Afrique. La répétition des désastres finit par émouvoir les gouvernements : des conférences sanitaires se réunissent à Constantinople, Beyrouth, Paris, Venise, pour protéger les pèlerins et assurer un minimum d'hygiène. Le Dr Duguet par ses fonctions d'inspecteur du conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte, participe activement à cette campagne pour la défense de la santé publique. Il montre l'inertie de l'ancien régime turc et les efforts persévérants du Gouvernement égyptien et aujourd'hui la politique d'organisation sanitaire qu'a inaugurée Ibn Seoud au Hedjaz et qui commence à porter ses fruits. Ces dernières années la mortalité dans les pèlerins a sensiblement diminué bien que les foules aient été plus nombreuses que jamais. L'auteur a fait précéder son étude de croisade médicale d'un rapide tableau du pèlerinage, composé en majorité grâce aux relations des pèlerins. En beaucoup de points son récit est une véritable révélation, notamment son

(1) Paris, Rieder, 1932.

chapitre sur les pèlerinages chiites, caravanes funèbres qui transportent annuellement sur les routes de Perse et du Kurdistan vers les villes saintes 5 à 10.000 cadavres qui ont réclamé de leur vivant de reposer auprès de la tombe du prophète. Le pèlerinage commence à peine à se moderniser sur certaines sections où l'automobile et le bateau à vapeur font leur apparition; l'immense majorité des pèlerins se rendent encore à pied, sans autre bagage qu'un bâton et un Coran, accomplissant parfois, comme ceux, nombreux, qui viennent du Maroc, plus de 4000 kilomètres et ne rentrent chez eux qu'après un an de voyage et de privations.

Cette montée des foules vers la Mecque malgré ses côtés très humains, ses observances rigoristes et vaines et l'exploitation mercantile qui se retrouve toujours autour des sanctuaires les plus vénérés, ne peut manquer d'entraîner auprès des catholiques surtout un profond respect. Tout homme qui réfléchit ne se sent-il pas ici-bas un simble pèlerin sans bagage en route vers la vraie Demeure? Ceci, malheureusement, le Dr Duguet ne semble pas l'avoir ressenti.

Pierre Deffontaines.

A TRAVERS LES REVUES

Morale et Politique

La discussion continue. On sait qu'aux articles du P. de Broglie, M. Vialatoux avait répondu dans un volume des « Questions disputées », et le P. de Broglie de riposter dans les *Recherches de science religieuse* d'avril 1932. Voici enfin que M. Vialatoux, dans la **Chronique sociale de France** de mars, pour la dernière fois, dit-il, fait le point de ses réflexions.

Le fond du débat est celui-ci : Le P. de Broglie maintient « l'irréductible autonomie » de la science politique, dans ses méthodes et ses maximes, en face de la science morale. Pour lui, la bonté morale et la bonté politique des actions humaines sont toujours formellement distinctes, même si matériellement elles viennent à coïncider.

Sous ces formules abstraites, c'est un problème vital aujourd'hui, où les exigences d'une « science politique » autonome ont totalement estompé les exigences de la morale. C'est le fond philosophique de toute discussion sur le nationalisme, la course aux armements, la guerre financière, etc...

M. Vialatoux marque d'abord très nettement qu'il n'y a

d'autre *bonne politique* (1) que celle qui sert la cité *selon sa nature essentielle et sa raison de cité*; et la cité perdrait sa raison et sa nature du jour où, vivant au détriment de l'esprit et de la personne, c'est au prix de l'homme lui-même qu'elle se sauverait.

Et il ajoute cette phrase dont on pressent les conséquences pratiques extrêmement importantes :

Le citoyen n'a à être citoyen que pour pouvoir être homme.

(1) C'est l'auteur qui souligne.

Mais j'entends l'objection : on érige la foi *chrétienne* en élément *constitutif* et *essentiel* de la cité humaine et du bien commun politique. Non.

Ce que je dis *essentiel* à la *nature* de la cité, c'est d'être et de vivre *pour la personne humaine*; et ce qui, pour la cité, m'apparaîtrait *contre nature*, ce serait d'être et de vivre *au prix* de la *personne humaine*, et *contre* elle. ... Demander à la cité de sauver sa vie moyennant la servitude spirituelle des citoyens, ce n'est pas seulement un attentat au message chrétien, mais d'abord à la *nature* de l'esprit, à l'essence de la *personne*, à la *morale naturelle*.

Prenons le cas de la Belgique en 1914. Consultant les deux diciplines autonomes que sont pour le P. de Broglie la politique et la morale, elle eût envisagé deux solutions opposées que M. Vialatoux précise ainsi :

Tandis que la Morale demandait à cette cité de servir *le Droit*, l'ordre humain universel..., la « science politique », elle, lui aurait conseillé de sauver *sa vie*, son ordre « biologique » clos et particulier.

Eh bien! non.

Je dirais que c'est la vraie science *de la société et de l'ordre politique*, qui, parce que essentiellement éclairée par la raison morale du bien propre *de la cité*, prescrivait à la *politique*, en tant que telle, le service du *Droit*.

Au fond, ne serait-ce pas deux conceptions différentes de la Morale qui se heurtent ici?

L'ordre politique et l'ordre moral ne m'apparaissent pas comme deux ordres respectifs pouvant faire entre eux désordre, de telle sorte que le service authentique de l'un puisse, en certaines occurrences, troubler, blesser et même ruiner l'autre. La Morale ne me semble, en aucun domaine humain, venir *du dehors* contrôler, régenter, refouler au besoin aucune forme d'activité spécifiquement humaine dans la poursuite de son *bien* propre; mais au contraire pénétrer et informer *du dedans* toutes ces activités humaines, afin même de déterminer intérieurement et essentiellement *la nature de leurs biens propres respectifs*, en les intégrant tous dans la Finalité unifiante de l'homme.

On ne saurait mieux dire, et qu'il s'agisse de l'ordre politique ou de l'ordre économique, l'idée morale de la valeur spirituelle de l'homme doit tout animer du dedans.

Mais s'il est facile — et incontestable — d'affirmer que l'objet de la science politique, c'est « *la société-politique-servante-de-l'homme* », ce qui est d'ailleurs un pléonasme, la difficulté surgit quand on applique ce principe aux réalités contingentes de la vie politique. Et ici il faut avouer que les objections du P. de Broglie ne sont point négligeables, encore que M. Vialatoux y échappe par la distinction — classique — entre la science et la prudence politique.

La prudence politique, comme toutes les formes de la prudence humaine, devra donc s'armer de mille connaissances expérimentales, et résoudre ses cas en *tenant compte* de faits qu'elle doit se garder d'ignorer. ... Mais elle doit les résoudre toujours *sous la directive supérieure* d'une « science » immuable et universelle de l'ordre politique, de la société politique et de sa finalité humaine, science que j'aimerais mieux nommer une *sagesse politique*... Or c'est cette « science universelle » que le P. de Broglie prétend *diviser intelligiblement d'avec la Morale*, et ériger, à côté d'elle, la science *autonome*. C'est elle, au contraire, que je crois *essentiellement de nature morale*...

L'application actuelle de ces distinctions est capitale : par exemple, la détermination prudente des clauses d'une convention de désarmement n'est pas une question de politique relevant d'une science autonome. Elle est aussi une question morale. Certes son opportunité relève de la *prudence* politique, instruite des situations concrètes données actuellement, mais

éclairée d'autre part et orientée par la connaissance d'une finalité politique qui serait inintelligible hors de la finalité morale humaine.

Nous souscrivons d'autant plus volontiers à cet exposé philosophique, que l'attitude générale de notre Revue en est toute inspirée.

Nous aussi nous pensons qu'

il ne faut pas laisser croire aux « politiques » qu'ils peuvent faire de bonne besogne politique en faisant de mauvaise besogne morale, et leur permettre de porter légèrement leurs crimes sous le prétexte que les crimes ne sont pas forcément des fautes politiques et peuvent prétendre à l'honneur de servir la Cité.

Je crois aussi, bien entendu, qu'il est impossible de dire ces choses sans étonner la plupart des oreilles de notre temps — et peut-être de tous les temps. Celles de nos contemporains, ouvertes par une longue préformation positiviste au bourdonnement des pas-

sions assourdissantes, sont sans doute plus particulièrement fermées à ce langage et prêtes à trouver que ce discours leur est dur... Depuis la constitution des grands États modernes et la dislocation de l'idée de Chrétienté, c'est-à-dire depuis tantôt quatre siècles de vie et de pensée nationaliste, le monde politique a été soumis à la tentation permanente et obsédante de se concevoir comme une mosaïque naturelle de sociétés politiques closes et juxtaposées, dont chacune a son bien commun, mais qui n'ont pas entre elles d'idée *politique* commune ni de bien commun *politique*.

C'est le fond même du malentendu qui sépare tant d'hommes de bonne foi. L'auteur ne se fait pas illusion, mais à bon droit y insiste, et nous faisons pleinement nôtre sa conclusion :

La thèse que nous défendons ici et qui vient dire que la politique divisée d'avec la Morale se dérobe *à elle-même*, en sorte que c'est elle qui exige, des particularismes clos et des égoïsmes prétendus sacrés, les sacrifices requis par le *Bien commun politique* des hommes, étonnera et choquera. Mais il est peut-être permis de penser qu'il ne faut pas avoir trop peur de choquer un monde qui s'abandonne et se dissout (1).

Memento

Cahiers du bolchevisme, 1er avril. — Berlioz, *Hitler n'exterminera pas le marxisme.* — Magyar, *Marx et la question nationale et coloniale.*

Dossiers de l'Action populaire, 25 mars. — P. Coulet, *Le capitalisme*, conférence faite à la Primatiale de Bordeaux. — Ém. Gaillard, *La crise de la société anonyme : La Direction.*

Revue des sciences philosophiques et théologiques, février. — A.-J. Faidherbe, *Le droit de la justice distributive.* « Le fondement de l'obligation et du droit est l'exigence du bien commun, la loi du bien commun distribué. — Le dû est un dû légal; le droit est un droit personnel conférant action personnelle au sujet qui le possède. »

(1) Sur le même sujet, cf. *Revue Thomiste*, janvier-février 1933. R.P. Tonneau : « Une démission de la morale. » — *Revue des sciences religieuses*, janvier 1932. J. Rivière : « Sur la notion chrétienne de la « politique. » Et l'*Osservatore Romano* du 9 avril 1933.

LES LETTRES ET LES ARTS

ISABELLE RIVIÈRE. *Jacques Rivière et André Gide.*

Disciple et maître? Non. Et voici une mise au point autorisée qui ne laisse aucun doute.

MAURICE BRILLANT. *La « religion » de Flaubert.*

La littérature, succédané de la religion...

M. B. « *Les Iles* ».

B. MOUTHIEZ. *Aux sources du rythme et de la musique.*

M. BORDERIE. *Quelques livres.*

A travers les revues.

Jacques Rivière et André Gide [1]

Il y a une étiquette que la critique courante a pris l'habitude de coller sous le nom de Jacques Rivière chaque fois qu'elle le rencontre, c'est : *disciple d'André Gide.*

Il faut se demander si cette critique n'est pas un peu trop « courante » et rapide en effet, s'il suffit que deux écrivains collaborent à une même revue, soient liés par des relations d'amitié ou par les nécessités mêmes de leur travail et vivent dans le même cercle littéraire, pour que la position du plus jeune vis-à-vis de l'aîné soit forcément celle d'élève à maître.

Nous savons tous que Jacques Rivière jeune homme a eu pour Gide une admiration passionnée. Mais toutes les admirations de Jacques Rivière ont été passionnées. Il s'excuse dans l'Avant-Propos pour la réimpression d'*Études* d'avoir *introduit les mœurs de l'amour dans la critique.* Il y a des gens qui ne savent que démolir, lui ne savait qu'amoureusement comprendre, défendre, expliquer. Chacune de ses études est un hymne d'amour. Pourquoi donc ne dit-on pas aussi bien qu'il a été le disciple de Barrès, le disciple de Claudel, et, dernier en date, le disciple de Proust, qu'il a présenté, prôné, exalté, plus qu'il n'avait fait aucun autre, et à travers toute l'Europe ?

(1) Conférence prononcée à Genève le 19 mai 1932.

La vérité est que Jacques Rivière n'a jamais été le disciple de personne. Personne ne se l'est annexé. C'est lui, toujours, qui a conquis chacun de ceux qu'il admirait : *tous ceux que j'ai subis*, explique-t-il lui-même dès 1909, dans une lettre à Gide, *je ne m'en suis débarrassé qu'en les prenant avec moi, et je voudrais que la progression de mon livre imite cette sorte de conquête : chaque vérité nouvelle, d'abord ennemie, puis acceptée avec passion, puis cessant d'être vraie par évanouissement en une autre plus vraie, plus selon moi-même* (1). Jacques Rivière avait trop la passion de la vérité pour que quiconque pût l'arrêter à sa vérité particulière ; on ne pouvait que lui faire un bout de conduite sur la route de la recherche; il se laissait accompagner avec délices tant que la direction du compagnon était la sienne, — dès que l'autre prenait un chemin tant soit peu oblique, il le quittait, et se retrouvait seul, avec la dure obligation de se frayer à lui-même le passage le plus direct vers son but, fût-ce au plein cœur du taillis, et ce passage fût-il parallèle à d'autres tout tracés qui l'eussent mené sans périls au même but. C'est sa route à lui, et à lui seul, qu'il prétendait frayer. Le long de cette route, il a pu être distrait, il n'en a jamais été détourné. On ne l'a jamais conduit — c'est là sa grandeur —, pas même ceux qui savaient déjà le chemin — et c'est peut-être là sa faiblesse.

Quoi qu'il en soit, il a marché près de Gide, tout bouleversé d'admiration, comme nous l'avons tous fait, tant qu'il n'a point compris où Gide prétendait le mener. Rien n'est plus curieux que de comparer son premier article sur Gide, daté de 1911, et la conférence qu'il fit en Suisse en 1918. Dans l'article, non point certes aveuglé

(1) Lettre à Gide du 29 mars 1909, n° d'hommage, p. 763.

sur Gide (l'admiration n'a jamais fait que le rendre plus lucide), mais encore — je dirai : innocent devant la véritable explication de Gide, il ne s'efforce que de le faire tout entier accepter, que de l'envelopper tout entier dans l'exquis. Même ce qu'il voit déjà chez Gide de proprement monstrueux : la joie de l'homme que *son existence seule suffit à combler* (1) s'il reconnaît que *rien n'est plus défendu qu'une telle joie* (2), s'il avoue que lui-même *étouffe dans l'immoralisme* (3), même cette joie interdite qu'il reconnaît être *notre plus grand crime* (4), il nous l'offre à partager, il nous l'offre à aimer.

Mais dans la conférence, il est comme un homme, au milieu d'un paysage ravissant, averti des abîmes qu'il cache sous les lianes, et des serpents qui glissent parmi ses fleurs. Il ne s'agit plus d'un merveilleux jeu « défendu », il s'agit d'un poison *redoutable* (5) : *Rien, je crois, ne peut être aussi troublant pour un jeune homme*, dit-il, — *et pour ma part j'ai ressenti ce trouble fortement — que cette doctrine sans contenu et ces voluptueuses et vaines recommandations dont Gide a rempli tous ses premiers livres. A un âge où l'âme se croit libre, parce qu'elle se sent capable de n'importe quoi, cette évangélisation dans le vide, soutenue par les moyens oratoires ou poétiques les plus délicats, est faite pour la ravir, et, si j'ose dire, pour lui faire perdre complètement la tête* (6).

Oui, dit-il plus loin, *l'Immoraliste est un des livres les*

(1) *Études*, p. 254.
(2) *Id.*
(3) *Id.*, p. 256.
(4) *Id.*, p. 254.
(5) *Conférence sur Gide*. Edition Chronique des lettres françaises, p. 21.
(6) *Conférence sur Gide*, p. 11.

plus dangereux que je connaisse. Pour qu'il soit apprécié par tout le monde à sa valeur, il faudra que du temps ait passé, qu'on ne se sente plus trop près de lui, qu'on ait l'impression d'être hors de sa portée, à l'abri de sa contagion (1). L'ancienne admiration ne perce plus — et comme une habitude plutôt que comme une actuelle conviction —, que dans un assez vague essai de défense de l'œuvre de Gide, ou plutôt *du démon qui la lui a inspirée* (2), contre lequel son honnêteté ne peut se tenir en même temps de nous mettre en garde à toute minute. Dès lors, il refuse de suivre Gide et, malgré l'attachement qu'il lui garde, il essaie de nous communiquer non plus sa flamme, mais l'inquiétude et la crainte que lui inspire ce personnage que Gide, dit-il, *a formé de sa propre substance et qui vague maintenant dangereusement par le monde* (3), exemple *terrible* et *pernicieux* (4).

Est-ce là le langage d'un disciple parlant de son maître? Et Gide à cette époque ne s'était point encore démasqué, il n'avait écrit ni *Si le grain ne meurt*, ni *Corydon*, ni les *Faux-Monnayeurs* ; il fallait toute la pénétration de Jacques Rivière pour comprendre dès alors — pour craindre de comprendre — où menait (d'où venait plutôt) cette doctrine de *la parfaite liberté intérieure* (5). Et il y a eu plus d'un témoin de la profonde consternation où ces derniers livres ont jeté Jacques Rivière. Les *Faux-Monnayeurs* en particulier, qu'il a eu le temps de lire en dactylographie, ont été pour lui un véritable chagrin. Car il avait, à un rare degré, cette vertu essentielle-

(1) *Conférence sur Gide*, p. 19.
(2) *Id.*, p. 33.
(3) *Id.*, p. 39.
(4) *Id.*, p. 23.
(5) *Id.*, p. 23.

ment chrétienne de haïr le péché sans cesser d'aimer le pécheur, et s'il est toujours resté fidèle à Gide, s'il l'a défendu même avec une espèce d'héroïsme, ç'a été dans l'horreur de ce que Gide ne se retenait plus d'étaler de lui-même sans plus aucun déguisement —, sans plus aucun masque artistique qui permît encore de différer de comprendre.

Posons maintenant le second point que l'on peut donner d'avance pour acquis. C'est que Gide est un artiste. Loin de nous la pensée de contester qu'il soit sans doute un beaucoup plus grand artiste que Jacques Rivière. Que chaque phrase de ses premiers livres soit, comme disait Jacques dans son article, *une invitation à des parcours séduisants* (1), qu'*on les accompagne tour à tour avec une ployante et voluptueuse attention* (2), qu'elles nous charment, nous ravissent et nous portent, — nous le reconnaissons de toute notre ancienne admiration.

Mais vers quoi nous portent-elles? Ne serait-ce pas là la principale question? La mélodie du joueur de flûte de Hamelin devait être bien belle à entendre, elle aussi, bien suave, bien pénétrante, bien puissante, puisque non pas seulement les rats, mais tous les enfants, s'élancèrent pour la suivre comme tirés par un invisible fil, jusqu'à la caverne dont ils ne sont plus jamais ressortis. Mais cette mélodie ravissante, si le joueur de flûte la venait redonner demain sur la place de la Concorde, est-ce que nous enverrions nos fils et nos frères pour l'entendre? Si Gide n'avait point de talent, qui se préoccuperait de démêler là où il mène? Simplement on ne le suivrait pas. Le vice tout nu n'a jamais séduit personne. Le diable n'est pas si

(1) *Études*, p. 182.
(2) *Id.*, p. 181.

bête que de dire à celui qu'il veut faire tomber : « Regarde ce que je te propose, comme c'est laid ! » mais il enveloppe le mal dans ses mirages et puis : « Regarde, dit-il, si tu as jamais rien vu de plus exquis. »

L'important reste, quoi qu'on en dise, non pas la manière dont on nous présente une chose, mais la chose qu'on nous présente, car en fin de compte c'est la chose qui demeurera dans nos mains quand nous l'aurons prise, ce ne sera pas la manière.

Il ne s'agit donc point ici de décerner un prix de littérature; il ne nous intéresse pas jusqu'à nouvel ordre de démêler qui, de Jacques Rivière et d'André Gide, nous apporte le plus d'agrément. Cherchons simplement d'abord ce qu'ils cherchent l'un et l'autre, vers quoi ils sont tendus, et donc vers quoi ils nous veulent porter.

Si Jacques Rivière est disciple de Gide, ce sera vers le même but, nous les trouverons l'un suivant l'autre sur la même route. Que nous dit donc sur la question le principal intéressé qui est Jacques? Dans sa : *Lettre ouverte à Henri Massis*, qui date d'octobre 1924, il *reconnaît sa propre orientation... comme fondamentalement divergente de celle de Gide* (1). Les critiques qui ont trouvé si facile, si agréablement simplifiante cette mise à la suite, diront qu'il se trompe, qu'on ne se voit pas soi-même. Mais nous, regardons-les tous les deux, et voyons s'il est possible d'être plus opposés qu'ils le sont l'un à l'autre.

Jacques Rivière est classique et André Gide est romantique. L'unique préoccupation de Jacques Rivière est d'arriver à la vérité. L'unique préoccupation d'André Gide est d'arriver à justifier sa perversion. L'un ne veut que nous éclairer, l'autre ne veut que nous tromper. L'un est honnête, l'autre est ce qu'il appelle sincère. L'un est

(1) *N. R. F.*, oct. 1924, p. 424.

entièrement donné, l'autre est entièrement dérobé. L'un n'a cessé de chercher Dieu, l'autre de se défendre contre Dieu.

Au départ, ils sont au même point — voilà d'où vient toute l'erreur d'une critique qui n'a pas pour habitude d'aller au plus juste, mais au plus rapide : — chacun est occupé à se connaître soi-même.

Mais tandis que Jacques va s'élancer hors de lui pour comprendre, c'est-à-dire pour suivre à travers le monde ces traces qu'il a démêlées en lui et qui lui promettent la vérité, Gide va s'entêter en lui-même, y creuser toujours plus avant, s'y enfoncer toujours plus bas, s'y aveugler, jusqu'à ce qu'il soit descendu jusque-là où il semble que la lumière ne puisse plus jamais l'atteindre, — à moins qu'un bouleversement de tout l'être, une secousse de cataclysme, faisant voler en l'air tout ce qui l'étouffe, ne ramène brusquement au jour cette âme ensevelie, mais qui respire encore.

Gide est romantique, avons-nous dit, c'est-à-dire d'abord qu'il ne croit point à une vérité hors de lui. Il y a deux catégories d'écrivains dans le monde — et même simplement deux catégories d'individus : ceux qui cherchent Dieu, ceux qui croient qu'ils sont Dieu. Gide est de ces derniers. Comme Victor Hugo — et combien plus étroitement, plus pauvrement — il se figure que c'est lui qui crée le monde : *Croire*, dit-il, *que l'humanité trouve un but en dehors d'elle-même et qui ne soit point par elle-même projeté, serait folie et course après son ombre* (1). Un instant on pourrait espérer qu'il voit cependant du moins la création comme antérieure à lui, formée avant lui par un autre et ne réclamant de lui, Gide, que le souffle qui va l'animer : *Les choses ont besoin de nous pour être*, dit-il, *ou pour se sentir être, et, sans*

nous, restent dans l'attente (1). Du moins semblerait-il ici reconnaître que ce n'est pas lui qui les a faites. Mais par ce biais qui est la forme même de la pensée de Gide, promptement ramené au cœur de lui-même, il poursuit : *Et l'homme en sent un inquiet malaise : la pression, en nous, de tout ce qui n'a pas encore été et qui veut être — de tout l'inconnu qui demande son petit instant de pensée, semble implorer de nous l'existence* (2). C'est donc en lui, et non pas hors de lui, que les choses attendent d'être : *Que pouvait-il venir*, s'écrie-t-il ailleurs, *qui ne naîtrait pas de nous-mêmes?* (3) Ainsi le monde est fait par Gide, le monde est limité à Gide — il n'est pas grand...

Et Gide est arrêté à Gide, Gide est muré en Gide. Ce qui palpite vaguement autour de lui n'est que la projection de ce qu'il renferme. Il n'y a rien de vivant hors de lui : les choses, c'est son regard qui les suscite, et nous a-t-il assez répété que le désir qu'il en a est plus pour lui que la chose désirée ! Son étonnement est grand quand une voix lui parvient qui semble attribuer aux choses une valeur intrinsèque. Il note dans *Un esprit non prévenu* : *Valéry écrit : « Rien de plus rare que de ne donner aucune importance aux choses qui n'ont aucune importance. » Je ne comprends pas bien ce qu'il veut dire. Les choses n'ont jamais, pour chacun de nous, que l'importance qu'on leur donne, qu'on leur accorde. Littérature et Beaux-Arts, argent, décorations et honneurs, vies humaines, etc... Celui-ci mise sur la vie future ; celui-là sur l'instant présent* (4), etc. Les choses donc ne sont qu'autant qu'il leur accorde place en lui. Il ne s'agit pas

(1) *Le Prométhée mal enchaîné*, p. 194.
(2) *Le Prométhée mal enchaîné*, p. 198.
(3) *Nourritures terrestres*, p. 27.
(4) *Un esprit non prévenu*, p. 28.

de savoir si *La Victoire de Samothrace* est belle ou laide, si Racine est ou non un génie, si Jeanne d'Arc fut une sainte, si telle mort est un grand malheur, s'il y a une vie future; il n'y a jamais qu'une question, et c'est : « Qu'est-ce que M. Gide pense de la question? » Car il est bien évident que si telle chose n'a d'importance que celle que chacun lui accorde, ce n'est pas l'importance que nous lui attribuons, nous, que Gide va prendre à son compte. Nous n'avons, nous, d'importance que celle que nous recevons de Gide. On ne saurait dire avec moins de paroles et plus de détour que non seulement l'objet de notre opinion, mais encore notre opinion, et nous-mêmes, n'existons que par rapport à Gide.

Les êtres, s'il faut pourtant bien parfois qu'il perçoive à ses côtés leur présence distincte de la sienne, c'est comme un cadre à la fois contient, rehausse et offre son tableau, s'ils ne sont peut-être pas là *par* lui, ils ne sont là du moins que *pour* lui : *Par moments il me semblait que les autres, autour de moi, ne s'agitaient que pour augmenter en moi le sentiment de ma vie personnelle* (1). D'ailleurs, que veut donc dire l'étrange réflexion que nous allons citer, sinon que les êtres, pour Gide, s'ils existent, Dieu sait qu'il n'y en a qu'un parmi eux qui importe à Gide : c'est Gide : *L'homme est plus intéressant que les hommes; c'est lui et non pas eux que Dieu a fait à son image. Chacun est plus précieux que tous* (2). Je mets quiconque au défi d'expliquer ce que cela veut dire. Si Dieu a fait chacun à son image, ils sont tous faits à son image, si chacun est précieux, tous sont précieux, et dix le sont dix fois plus qu'un, et tous infiniment plus qu'un seul. Mais non, ce n'est pas là le vrai

(1) *Nourritures terrestres*, p. 54.
(2) *Prométhée*, p. 173.

texte, celui-ci est une grille à travers laquelle il faut lire : « Moi seul suis intéressant, moi seul suis à moi précieux, les autres, ils ne sont là que si je les y mets pour me servir. » Car, aux yeux de Gide, qui voulez-vous que soit cet homme qui est plus intéressant que les hommes, sinon lui ?

Ne croyant ni aux choses ni aux êtres hors de lui, croit-il du moins aux idées ? — A aucune puisqu'il croit à toutes. Le principe de contradiction pour lui comme pour le romantique, comme pour le surréaliste, n'existe pas, il nous dit avoir *appris dans les classes qu'à chaque raisonnement s'en peut opposer un adverse qu'il ne s'agit que de trouver* (1). *Les idées*, nous explique Jacques Rivière, *sont dans* [*le*] *cerveau* [*de Gide*] *à l'état pour ainsi dire instable* (2). C'est une matière informe dans laquelle il puise au hasard, qu'il façonne, qu'il présente, selon l'occasion, selon sa fantaisie, selon son besoin. C'est ainsi que Gide a toujours dit quelque part le contraire de ce que vous lui reprochez, et si c'est tout un livre que vous lui reprochez, précisément il en a écrit un autre pour combattre celui-là. Qu'on attaque *les Nourritures Terrestres* : *Mais ce livre est de 1897*, riposte-t-il, *et le danger même que présentait sa doctrine (si j'ose ainsi dire) m'est si nettement apparu que, sitôt après, en antidote, j'ai écrit* Saül (3). Si les *Nourritures* se fussent avérées pour Gide si dangereuses, les gens simples penseront qu'il eût été plus sûr, plus facile et plus prompt de tuer la vipère que de préparer pour chacune de ses morsures un contre-poison; autrement dit, Gide n'avait qu'à faire mettre l'édition au pilon. Mais les gens simples n'ont rien à voir ici, rien à comprendre :

(1) *Nourritures terrestres*, p. 80.
(2) J. Rivière, *Conférence sur Gide*, p. 25.
(3) *Lettre à Victor Poucel* reproduite dans *L'esprit d'André Gide*, p. 61.

dans la préface de la traduction allemande des *Nourritures Terrestres* que publiait le numéro de mars 1930 de la *N.R.F.*, Gide explique pourquoi, *soucieux de donner à l'Allemagne une version pleinement satisfaisante d'un ouvrage auquel*, dit-il, *je tenais très particulièrement*, il a remanié certains passages de son texte qui lui semblaient *insuffisants* (1) — non pas pour contredire sa pensée, mais pour la *préciser*. Et il ne renie point pour cela *Saül*, l'antidote aux *Nourritures Terrestres*. L'un disant le contraire de l'autre, il leur reconnaît pourtant un droit égal à subsister, simplement parce qu'ils viennent tous deux de lui. Comme le plus déréglé des écrivains surréalistes, il lui suffit qu'une pensée se soit formée en lui pour qu'il l'accepte, et il croit comme Valéry que son propre esprit ne peut être incohérent. C'est simplement nier toute vérité objective, c'est ne croire strictement qu'en soi-même.

Quelle est donc en regard, vis-à-vis de la vérité, l'attitude de Jacques Rivière?

Non par un choix délibéré, nous dit-il, *non par système, mais par la préférence la plus naturelle et la plus spontanée, je reconnais les classiques pour mes modèles* (2). Et comment donc les classiques et par conséquent lui-même, concevaient-ils le monde? *Ils se voyaient partie d'un système sur les éléments étrangers duquel ils ne s'accordaient qu'un pouvoir restreint. Ils étaient auteur dans la mesure seulement où ils poussaient à l'évidence certaines données confuses qu'ils n'avaient nulle conscience d'avoir eux-mêmes engendrées.*

Tous les classiques étaient implicitement positivistes : ils acceptaient le fait d'un monde aussi bien intérieur

(1) *N. R. F.*, mars 1930, p. 321.
(2) *Carnets de captivité dactylographiés*, p. 232.

qu'extérieur, et l'obligation de l'apprendre (1). *Il faut*, dit-il plus loin, *qu'un mouvement subtil de notre esprit l'amène à se dédoubler à nouveau ; il faut qu'il reprenne foi en une réalité distincte de sa puissance, qu'il arrive à distinguer à nouveau en lui un instrument et une matière... Nous ne pourrons nous renouveler que si l'acte de l'écrivain se rapproche franchement de l'effort pour comprendre* (2).

Comprendre, voilà quelle sera, toute sa vie, la tâche à laquelle Jacques Rivière est attelé. Comprendre, saisir, prendre avec soi ce qui est hors de soi. Avec un respect profond, une préoccupation, une délicatesse quasi amoureuses, reconnaître, délimiter, préciser une idée, un sentiment, les fixer dans leur nudité minutieusement dégagée, puis leur ayant fait place en soi, s'en étant nourri, repartir animé de la nouvelle force puisée en eux, dans cette chasse à la vérité — voilà quelle fut toute l'occupation, je dirai toute la vocation de Jacques Rivière. Chasse patiente et humble; il n'est si menu gibier que n'accueille avec ravissement le chasseur : *Il y a beaucoup de grandeur*, dit-il, *dans un peu de vérité.* Chasse passionnée, qu'il définit lui-même : *cette folle passion de la mise au point, aussi puissante qu'un amour* (3).

Pour Gide, il n'y a pas de chasse hors de lui ni aux sentiments, ni aux idées, puisque tout est de lui, tout est en lui. Il n'y a point d'idées vraies et d'idées fausses, une idée est une vérité aussi longtemps qu'il la reconnaît telle; quand il l'abandonne, elle cesse d'être : *Comme l'humanité*, dit-il, *fait et doit faire une consommation effroyable d'idées, il faut être reconnaissant à ceux qui,*

(1) Jacques Rivière, *La Nouvelle Revue Française,* août 1920, p. 224.
(2) *Id.*, p. 236.
(3) *Carnets,* p. 22.

en épuisant enfin ce qu'une idée avait encore de généreux en elle, en la faisant redevenir IDÉE, *de* VÉRITÉ *qu'elle semblait, la vident enfin de tout suc, et forcent ceux qui viennent à chercher une idée nouvelle, — idée qui à son tour paraisse pour un temps Vérité* (1). De même que les choses ont, croit il, l'importance qu'il leur donne, les idées ont la vérité que l'homme, c'est-à-dire Gide, leur concède. Quand il a épuisé le goût d'une idée, il passe à une autre. Après la succession des *Nourritures Terrestres*, la succession des Nourritures spirituelles : *Tout mon être*, dit il, *s'est précipité vers toutes les croyances* (2). C'est à dire qu'il n'en a retenu, qu'il n'en a possédé aucune. Dans cette espèce de revue hâtive des idées, il n'a eu le temps que de voir de quoi elles avaient l'air, il n'a pas vu ce qu'elles *étaient*. Quelle différence avec Jacques Rivière aux aguets parmi tout ce qu'on *peut* penser, pour y démêler avec ferveur ce qu'on *doit* penser : *Recherche de la vérité*, s'écrie-t-il avec une espèce d'adoration. *Combien vraiment il n'y a que cela pour moi d'important ! Voir briller peu à peu son visage à travers tout ce qui l'obscurcit. Le petit point où elle commence à se trahir !* (3) Et quand il la tient, cette vérité si amoureusement poursuivie, il sait bien, lui, qu'elle ne *s'épuise pas*, qu'une idée vraie reste toujours et éternellement vraie, tandis que son contraire reste toujours et éternellement faux. Il la garde, il la défend, il s'y fixe parmi la ronde désordonnée de toutes ses sœurs mensongères : *Tenir la vérité, c'est se taire au milieu du charivari immense des idées, c'est observer la « gravité » parmi tout ce qui danse* (4).

(1) *Apologie de l'influence. Anthologie des Essayistes Français contemporains*, p. 61.
(2) *Les nourritures terrestres*, p. 23.
(3) *Carnets*, p. 22.
(4) *Id.*, p. 365.

Gide ne croit point à une réalité distincte de lui. Il ne veut point y croire; quand il la voit parfois s'approcher pour poser la main sur lui, il se recule avec impatience : *Je vois, hélas !* dit, dans les *Faux-Monnayeurs*, Bernard à Édouard, *que la réalité ne vous intéresse pas. — Si, dit Édouard ; mais elle me gêne* (1). Elle est pour lui une chose, quand il n'y a pas moyen de nier son existence, qu'on écarte, qu'on fuit, qu'on refuse de regarder en pleine figure. Pour Jacques Rivière, elle est un modèle immense et bien-aimé qu'il ne quitte jamais des yeux; il s'exhorte lui-même à être *attentif aux moindres signes émis par la réalité, et les analysant et les interprétant* (2). *La littérature*, dit-il, *c'est bien évident, naît d'un désaccord avec le monde, qui force l'esprit à l'hypothèse, et la volonté à la construction* (3). Cette énorme machine, dont les morceaux désaccordés nous entourent, le travail de Jacques c'est d'en étiqueter d'abord les pièces éparpillées : *Mon métier*, écrira-t-il, *c'est de dire comment les choses sont* (4). Puis, de ces menus débris nettoyés, reconnus, *il s'agit*, explique-t-il... *de reconstruire la vérité* (5). Il résume ainsi l'acte de l'écrivain tel qu'il le conçoit et tel qu'il s'efforce lui-même de l'accomplir : *Il faudra que le monde irréel que l'écrivain a pour mission de susciter naisse seulement de son application à reproduire le réel et que le mensonge artistique ne soit plus engendré que par la passion de la vérité* (6).

Mettons en regard cette parole de Gide : *L'œuvre d'art*

(1) *Les Faux-Monnayeurs*, p. 246.
(2) *La N. R. F.*, juin 1919, p. 12.
(3) *Le moralisme en littérature*, p. 23.
(4) *Carnets*, p. 55.
(5) *La N. R. F.*, juin 1919, n° 5.
(6) J. Rivière, « Reconnaissance à Dada », *N. R. F.*, août 1920, p. 237.

doit trouver en soi sa suffisance, sa fin et sa raison parfaite, et regardons si dès maintenant — sans qu'il s'agisse encore de savoir qui a raison — nous voyons là deux chasseurs à l'affût du même gibier, deux ouvriers au même établi, travaillant à une unique machine?

L'un est la recherche, l'autre est la jouissance. L'un sera sans cesse jeté hors de lui-même sur toutes les routes de la connaissance; l'autre, voluptueusement enfermé en son enveloppe mortelle, se nourrira, se gavera, s'empoisonnera lui-même. Gide est occupé en lui : une seule pensée, une seule tâche : il s'aime : *Le moi est haïssable... dites-vous... Pas le mien. Je l'aurais aimé chez un autre ; sera-ce parce que c'est le mien que je devrai faire le difficile. Sur quel moi pire n'aurais-je pu tomber !* (1) Écoutez, après celle-là, la simple et humble voix de Jacques : *Je ne sais pas me préférer d'abord* (2). Les sorties que fera Gide hors de ce temple consacré à son propre culte, ce ne sera que pour rapporter à l'hôte unique et uniquement adoré tantôt les voluptés dont il est avide, tantôt de nouvelles raisons de se plaire. A la création tout entière, il demande une seule chose : du plaisir; dans la nature, dans les arts, dans les livres, et jusque dans l'Évangile, il cherche une seule chose : de quoi fortifier l'amour qu'il a de lui, de quoi ajouter à la satisfaction jubilante qu'il se donne à lui-même. Ah ! sans doute, Jacques Rivière a connu ce ravissement devant soi-même, cette impossibilité de se vouloir différent qu'il clame dans ses lettres à Claudel, cette sorte d'ivresse que l'on goûte à dix-huit ans à se découvrir un être neuf, intact, armé de toutes les possibilités, ouvert à tous les souffles. Mais c'est un état de commencement; tout être un peu vivant

(1) *Le Prométhée mal enchaîné*, p. 190.
(2) *Carnets*, p. 43.

l'a connu, s'y est attardé plus ou moins longtemps. C'est l'état de l'ouvrier au début de sa journée, qui passe en revue et manie avec une espèce de plaisir d'amitié les outils disposés devant lui. Mais c'est pour choisir parmi eux ceux dont il va se servir, c'est pour les utiliser, ce n'est pas pour les adorer. Combien profondément Jacques Rivière a compris que cette masse informe qu'est d'abord notre âme au dedans de nous, il ne s'agit point de passer sa vie en extase devant elle, mais de la travailler, de l'organiser, de la rendre propre à servir, et pour cela d'abord de la nettoyer de ce qu'il appelle : *cette imbécile satisfaction de moi même qui m'a si longtemps paralysé* (1). Il ne s'agit pas de thésauriser tous les mouvement de son âme, de s'y complaire, de s'en délecter comme l'avare du son de ses pièces d'or : *Ne plus céder aux petits sentiments*, s'exhorte Jacques dans son journal. *Ne plus les respecter. Perdre cette sotte idée qu'ils puissent avoir une valeur en tant que faisant partie de moi* (2). Il s'agit de se rendre utilisable. En regard de cet amour global de lui-même qui possède tout l'être de Gide, nous voyons Jacques, après l'ivresse légère de la jeunesse qui se dissipe au premier sentiment fort, en perpétuelle défiance contre lui-même, ne s'acceptant qu'après s'en être référé à une autorité plus haute que la sienne : *Quand je me plais à moi-même*, dit-il, *il faut songer que ça n'a rien d'étonnant puisque c'est le même qui regarde et qui est regardé, puisque en somme comme spectateur je suis du même bâtiment. Me demander bien plutôt ce que ça peut donner aux yeux de Dieu* (3). *Que j'ai changé*, dit il plus loin, alors qu'il vient de relire la fin de *De la Foi*. *Que je suis loin de cette satisfaction de*

(1) *Carnets*, p. 12.
(2) *Id.*, p. 58.
(3) *Carnets*, p. 275.

moi ! Que Dieu a bien su faire l'opération qu'il fallait, et m'apprendre par la force le repentir et la détestation de moi! (1) Nous le verrons acharné sans trêve contre ce qu'il y a en lui de mauvais, repoussant, sacrifiant ce qui voudrait étouffer le meilleur; en un mot : choisissant. Non plus s'adorant, mais se corrigeant : *Ne jamais perdre*, dit-il, *une occasion d'intervenir contre l'immense orgueil que je sens toujours au fond de moi, et* QUI ME DIMINUE TELLEMENT (2). Du jour où il aura compris que l'amour de soi c'est notre pire ennemi, il ne cessera plus de le pourchasser : *Ce qu'il faut arriver à vaincre, c'est cette façon qu'ont toutes mes pensées de finir par une entière satisfaction de moi-même* (3). Tandis que Gide propose pour règle de vie de *trouver cette règle en soi-même, d'avoir pour but le développement de soi* (4), Jacques arrive à cette conclusion : Cela seul est important : *être arraché à soi* (5).

Or, s'arracher à soi, c'est, de tous les mouvements de l'âme, celui qui est le plus radicalement impossible à Gide. Il ne connaît qu'un geste, indéfiniment répété : ramener à soi. Son esprit a la souplesse et l'entêtement d'un élastique. Il se tire, tire jusqu'à l'objet, sans échapper un instant à lui même; sitôt atteint, par un invincible ressaisissement, il est de nouveau rassemblé au cœur de lui même, refermé sur la proie rapportée. Qui veut suivre la pensée de Gide est toujours, à un moment donné, lorsqu'il se croit le plus loin, stupéfait de se retrouver en plein Gide. *Mon esprit*, dit Édouard, qui est le porte voix de Gide, *répugne au plus simple et*

(1) *A la trace de Dieu*, p. 289.
(2) *Carnets*, p. 264.
(3) *Id.*, p. 163.
(4) *Les Faux-Monnayeurs*, p. 448.
(5) *Carnets*, p. 103.

prend irrésistiblement le biais (1). Impossibilité pour la pensée de Gide d'aller droit, de le fuir, de n'être pas saisie tôt ou tard par ce biais et rebouclée en Gide, comme on rejette au cachot le malheureux prisonnier qui s'était évadé ! Suivez ce raisonnement : *Nathanaël, le malheur de chacun vient de ce que c'est toujours chacun qui regarde et qu'il s'importe toujours plus que les choses.* Mais voilà ! Nous sommes d'accord. Qui a dit que Gide n'était pas détaché de lui-même ? *Ce n'est pas pour nous, c'est pour elle que chaque chose est importante.* Eh bien ! n'est-ce pas la vérité même ? Peut-on être plus loin de soi que Gide l'est à ce moment ? — Et voici la conclusion stupéfiante : *Que ton œil soit la chose regardée* (2). On reste interdit devant ce tour de passe-passe par lequel le moi est si prestement substitué à l'objet qu'on croyait tenir dans la main. Inaptitude radicale pour la pensée de Gide à s'arrêter plus d'une seconde sur un autre objet que lui-même ; hors de lui elle est comme un poisson hors de l'eau ; il faut qu'il s'y rejette vite, vite, s'il ne veut pas mourir asphyxié. *Est-ce que c'était mal à moi de lire ces lettres,* se demande un des personnages préférés de Gide, *si ç'avait été mal... non, j'aurais des remords* (3). On pense malgré soit aux Juifs répondant à Pilate qui leur demande de quoi ils accusent Jésus : *Si ce n'était pas un malfaiteur, nous ne l'aurions pas livré.* Ainsi point de règles, point de juge qu'en soi. Comme il n'y a point d'autre créateur que Gide, il ne peut trouver personne à interroger hors de soi. Il lui faut toujours revenir par un biais quelconque à son point de départ.

A côté de cet esprit enfermé, voici celui de Jacques

(1) *Les Faux-Monnayeurs,* p. 458.
(2) *Les Nourritures terrestres,* p. 50.
(3) *Les Faux-Monnayeurs,* p. 77.

Rivière : *Je ne sais pas prendre les chemins détournés. Il n'y a en moi absolument aucun organe qui soit susceptible d'obliquité... Je suis d'une droiture absurde* (1).

Chez ces deux esprits donc, une attitude totalement différente. Celui de Jacques est entièrement désintéressé, il poursuit vers une découverte un chemin direct qui l'éloigne de plus en plus de lui-même. Celui de Gide est entièrement intéressé : il travaille pour lui, il amène de l'eau à son moulin : *Certes*, dit-il, *il m'a plu souvent qu'une doctrine et même qu'un système complet de pensées ordonnées justifiât à moi-même mes actes* — et il achève en précisant la qualité de ces actes — *mais parfois je ne l'ai pu considérer que comme l'abri de ma sensualité* (2). Ainsi l'être spirituel de Gide a pour emploi de protéger et d'exalter son être charnel. *Il faut*, écrit Jacques Rivière, *que les paroles pour me louer, même pour me rendre justice, arrivent à devenir complètement impossibles pour ma bouche, que je ne puisse plus les trouver, les proférer. Alors seulement, je vaudrai quelque chose* (3).

Dans tout ce qui les entoure, dans toute pensée étrangère, Jacques ne sera occupé qu'à dégager avec un respect, une précaution infinis, la vérité; Gide n'aura d'autre idée que de dénicher la parole qu'il cherche, toujours la même, la permission d'être ce qu'il est — la justification de son vice. Dans son *Œdipe*, il l'avoue tout crûment : *Au fond, qu'est-ce que nous cherchons dans les livres? C'est toujours, plus ou moins, des autorisations.* Et il précise : *des autorisations de faire ce que la*

(1) Lettre à Jean Schlumberger, n° d'hommage, p. 482.
(2) *Nourritures terrestres*, p. 49.
(3) *Carnets*, p. 236.

coutume, la bienséance, ou par contrainte et par peur, les lois, nous enseignent à ne pas faire. Autrement dit : l'approbation de l'indécence (1). Comme quelqu'un qui fouille dans une malle pour trouver un certain objet, et rejette tout indistinctement autour de lui jusqu'à ce qu'il ait mis la main sur ce qu'il voulait, dans quelque événement, dans quelque œuvre que ce soit, Gide ne retient que ce qui semble l'approuver. Qu'il lise Montaigne ou un fait-divers, il n'y découvrira qu'une nouvelle preuve à l'appui de sa thèse qui est celle-ci : il faut céder à son instinct, c'est-à-dire faire ce que l'on a envie de faire, quoi que ce soit : *Il faut agir*, dit-il, *sans juger si l'action est bonne ou mauvaise. Aimer sans s'inquiéter si c'est le bien ou le mal* (2). Et non seulement agir ainsi est légitime, mais chercher si peu que ce soit à refouler, à corriger son instinct, si monstrueux, si contre nature soit-il, est mauvais, est dangereux. Il ne faut pas s'étonner que Montaigne, la santé même, puisse l'aider à justifier sa perversion, quand il n'est pas jusqu'à l'Évangile qu'il n'amène à prendre son parti : *Je ne sentis bientôt plus mon âme... que comme une naïve incohésion d'appétits, de gourmandises, de désirs. Et si peut-être j'eusse été m'effrayer du désordre où m'entraînait leur anarchie, ne savais-je point aussitôt me rassurer en me remémorant ces mots du Christ : « De quoi vous inquiétez-vous? » Je m'abandonnai donc à ce désordre provisoire, confiant en un ordre plus sincère et naturel, qui s'organiserait de soi-même, pensai-je, et du reste estimant que le désordre même était moins dangereux pour mon âme qu'un ordre arbitraire et nécessairement factice, puisque je ne l'avais pas inventé* (3).

(1) « Œdipe », *N. R. F.*, mars 1931, p. 364.
(2) *Nourritures terrestres*, p. 19.
(3) Cité par V. Poucel, p. 23.

« De quoi vous inquiétez vous? » Si le Christ a dit cela, nous n'avons en effet qu'à nous laisser vivre, n'importe comment, dans *une naïve incohésion d'appétits*. Il est seulement dommage, pour l'impression que pourrait faire sur nous l'intervention de cet allié inattendu de Gide, que nous sachions tous la suite par cœur : *De quoi vous inquiétez-vous, disant : Que mangerons-nous, ou que boirons nous, ou de quoi nous vêtirons-nous? Car ce sont les Gentils qui recherchent toutes ces choses et votre Père céleste sait que vous en avez besoin. Cherchez premièrement le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît* (1). Faire de la parole par laquelle le Christ nous exhorte à chercher Dieu avant toute chose un conseil d'abandon à son désordre intérieur, la permission de nourrir ses appétits et ses vices, il faut avouer que c'est lui faire prendre en effet un cetain « biais », et on a peine à se retenir de ne pas appeler ça d'un autre nom moins respectueux : un détournement. Il est difficile de ne pas reprocher à Gide ce que le fils du pasteur, dans la *Symphonie Pastorale*, reproche à son père, *de choisir dans la doctrine chrétienne « ce qui lui plaît* (2) ». Gide s'est fait de l'Évangile une espèce de paravent qu'à toute menace d'attaque il dresse entre lui et l'assaillant. Mais c'est un Évangile taillé et recoupé selon les besoins de l'heure, qui change de face selon l'adversaire, et ne sert jamais qu'à lui prouver, quel qu'il soit, qu'il n'est pas chrétien et que Gide seul l'est. Pour embarrasser Jacques, qui allait se permettre d'avancer vers le Christianisme, il lui oppose le côté moral de l'Évangile, la sévérité des préceptes du Christ, si éloignés de ce qu'il appelle : la licence du

(1) Matth., VI, 31-32.
(2) *La Symphonie Pastorale*, p. 104.

catholicisme. Et Jacques s'excuse comme il peut : *Oui, j'ai besoin d'une liberté morale, qui vous révolte. Ce n'est pas pour en user. Je ne saurais pas. C'est pour n'avoir pas de préoccupations de ce côté. Je ne peux pas admettre la primauté des devoirs moraux, positifs ou négatifs. C'est en cela que je suis encore si loin de l'Évangile* (1). Comprenez bien : de l'Évangile tel que Gide le lui présentait alors, car ce n'est pas la loi morale qui est première dans l'Évangile, c'est la loi d'amour d'où l'autre découle.

Mais veut-on condamner l'immoralisme de Gide au nom de la morale chrétienne, il déclare hautement n'avoir trouvé dans l'Évangile *ni défenses ni prohibitions*. Quand on s'approche de lui à l'abri de la loi d'amour, il vous oppose la loi morale; quand on s'arme de la loi morale, il vous reproche, comme il le fait ailleurs à Jacques, de n'être point sensible au Christ. Il est bien curieux que le Pasteur de la *Symphonie Pastorale* fasse à son fils précisément le même grief que Gide faisait à Jacques, et qu'il a fait même au Jacques Rivière d'*A la Trace de Dieu*, de n'être *point sensible à l'accent uniquement divin de la moindre parole du Christ* (2). Il est bien curieux que le Pasteur s'écrie, tout comme Gide : *Je cherche à travers l'Évangile, je cherche en vain commandement, menace, défense... Tout cela n'est que de saint Paul* (3). Il faut découvrir là simplement ceci : que ce pasteur, dont tout le monde a cru que Gide avait voulu faire une sorte de caricature du protestantisme, il représentait Gide, il était chargé d'exposer et d'illustrer la doctrine de Gide. L'auteur a dû être bien étonné quand il a vu que son ambassadeur faisait figure de traître, mais

(1) Lettre à Gide, n° d'hommage, p. 775.
(2) *La Symphonie Pastorale*, p. 105.
(3) *Id.*, p. 105.

il s'est tenu coi, préférant le désavouer par son silence plutôt que de prendre à son compte les accusations de duplicité qui pleuvaient de partout sur le pasteur. Comment ne pas voir pourtant que le pasteur ne fait que répéter ce que lui a soufflé Gide? Ils ont cette même façon, en toute pensée, en toute parole qui leur est proposée, de ne prendre que « ce qui leur plaît ». C'est ainsi que dans l'Évangile où il y a un verset sur quatre qui commence par : Faites ceci... Ne faites pas cela... Ne soyez pas comme... Malheur à celui qui... et où tant de fois est évoqué le lieu terrible *où il y aura des pleurs et des grincements de dents*, ils peuvent l'un et l'autre réussir à chercher *en vain commandement, menace, défense*, et à mettre tout ça sur le dos de saint Paul. — Il y a certains aveuglements volontaires qui s'appellent simplement de la malhonnêteté. — Nous les voyons tous les deux professer la même détestation de saint Paul : *Quand je cherche le Christ*, dit Gide, *je trouve le prêtre ; et derrière le prêtre saint Paul* (1). Et il explique que c'est là la raison de ce qu'il appelle la *banqueroute* du catholicisme. *Il m'apparaît de plus en plus*, dit le pasteur, *que nombre des notions dont se compose notre foi chrétienne relèvent non des paroles du Christ mais des commentaires de saint Paul*, et il ajoute... *je ne choisis pas telle ou telle parole du Christ. Simplement, entre le Christ et saint Paul, je choisis le Christ* (2). Mais avec quelle reconnaissance éperdue l'un comme l'autre choisira saint Paul le jour où il croira y trouver la permission que tout de même l'Évangile ne lui a pas donnée : celle de suivre l'impur penchant de sa chair ! Il ne sera pas besoin de citer deux fois le passage, il est le même dans la *Sym-*

(1) *Un esprit non prévenu*, p. 93.
(2) *La Symphonie*, p. 104.

phonie Pastorale et dans ce petit recueil des pensées intimes de Gide : *Numquid et tu.* Tous deux se jettent avec la même avidité sur la parole de ce perturbateur de la doctrine du Christ, l'instant d'avant chargé par eux de tous les péchés de la chrétienté ! C'est que voici cette parole : *Je sais et je suis persuadé par le Seigneur Jésus que rien n'est impur en soi, et qu'une chose n'est impure que pour celui qui la croit impure.* Quelle aubaine pour qui a besoin de justifier un entraînement qu'il refuse de reconnaître impur, bien qu'il le SACHE impur ! *Évidemment,* continuent Gide et le pasteur, *il s'agit ici d'aliments ; mais à combien d'autres passages de la Bible a-t-on prêté un double, un triple sens? « Si ton œil, etc... » Multiplication des pains. Il ne s'agit pas ici d'ergoter* (non, n'est-ce pas, il s'agit de ne pas laisser perdre un si complaisant précepte !) ; *la signification de cette parole est large et profonde : la restriction ne doit pas être dictée par la loi, mais par l'amour ; et saint Paul la formule aussitôt après : « Mais si, pour un aliment, ton frère est attristé, tu ne marches plus selon l'amour. »* Et Gide, avec cette même inévitable façon de conclure par le retour à soi, ajoute : *Mon Dieu, préservez-moi de tout ce qui peut flétrir et détourner mon cœur !* (1) Le pasteur est plus particulier encore et fait de tout cela une utilisation exhaustive : *C'est au défaut de l'amour que nous attaque le Malin. Seigneur ! enlevez de mon cœur tout ce qui n'appartient pas à l'amour* (2). (C'est-à-dire à l'amour coupable qu'il a pour sa pupille Gertrude.) C'est ainsi que par un habile choix on fait dire à l'Évangile, à saint Paul, à Montaigne, à Gœthe, à Barrès, à Darwin, à Stevenson, etc., tout ce qu'on a envie qu'ils disent. Pour

(1) Gide, *Numquid et tu.* Édition 1922, hors commerce, pp. 28-29.
(2) *La Symphonie Pastorale,* pp. 111-112.

Gide, ne pas choisir, cela veut dire : choisir ce que les gens délicats ne se reconnaissent pas le droit de choisir. Nous ne pouvons montrer la pensée de Gide au travail parmi tous ces auteurs, cela nous mènerait trop loin et il faudrait aborder un sujet dont nous préférons laisser l'exclusivité à Gide. Mais la méthode est toujours la même : elle consiste à chiper dans toute œuvre les moindres débris d'observation, de pensée, que Gide peut rapporter chez lui pour en consolider sa thèse. Quand un événement se dresse devant lui qui l'importune, qui le fait mentir, il s'en arrange. Mis en face de la conversion de son fils, le pasteur ne peut la nier, *mais je me persuade*, dit-il, *que dans la conversion de Jacques entre plus de raisonnement que d'amour* (1). Parmi tous les « scabreux » passages où Gide vient de se délecter dans Montaigne, il trouve cette déclaration qui le « gêne » : *Tenant pour absurde et impie si rien se rencontre ignoramment ou inadvertement couché en cette rapsodie, contraire aux sainctes resolutions et prescriptions de l'Église Catholique, Apostolique et Romaine en laquelle je meurs et en laquelle suis nay* (2). Que va-t-il donc faire de cela, qui malheureusement pour lui n'est pas unique dans l'œuvre? Il s'étonne de cette « curieuse soumission ». Mais il est tôt rassuré, il s'est « persuadé » qu'on pouvait *ne voir dans ces déclarations prémonitoires et protectrices que prudence hypocrite ; ou, ce qui serait beaucoup plus grave, parfaite indifférence à l'égard des articles de foi, du* Credo? (3) Ainsi, si vous dites comme Montaigne : *Je soumets* (mon œuvre) *au jugement de ceux à qui il touche de régler non seulement mes actions*

(1) *La Symphonie Pastorale*, p. 145.
(2) « Suivant Montaigne ». *N.R.F.*, juin 1929, p. 764.
(3) *Id.*, p. 764.

et mes escris, mais encore mes pensées (1), cela ne veut pas dire, comme n'importe qui aurait l'innocence de le croire, que vous êtes un enfant soumis de l'Église, cela veut dire ou bien que vous mentez, ou bien que vous ne croyez à rien ! Quelle discussion est possible avec une si éclatante mauvaise foi ?

Et que Montaigne reçoive sur son lit de mort, en pleine lucidité, les sacrements de l'Église, allez-vous croire qu'il est sincère, en cet instant qui n'est pourtant plus celui de mentir ? Mais non, ce qu'il fait, c'est par *pitié pour son épouse... qui attache à cet acte dernier toute l'importance qu'il continue* PEUT-ÊTRE *de lui refuser* (2). Peut-être ! Présentez à Gide un fait indubitable, il l'escamotera en vous disant qu'il est *peut-être* mis là pour autre chose. Voilà la pensée gratuite !

En voulez-vous un autre exemple ? *Pour un peu j'admettrais qu'Orphée, importuné d'être suivi par Eurydice, se retourna vers elle, conscient de son homicide regard* (3). N'est-ce pas incroyable ? Orphée n'était-il pas allé chercher Eurydice, n'avait-il pas affronté tout vivant les enfers pour ramener sa bien-aimée ? Mais qu'est-ce que cela peut faire à Gide ! Gide est ravi qu'un tel malheur soit arrivé à une femme et pour que son ravissement soit complet il faut qu'il prête à Orphée cette haine secrète, ce dépit contre la femme qu'il sent lui-même. Cela contredit toute l'histoire, mais qu'importe ! Ça fait plaisir à Gide.

Voilà ce que c'est qu'une idée gratuite. C'est proprement et simplement un mensonge. Nous n'avons pas le droit de penser n'importe quoi sous prétexte que ça nous fait plaisir. Ce qui n'est pas vrai, nous n'avons pas la

(1) *Id.*, p. 766.
(2) *Id.*
(3) *Un esprit non prévenu*, p. 75.

permission de lui fournir un déguisement, nous avons seulement à y renoncer, quelque regret que nous en ayons; Jacques Rivière, découvrant en captivité chez les Russes mille puérilités qui déçoivent l'espèce de tendresse qu'il a toujours eue pour eux, écrit tristement : *Combien il m'est dur de les abandonner sur tant de points ! Mais que faire contre la vérité?* (1)

(*A suivre.*)

ISABELLE RIVIÈRE.

(1) *Carnets*, p. 234.

NOTES ET DOCUMENTS

La « religion » de Flaubert

Dumesnil est sans doute l'homme de France qui connaît le mieux Flaubert. Depuis 1905, année où il publia une thèse qui fut accueillie de la manière la plus flatteuse et dont tous les travaux importants sur Flaubert ont dû faire état (1), il n'a cessé — sans préjudice pour bien d'autres études, on ne l'ignore pas — de s'en occuper soit dans des livres ou des chroniques « flaubertiennes » ou des articles. Le volume qu'il vient de donner à la collection *Temps et Visages* (2), condensant tout ce qu'on peut savoir actuellement de Flaubert et de son œuvre, apportant maints renseignements nouveaux et introduisant mille précisions, portant d'ailleurs toute cette érudition avec aisance et la présentant dans la forme la plus claire et la plus agréable, est un ouvrage désormais « indispensable » et que tous les esprits cultivés liront avec profit.

La première partie est d'ordre plus biographique, mais l'histoire des œuvres s'y mêle constamment à l'histoire de la vie, comme elle évoque les milieux — littéraires surtout — qu'a traversés Flaubert : elle abonde en faits et en références, les uns et les autres exactement vérifiés, qui rendront service à l'historien de la littérature et au curieux. On ne s'étonne pas que l'auteur de la thèse de 1905 consacre tout un chapitre, fort intéressant, à l'« hérédité » de Flaubert et du moins nous fasse connaître ses ascendants. Un autre, plus long encore, examine la « vie sentimentale » : peut-être Dumesnil

(1) *Flaubert, son hérédité, son milieu, sa méthode* (épuisé).

(2) René Dumesnil, *Gustave Flaubert, l'homme et l'œuvre*, 530 pp. in-8°, 7 illustrations hors texte bibliographie importante et index). Coll. « Temps et Visages », dirigée par M. André George (Desclée, de Brouwer).

insiste-t-il là-dessus un peu plus et avec un peu plus d'indulgence qu'il n'est strictement nécessaire (particulièrement sur tel épisode pour lequel l'expression de vie sentimentale, encore qu'elle soit presque toujours un euphémisme, a trop de noblesse).

La seconde partie est une étude diligente et soignée de l'œuvre elle-même : principes de l'art de Flaubert, son esthétique, les sources de chaque œuvre (beaucoup de détails précieux), la composition et le style, la philosophie...

Philosophie... On est tenté de dire que c'est un grand mot appliqué à Flaubert, encore que M. Lévy-Bruhl, — professionnel en la matière ou, si vous voulez, professeur, — ait écrit voilà plus de trente ans une étude sur *Flaubert philosophe*; mais il n'est pas certain que M. Lévy-Bruhl soit exigeant à cet égard. Philosophie sans rigueur en tous cas, qui est celle de maints écrivains et lettrés, ses contemporains (car Flaubert, certes, est de son temps et Dumesnil l'a bien marqué). Pessimisme et matérialisme, ou du moins agnosticisme, également aisé (« Je ne sais pas ce que veulent dire ces deux substantifs : matière et esprit... Je trouve le matérialisme et le spiritualisme deux impertinences égales... La mort n'a peut-être pas plus de secret à nous révéler que la vie (1) », etc.), aspiration à « l'anéantissement de la bienheureuse Nirvâna » — ce qui sent un peu la littérature — enfin quelque scientisme (c'était la belle époque) et cette idolâtrie lui inspirant le désir — qui a commandé toute son œuvre — de transporter dans la littérature la « méthode des sciences naturelles » : par bonheur son art corrigeait un principe qui eût tué, qui a tué de moins robustes écrivains (2). Dumesnil est trop bon flaubertien pour ne s'indigner pas contre ceux qui prétendent que son auteur « était incapable de *penser* »

(1) « Formule digne de Lucrèce, commente Dumesnil, et qui résume admirablement sa philosophie. » L'amour de son héros — beau défaut des biographes consciencieux — le rend bienveillant...

(2) Il est toujours resté, nous dit Dumesnil, « imprégné de l'enseignement des médecins philosophes et des idéologues « (Destutt de Tracy, Bichat, Cabanis).

ou contre cette « mode » qui l'a représenté comme « un cerveau médiocre ». Nous serions fâchés, à vrai dire, qu'il ne prît pas sa défense même sur ce point. Accordons-lui qu'il pensait... mais que sa pensée n'était pas fort vaste ni fort profonde. Après quoi il nous accordera qu'elle n'était pas non plus très originale et qu'elle était faite d'idées partout flottantes autour de lui (1).

La « philosophie » ne lui a donné ni la paix, ni le bonheur. Cette vie de Flaubert est triste et à fond de désespoir. Sa maladie certes y a contribué (2)... On me persuadera difficilement qu'elle en ait été la seule cause et que la foi n'en eût pas corrigé l'action. Le désenchantement foncier, le pessimisme sans recours, le vide terrifiant qui ont empoisonné sa génération — et deux ou trois générations — sans doute ont-ils blessé particulièrement cette âme de poète et d'artiste, pleine d'élans et faite pour d'autres espoirs. (Voyez ce que disait le P. Didon, consolant Mme Commanville au moment de sa mort : « C'était une âme de haut vol ; il est impossible que ce regard si grandement ouvert sur l'idéal n'ait pas entrevu l'Infini et je crois que ces êtres-là sont de la race des immortels que le Christ recueille. ») Privé de l'absolu véritable dont il avait soif, il a mis l'absolu — chose tragique à la fois et pitoyable — dans la littérature. « Son Dieu, ce fut son Art »... Il n'est pas le seul qui ait fait — qui fasse — cette transposition. Parmi ses contemporains, les Goncourt aussi ont montré un amour exclusif, pratiqué une véritable

(1) Au même endroit (p. 316), il nous dit que « le déterminisme de Flaubert vient de la même source que celui de Claude Bernard ». Quelle qu'en soit l'origine, on avouera qu'il y a quelque différence entre les conceptions de l'un et de l'autre.

(2) Depuis Maxime du Camp, tout le monde a parlé d'épilepsie. Dumesnil, qui est médecin, étudie la question en détail dans un appendice de son livre ; l'examen minutieux des documents lui fait rejeter ce diagnostic et en tout cas il écarte « l'épilepsie franche » pour chercher du côté de l'hystérie (les troubles nerveux étant assez mal connus au temps de Flaubert, sa mort, qu'on a voulu attribuer à une attaque d'épilepsie, serait due à une « hémorragie ventriculaire »). (Dumesnil a ici le témoignage du médecin qui l'a soigné.)

religion de la littérature... avec quelque chose d'un peu plus ridicule; car ils étaient, eux, de vrais « gens de lettres »; Flaubert avait à cet égard plus d'élévation et d'envergure.

Mais ce qui distingue surtout Flaubert, c'est qu'il a été non seulement le dévot, l'idolâtre de l'art d'écrire — mais l'ascète, le martyr... Son art l'a dévoré : « Ah! je les ai ressenties, les *affres du style* »; le mot est célèbre et il le mérite. D'autres aveux de cet homme qui se battait des journées entières contre les mots et les syllabes ne sont pas moins saisissants. « J'aime mon travail d'un amour frénétique et perverti, comme un ascète le cilice qui lui gratte le ventre [conception d'ailleurs absurde — et toute « littéraire » — de l'ascétisme chrétien]... L'Art, comme le Dieu des Juifs, se repaît d'holocaustes... [Je souffre des tortures, mais] je n'échangerais tout cela pour rien, parce qu'il me semble en ma conscience que j'accomplis mon devoir, que j'obéis à une fatalité supérieure, que je fais le Bien, que je suis dans le Juste »... Et il ne croyait à rien de transcendant... Singulière illusion : c'est l'éternelle aventure et il faut bien un substitut quelconque à la religion absente... Il dit encore : « Tu aimes l'existence, toi tu es une païenne, une méridionale, tu aspires au bonheur... Moi, je déteste la vie. Je suis un catholique. » Le catholicisme ennemi de la vie est un cliché fort répandu dans la littérature (un peu moins aujourd'hui); mais une certaine « haine de la vie », c'est-à-dire un certain désespoir (chose fort peu chrétienne...) est en effet visible chez Flaubert, et Mauriac croit justement que c'est cette haine de la vie qui l'a éloigné du catholicisme... C'est pour oublier, pour endormir ce désespoir que Flaubert, je ne dis pas : écrivait, mais se jetait à corps perdu dans la littérature, s'y abîmait, se livrait sanglant à sa terrible déesse. Cette fuite de lui-même, cette évasion nostalgique vers des climats lointains, ou mieux imaginaires, et des songes prestigieux — qui ont marqué son temps et, plus encore, les générations suivantes — il en a exprimé le sens dans cet aveu profondément sincère : « On ne saura jamais ce qu'il a fallu être triste pour entreprendre de ressusciter Carthage »

et pour servir — ô vanité — la littérature comme on sert Dieu (1)...

Cet « holocauste » dont il nous parle a-t-il été fécond? Et qui sait si cette « ascèse » démesurée n'a pas nui même à son art — un peu volontaire. Il mérite, sans nul doute, d'être admiré. Mais on sait qu'il n'est pas hors de conteste et peut-être a-t-il moins que d'autres l'audience de notre temps. Il y a sur le style de Flaubert un mot cruel et fort spirituel d'Henri Bremond. Je le tais pour ne pas faire de peine à Dumesnil — qui a droit à notre gratitude. Et puis ce serait lâche. Car j'ai beaucoup aimé Flaubert. Aussi, et en admettant même que cet amour ait diminué, j'ai lu avec quelque avidité le livre de Dumesnil. Je crois que personne ne le lira sans plaisir.

MAURICE BRILLANT.

*
* *

« *Les Iles* »

Ce n'est qu'une introduction, la présentation d'une collection nouvelle, mais elle enferme des pensées qui dépassent de beaucoup cette circonstance éphémère et quelques passages, qui méritent d'être conservés parmi les meilleures pages de M. Jacques Maritain. On les lit en tête du premier *Courrier des Iles*. On sait que *les Iles* succèdent au *Roseau d'Or* et qu'elles comprendront, à côté des ouvrages proprement dits (le premier volume est paru et ce sont les belles *Promenades avec Mozart* d'Henri Ghéon), un Courrier dont les fascicules remplaceront les *Chroniques* de l'ancienne collection.

(1) J'aurais aimé que, quitte à paraître critiquer son héros, Dumesnil expliquât discrètement l'insuffisance de la pensée flaubertienne...

L'esprit n'a pas changé avec l'apparence extérieure et M. Maritain reproduit « l'essentiel de la déclaration » parue dans le premier numéro des *Chroniques* : « Réunir pour un témoignage commun des écrivains par ailleurs très différents les uns des autres, voire opposés, rassemblés cependant par un même souci spirituel, très supérieur à toute littérature, tel est le dessein de cette collection... » Et la suite. Après quoi, il se félicite, non sans raison, que « cet effort ne soit pas resté tout à fait vain et que certains résultats notables en soient restés lisibles dans la situation spirituelle des lettres françaises ».

Néanmoins on s'est volontiers mépris sur le dessein qui avait inspiré la première collection et surtout on l'a crue « réservée à une collaboration exclusivement catholique ». La collection refuse d'adopter une étiquette confessionnelle pour deux raisons : « La transcendance du mot chrétien, — motif inspiré d'une certaine discrétion », — car ce nom désigne « une universalité de vérité et de vie incommensurable avec une œuvre temporelle et en user « comme de la raison sociale d'une entreprise périssable.... c'est s'exposer à faire juger le christianisme sur les déficiences probables » ; secondement, le sentiment de « l'universalité du catholicisme — motif inspiré d'un certain orgueil » — car « le catholicisme embrasse dans son universalité spirituelle tout ce qui porte le vestige du Dieu créateur et sauveur ».

On comprend mieux alors combien Maritain est agacé de voir amis ou ennemis restreindre les visées de la collection à une sorte de pieuse manœuvre : « la conversion religieuse de la jeune littérature »... Certes, dit-il, « nous plaçons la religion très au-dessus de la littérature »... Mais, jeune ou sans épithète, il « faudrait trop de naïveté vraiment pour espérer qu'elle puisse jamais être, comme telle, rendue au service de Dieu ».

Ce que voulait le *Roseau d'Or*, ce que veulent aujourd'hui *les Iles*, c'est « de faire entrevoir, comme par une allusion ou une anticipation, ce que *pourrait être* un état chrétien de la culture. » « La terre est jonchée de similitudes et de signes, de syllabes, non encore intelligiblement assemblées, de fragments dispersés tombés des corbeilles de Dieu. L'amour nous presse de les réunir, de ramasser partout les miettes de la grâce divine. » Belles paroles et qui rendent le son le plus

noblement chrétien. Modeste, Maritain se garde de croire qu'une collection suffise à cette besogne. Mais nous ne doutons pas qu'elle y contribue efficacement et qu'elle serve très bien l'esprit qu'on vient de définir.

Les dernières pages développent le symbolisme des *Iles* et les sens riches et divers que prend un titre d'abord assez mystérieux. Cela ne se résume pas et un commentaire le gâterait, — comme on ne peut transcrire ici les belles paroles bibliques dont M. Maritain compose un florilège et qui ont ému son intelligence et son cœur quand il a fallu nommer la jeune collection. « La raison principale de notre choix est qu'il est beaucoup parlé des Iles dans l'Ecriture et qu'elles ont offert avec les Mages des présents à Jésus enfant. »

Le premier fascicule du *Courrier* nous apporte des poèmes originaux de Jules Supervielle et un très curieux *Témoignage sur Gandhi*, traduction d'une conférence de Mme M. E. Cheesman, juive d'origine, que l'influence de Gandhi avait rapprochée du christianisme et qui, après un passage dans le protestantisme, est devenue catholique; elle a beaucoup connu le Mahatma et elle a récemment encore travaillé avec lui; elle en dessine un portrait vivant et sympathique. Enfin M. Etienne Borne donne une longue étude et des plus nourrissantes — *Travail humain et esprit chrétien* — où, partant de la nouvelle morale du travail, que l'ouvrier moderne, au moins implicitement, adopte de plus en plus et qui semble en opposition avec la morale chrétienne, il essaie « d'intégrer à une vision chrétienne du monde tout ce qu'il y a de solide et de vrai dans l'amour de l'ouvrier moderne pour son travail et même dans l'idée qu'il se fait de la nature de ce travail et de la justice qui lui est due ». La solution qu'il offre, établie avec soin, très équilibrée, animée d'un christianisme profond, semble devoir emporter l'assentiment.

Ajoutez que le volume est illustré le plus aimablement du monde : cinq dessins de Jean Hugo, œuvres aux lignes d'une finesse exquise, sans surcharges, certes, et sans ambitieuses complications, toutes pleines d'une rare poésie; reproduction aussi de deux tableaux du même artiste : art d'une fraîcheur et d'une simplicité raffinées, mais aussi spontanées qu'émouvantes.

M. B.

Aux sources du rythme et de la musique

Dom B. de Malherbe, O.S.B., propage depuis trois ans, par des conférences en différents centres universitaires de France et de l'étranger, des théories nouvelles sur le rythme musical. Il annonce un volume prochain qui les exposera en détail. Et voici déjà que la docte *Revue Musicale*, dans son numéro de janvier, leur donne un surcroît de notoriété en livrant à son public choisi l'important résumé que l'auteur en fait lui-même.

De quoi s'agit-il donc?

D'ouvrir à notre musique, dont les ressources s'épuisent, des horizons nouveaux, de délivrer enfin tout à fait cet « ars bene movendi » de la raide tyrannie de la mesure (= isochronisme et temps fort + proportionnalité des temps) et de la ramener au rythme naturel. O mère Nature, nous lasserons-nous jamais de revenir à toi! Mais, au fait, qu'est-ce que cela veut dire? Y a-t-il une musique naturelle? un rythme de la nature? Dom de Malherbe en est convaincu; mais, en vérité, il nous convainc surtout qu'il trouve dans la nature, en y regardant de loin, des mouvements non sans rapport avec ce qu'il imagine. Il serait enfantin de lui en montrer à foison qui vont à l'encontre de sa thèse. Il n'est même pas bien difficile d'observer que rien, dans la nature, ne se déplace sans un certain système de battements réguliers (1). Et, si l'on essaie de s'élever à une idée d'ensemble, on se voit enfermé dans un isochronisme de plus en plus large, mais tellement sensible que, sans lui, nous n'aurions jamais eu la notion du temps, et tellement tyrannique que

(1) Cela ne peut-il expliquer la particulière impression de malaise que cause, dans un paysage, l'irruption d'une automobile, animal qui ne remue ni pattes ni anneaux, ou d'un avion, qui vole sans battre des ailes, ou d'un gros bateau à hélice, qui vogue sans ramer le vent? Erik Satie, musicien de bonne race et d'une très délicate sensibilité, aimait certes la lumière et en mettait plein ses partitions; mais le soleil, auquel, sans doute, il ne voyait pas, comme le psalmiste, des jambes de géant pour parcourir le ciel, il le traitait de raseur et de tourte. (Cf. *Erik Satie*, par P.-D. Templier, p. 52.)

nous ne pouvons vraiment rien imaginer en dehors de cette notion. Et puis l'art ne comporte-t-il pas nécessairement une part de simplification et d'artifice? Dom de Malherbe le concède et nous lui concéderons sans la moindre difficulté que cette part est toujours révisible.

Mais de quel mal exactement, ou de quel malentendu souffrons-nous en musique depuis des siècles? D'une damnable confusion entre rythme et mesure, qui perdure obstinément, bien qu'en réalité rythme et mesure, non seulement s'opposent, mais « s'excluent irrésistiblement ». Platon avait dit : « le rythme est l'ordonnance du mouvement », ce qui est la vérité même. Aristoxène dit ensuite : « le rythme est l'ordonnance des durées », et, par la malice du sort, c'est l'aristotélicien que l'on a suivi. Or, sa définition n'est pas celle du rythme, mais de la mesure. Tout est là : « Tant qu'on se maintient au point de vue de la durée pour la division des temps sonores au lieu de se mettre à celui du mouvement, on reste prisonnier de la mesure. » C'est-à-dire, si je comprends bien, que les temps, divisions de la durée par le mouvement, peuvent être considérés soit du côté de ce qui est divisé (la durée), soit du côté de ce qui divise (le mouvement), et c'est ce dernier point de vue qu'il faut choisir. Je veux bien; mais au fond qu'est-ce que cela change? Quel que soit le point de vue : ou bien l'on ne voit rien du tout parce qu'on s'y enferme hermétiquement, ou bien l'on voit en corrélation continuelle le mouvement et la durée, qui sont, de fait, inséparables. Or le rythme, — qui est ce que l'on recherche, — n'est, de soi, ni mouvement, ni durée, mais ordonnance, c'est-à-dire mise en ordre d'éléments divers, par rapport à un principe ou une constante. L'ordonnance d'un mouvement est absolument inconcevable si l'on ne suppose ce mouvement composé de certains éléments et ces éléments susceptiles de rapports communs (et donc d'une *commune mesure*) avec un principe ordonnateur. Le retour à Platon nous rejette dans les cachots de la tyrannique « proportionnalité des temps », dernier retranchement, selon Dom de Malherbe, de ce qui constitue « la mesure ».

A vrai dire, Dom de Malherbe ne sort pas de cette terrible proportionnalité, si ce n'est, me semble-t-il, par quelque illusion un peu naïve. Ses règles d'exécution (d'ailleurs beaucoup plus tyranniques que la bonne vieille barre de mesure,

dont on peut faire tout ce qu'on veut) sont dominées par deux principes :

1° Toutes les notes sont essentielles, ayant le même rôle : manifester la ligne du rythme musical ; 2° aucune proportionnalité entre les notes : elles sont incommensurables. Toutefois ces incommensurables ont une valeur, laquelle est « précisée par les règles d'exécution ». Que disent ces règles? par exemple : « prolonger le son au sommet d'une ascension » et ceci « à proportion de la longueur de l'ascension » ; si cette règle précise une valeur de note, n'est-ce pas par la comparaison de deux durées, dont la note serait la commune mesure? ou bien : « la voix ne s'immobilise jamais sur une note en la prolongeant uniformément » ; mais comment saura-t-on qu'une note doit être considérée comme immobile, sinon en comparant sa durée à celle des notes précédentes? ou encore (« règle fondamentale ») : « par un silence que l'on entend, ou par un son que l'on n'entend pas, on remplit le temps qu'il faudrait pour chanter les notes de l'intervalle quinte, tierce, octave, etc., si on les faisait entrer dans la mélodie » ; mais qu'est-ce que cela peut bien signifier si les notes n'ont pas entre elles une certaine proportionnalité, difficile peut-être à établir mathématiquement à cause des variations fréquentes du mouvement, mais réelle?

D'ailleurs voici qui dispense de longues démonstrations. Dom de Malherbe s'enorgueillit de ce que ces règles « permettent, comme les enregistreurs l'ont remarqué avec étonnement, de chanter un morceau plusieurs fois de suite et à des semaines de distance, exactement dans le même nombre de minutes et de secondes ». Comment ne voit-il pas là le triomphe de la plus implacable isochronie? le tout ne cessant d'être égal à la somme de ses parties, nous avons, en cette vérification expérimentale, la preuve la plus irrécusable de ce fait que, non seulement Dom de Malherbe n'échappe pas à la proportionnalité des temps, mais que, par son système, il s'y assujettit avec une rigueur de précision jusqu'ici inouïe.

Reste à savoir si c'est là un progrès, et si l'interprétation proposée mérite les éloges dont MM. Bergson et Romain Rolland l'ont courtoisement honorée. Je le souhaite (l'art des musiciens vaut généralement mieux que leurs théories) et je m'en réjouirais très sincèrement pour la musique et même, plus humblement, pour la pédagogie, qui ne manqueraient

pas de profiter de ces découvertes. Mais il ne s'agit ici que de la théorie qu'on nous présente. Je pense que l'auteur allégerait beaucoup le livre qu'il nous annonce, en partant purement et simplement de la doctrine, suffisamment connue maintenant, de Dom Mocquereau, d'où il tire, sans le nommer, tout ce qu'il y a de solide dans son système (du moins tel que le résume l'article dont nous parlons), pour, ensuite, montrer ce que ses idées personnelles sur les accélérations et ralentissements du mouvement et sur l'interprétation rythmique des intervalles mélodiques ont d'opposé à celles de l'école de Solesmes, et, enfin, fournir une justification d'ordre philosophique — s'il y tient — et esthétique, mais aussi historique et paléographique de la position qu'il prend.

R. Mouthier.

***

Quelques livres

Jean le Bleu, par Jean Giono (Grasset)

Curieux livre, qui plaît et qui déçoit. La langue est plus belle que de coutume parce qu'aussi chaude, aussi riche, et plus simple : soudainement débarrassée de tout le procédé laborieux qui fait de tant de livres de Giono des « à la manière de Ramus ».

Sur son enfance — vérité et fantaisie, souvenirs pris au hasard — Jean le Bleu a d'exquises et prenantes choses à nous dire. Ce qui déçoit c'est la pensée. Un je ne sais quoi d'honnête et de franc éveille la sympathie, puis tourne court. Le bon cordonnier philosophe a notre amitié, mais pourquoi son fils — qui n'est pas cordonnier, ni si bon, ni si simple — philosophe-t-il si platement dans une constante confusion entre étrange et mystérieux, chargé de sens et tout simplement obscur?

Faubourgs de Paris, par Eugène Dabit (N.R.F.)

Cette fureur de « documents », qui a saisi tant d'écrivains contemporains, cache-t-elle, chez la plupart, autre chose que la manie d'écrire, la hâte de se voir imprimer et l'impuissance à créer?

Pourquoi Eugène Dabit, qui promettait mieux — qui promettait beaucoup avec *Hôtel du Nord*, et qui a beaucoup à dire, et du talent, — en est-il, comme tant d'autres, à nous débiter la monnaie de la pièce? Pourquoi, après l'œuvre, les matériaux et non l'œuvre nouvelle que nous espérions?

Traduit de l'américain, par Roger Breuil. (Éditions du Cavalier)

Un premier roman. La préface seule aurait pu nous l'apprendre : très brève mais très suggestive, elle nous avertit que Roger Breuil joue la difficulté et qu'il a quelques thèses dans son bagage de jeune romancier.

Heureusement il ne tient pas ce qu'il promet : il fait mieux. Son Georges Wendell B. est excellent : nous sommes quelques-uns à en pouvoir juger qui n'avons pas eu besoin pour cela de traverser l'Atlantique. Alors, pourquoi le déguisement américain? pudeur? ou méprise? Roger Breuil a trop de finesse pour ignorer longtemps sa voie; aura-t-il la hardiesse de s'y engager pleinement? son prochain roman nous le dira.

Souvenirs de la terre, par Jean Cassou (Éditions R.-A. Corrêa)

Un homme et une femme liés à jamais par l'enfer laissent crier leur péché, leurs désirs, leurs joies empoisonnées, leurs dégoûts, tout leur passé éternellement présent, et cela est d'une horrible et très humaine beauté.

Mais pourquoi ces trop nombreuses pages de philosophie bien nébuleuse et de laborieuse fantaisie? C'est une faiblesse, et qui s'allie fâcheusement à celle d'une langue qui est très belle mais un peu trop constamment tendue vers le pathétique.

L'Anglaise et d'autres femmes, par André Maurois (La Nouvelle Société d'Éditions)

Bribes de psychologie, bribes de fantaisie, bribes d'idéalisme et bribes de réalisme : un peu de tout et pas grand chose qui vaille!

Il y a belles lunes qu'André Maurois ne nous a donné un beau livre! La veine est elle épuisée? Ou l'auteur est-il si pressé de faire paraître volume après volume qu'il ne s'accorde plus le loisir de se demander ce qu'ils valent?

Les Hauts Ponts, t. II : **Les fiançailles**, par Jacques de Lacretelle (N.R.F.)

Lise Darembert en lutte avec le monde où elle veut se refaire une place : son âpreté, sa rouerie et, parce qu'elle est très jeune, sa candeur, ses élans, ses maladresses qui aboutissent à ce pitoyable Jean de la Fontange. L'histoire peut sembler banale : les personnages ne le sont pas. Ce qui les sauve tous — il est seulement dommage que ce soit tous de la même manière — c'est ce dur noyau d'amour-propre où leur personnalité se réfugie et d'où elle se manifeste, quand la crise est aiguë, avec une franchise à la fois plate et cynique.

Lise, libérée de Jean, attend seule et avec bonheur son enfant. Si l'auteur est logique, ce sera une nouvelle déception : trop fâcheuse ascendance et Lise doit être une piètre éducatrice.

Tropique, par André Demaison (Grasset)

On prend cinq hommes au hasard : ce sont cinq médiocres que l'isolement, la fièvre, la solitude, rendent malfaisants. Il n'est pas besoin pour cela d'aller au Tropique.

Quand un gamin de 19 ans — sans grand caractère et sans autre bagage que « l'enseignement de mes maîtres » dont il nous rompt la tête — se cogne le nez sur la dure humanité, il a mal... quelle que soit la latitude.

M. Borderie.

A TRAVERS LES REVUES

Le Cimetière marin

Paul Valéry s'en explique dans la **Nouvelle Revue Française** du 1er mars avec une franchise subtile.

Je suis accoutumé à être élucidé, disséqué, appauvri, enrichi, exalté et abîmé — jusqu'à ne plus savoir moi-même *quel* je suis ou de *qui* l'on parle...

Mais à entendre, un jour, M. Gustave Cohen disserter sur son œuvre, Valéry eut la

sensation du contraste entre le souvenir de mon travail qui se ravivait, et la figure finie, l'ouvrage déterminé et arrêté auquel l'exégèse et l'analyse de M. Cohen s'appliquait. C'était là ressentir comme notre être s'oppose à notre paraître. ... La notion d'*Auteur* n'est pas simple, elle ne l'est *qu'au regard des tiers*.

Quoi qu'il en soit, M. Valéry y trouve prétexte à s'élever à des considérations plus générales sur la poésie et la prose :

Le poète, à mes yeux, se connaît à ses idoles et à ses libertés, qui ne sont pas celles de la plupart... L'essence de la prose est de périr, — c'est-à-dire d'être « comprise », c'est à dire d'être dissoute, détruite sans retour, entièrement remplacée par l'image ou par l'impulsion qu'elle signifie selon la convention du langage... Mais la poésie exige ou suggère un « Univers » bien différent : univers de relations réciproques, analogue à l'univers des sons, dans lequel naît et se meut la pensée musicale. Dans cet univers poétique, la résonance l'emporte sur la causalité, et la forme, loin de s'évanouir dans son effet, est comme *redemandée* par lui. L'Idée revendique la voix. (Il en résulte une différence *extrême* entre les états créateurs de prose et les états créateurs de poésie)... En somme, plus un poème est conforme à la Poésie, moins il peut se penser en prose sans périr.

Une tentative comme celle de M. Gustave Cohen, qui prétend présenter un « essai d'explication du *Cimetière marin* » n'est-elle donc que vanité? Il faut avouer qu'à lire l'élégante petite brochure qui vient d'être publiée (1), on serait tenté d'y consentir. C'est clair, honnête, solide — et même pesant. Un bon professeur qui commente consciencieusement Valéry comme il ferait d'Homère. Mais tant d'explications remplaceront-elles jamais l'intuition que crée la saveur immédiate du poème?

Je veux bien qu'on distingue dans le *Cimetière marin* 4 parties :

Immobilité du Non-Être éternel et inconscient (Strophes I-IV);

Mobilité de l'Être éphémère et conscient (Strophes V-VIII);

Mort ou immoralité? (Strophes IX-XVIII);

Triomphe du Momentané et du successif, du changement et de la création poétique (Strophe XIX-XXIV).

Tout cela est sans doute fort scrupuleusement découpé, et M. Valéry, poliment (n'y a-t-il pas quelque ironie?), avoue que l'auteur

> a recherché mes intentions avec un soin et une méthode remarquables, appliqué à un texte contemporain la même science et la même précision qu'il a coutume de montrer dans ses savantes études d'histoire littéraire...

Mais je ne puis oublier ce qu'il avait, quelques pages auparavant, à si juste titre affirmé :

> Résumer, mettre en prose un poème, c'est tout simplement méconnaître l'essence d'un art. La nécessité poétique est inséparable de la forme sensible, et les pensées énoncées ou suggérées par un texte de poème ne sont pas du tout l'objet unique et capital du discours, — mais des *moyens* qui concourent *également* avec les sens, les cadences, le nombre et les ornements, à provoquer, à soutenir une certaine tension ou exaltation, à engendrer en nous un *monde* — ou un *mode d'existence* — tout harmonique.

(1) Gustave Cohen, professeur à la Sorbonne. Essai d'explication du *Cimetière marin*, précédé d'un avant-propos de Paul Valéry au sujet du *Cimetière marin*, librairie Gallimard. (Cet avant propos est l'article ici analysé de la *N. R. F.*)

Mais enfin comment faut il comprendre la *lettre* du poème? Que signifie au juste un texte parfois obscur? Voici la réponse qui ravira les poètes et navrera les pédants :

Il n'y a pas de vrai sens d'un texte. Pas d'autorité de l'auteur. Quoi qu'il ait *voulu dire*, il a écrit ce qu'il a écrit. Une fois publié, un texte est comme un appareil dont chacun peut se servir à sa guise et selon ses moyens : il n'est pas sûr que le constructeur en use mieux qu'un autre. Du reste, s'il sait bien ce qu'il voulait faire, cette connaissance trouble toujours en lui la perception de ce qu'il a fait.

Ces explications à propos d'un « essai d'explication » sont d'une subtilité qui enchante. Que l'œuvre de M Cohen nous ait valu une telle préface, c'est déjà un titre suffisant à notre gratitude...

Memento

Notre Temps, 9 avril. — Jean Sarment, *Patrie perdue*, poème.

La Nouvelle Revue Française, 1er avril. — Boris de Schloezer, *Les carnets de « l'Idiot »*. — A. de Saint Exupéry, *Une planète*.

Revue internationale du Cinéma éducateur, mars. — É.-A. Baughan, *La dépréciation de l'intelligence du public*.

Je ne crois pas que le cinéma puisse s'épanouir pleinement tant qu'on ne produira pas de films de différents genres pour les diverses classes de la société.

Revue d'histoire de l'Église de France, janvier-mars. — Jules de la Martinière, *Les visions sur Jeanne d'Arc de M. Jacoby*.

Mercure de France, 15 mars. — Henry D. Davray, *George Moore*. — A. Mouffle t, *De quelques attentats contre la langue française*.

ÉDUCATION

E. ROLLAND. *Réflexions pédagogiques.*

— Quelques erreurs pédagogiques.
— Respect de la personnalité.
— Spontanéité.
— Principe d'immanence.
— Conclusion.

J. CAYEUX. *Pour préparer les jeunes à l'action.*

La formation sociale.

M. BRILLANT. *Radiophonie « éducative » et Société des Nations.*

Quel est l'avenir de la radio-diffusion scolaire?

Réponses à notre enquête sur les méthodes et les résultats de l'enseignement religieux dans l'enseignement libre.

Réflexions pédagogiques

Le problème pédagogique apparaît à la réflexion délicat et complexe, il semble se ramener à la solution d'une antinomie ; et l'éducateur se voit obligé de passer entre deux écueils : l'excès de l'individualisme, d'une part, et par ailleurs, ce qu'on appellerait le conformisme social. Il s'agit en effet, dans toute éducation, de former un homme : même la simple instruction technique ou littéraire n'a pas le droit de négliger la totalité de l'être dont le développement lui est confié. Le maître doit se soucier, en effet, du développement personnel de l'élève, qui doit être assuré et respecté en tout état de cause. La personne humaine, fût-ce celle d'un enfant, surtout celle d'un enfant, ne doit jamais être traitée comme simple moyen ; elle constitue une « fin en soi (1) ». Mais l'homme, qu'il faut éduquer et préparer, est destiné à mener une vie so-

(1) L'emploi de cette locution kantienne ne doit pas faire illusion. De même qu'il est fait abstraction ici de la préparation sociale de l'élève, on s'abstient de traiter *ex professo* le point de vue théocentrique de l'éducation. Mais il reste bien entendu qu'éveiller un esprit à la vérité et à la beauté, une âme à l'amour, c'est stimuler dans le sujet la recherche de Dieu qui est Vérité, Beauté, Bonté. Il n'y a plus, après saint Thomas, à insister sur l'indigence profonde de l'homme laissé à lui-même. L'éducateur a pour tâche de mener l'élève à Dieu : le cadre social est un moyen pour permettre à l'âme d'atteindre Dieu, sa Fin. Il n'y a de vrai développement personnel que par ressemblance à Dieu, et dans l'économie surnaturelle par ressemblance au Christ, image de Dieu.

ciale, à produire un rendement social, à travailler en collaboration avec d'autres hommes. Et ainsi apparaît, en même temps que le droit pour chacun d'être soi-même, la nécessité de s'adapter aux conditions de l'existence en commun. Le problème pédagogique semble bien n'être qu'un aspect particulier d'un problème beaucoup plus général : qui consiste à rechercher une conciliation du facteur individuel et du facteur social ; problème ardu s'il en est, résolu en des sens très divers, et même opposés, par différentes écoles. L'individualisme est un excès, le sociologisme en est un autre. Dans l'explication de l'homme, dans la réglementation de l'activité humaine, il ne faut perdre de vue ni la réalité et les droits de l'élément personnel, ni l'existence et les exigences de l'élément social. Il doit en être de même sur le terrain pédagogique. Alors même que l'accord paraîtrait difficile, il faut le tenter, et sans doute est-il possible. A cause de la méconnaissance fréquente et profonde de l'élément personnel, c'est à définir et à dégager cet élément que l'on s'attachera dans ces pages.

I. *Quelques erreurs pédagogiques*

Il y a des éducations qui laissent se développer au hasard, et sans aucun souci de direction, la personnalité de l'enfant : c'est là une pédagogie anarchique, ou mieux une absence de pédagogie. La personnalité n'est pas comprimée, mais elle est négligée, elle est pratiquement méprisée : on méconnaît le droit de l'élève à l'aide requise pour que son être se réalise harmonieusement. Ne respecte pas vraiment la personnalité de l'enfant l'éducateur, père ou mère, professeur, qui la laisse croître sans règle. Un professeur qui ne s'occupe pas de son élève n'est pas un bon professeur. L'histoire nous présente des exemples caractéristiques de tels développements : si l'issue n'en a

pas toujours été fâcheuse, c'est aux dons naturels du sujet, sans doute, qu'on le doit. La méthode cependant, ou mieux ce défaut de méthode, est déplorable.

Mais l'éducation comprimante n'est pas plus recommandable. Elle est de plus en plus rare, dans la plupart des familles et des maisons d'éducation. Elle existe encore cependant. Il arrive d'ailleurs que les principes qu'on va s'efforcer de rappeler soient méconnus dans des éducations même anarchiques. Là où le caprice des parents, des professeurs a succédé à l'autorité véritable et aux règles traditionnelles, il s'en faut de beaucoup que la place soit assurée à un développement sinon harmonieux, libre du moins, et à une expansion de la personnalité de l'enfant. Aussi bien, la remarque pourrait être généralisée et étendue au domaine de la direction spirituelle, qui est aussi une façon de pédagogie, et la plus excellente. Il arrive, là aussi, que l'on oublie le respect qui est dû à la liberté, sainement entendue, du sujet.

Certaines personnalités d'éducateurs, hommes par ailleurs éminents, semblent en effet souffrir d'une sorte d'hypertrophie, qui les amène tout naturellement à empiéter sur la personnalité de ceux qu'ils ont à former intellectuellement ou moralement, à l'étouffer ou du moins à la comprimer plus que de raison. Leur but semble être avant tout de façonner à leur propre image ceux auprès de qui s'exerce leur influence, de leur transmettre leurs façons de juger et de sentir, de leur continuer indéfiniment, et indiscrètement, leur patronage. Ils aspirent, dirait-on, à demeurer toujours aussi nécessaires, à être les guides indispensables. Et, instinctivement, ils diminuent l'esprit d'initiative de leurs patronnés, et tendent à se substituer à eux dans la direction de leur vie, en maintenant à leur profit une union qui par nature devait être transitoire. Ce travail d'absorption de personnalité n'est

pas rare, et il est souvent donné d'en observer des exemples typiques. Ces individualités encombrantes se font d'ailleurs aisément illusion et mettent au compte du zèle leur accaparement des esprits et des âmes. Mais au fond de cette tendance, c'est bien un excès d'égocentrisme qui se rencontre. Il y a là un effort, pour ramener à soi, pour exploiter en fonction de soi les énergies de l'élève qui devraient s'épanouir et se développer pour elles-mêmes : l'erreur est grave, et consiste en une méconnaissance foncière des vraies lois de la vie.

Si de tels maîtres sont ennemis de l'originalité des autres, c'est par excès d'une originalité mal comprise. Il arrive plus souvent que la formation personnelle de l'élève rencontre pour ennemi un certain conformisme étroit et tyrannique, qui sévit naturellement dans tout groupement social, plus gravement dans un groupement uniforme et fermé. La différence est grande entre un milieu scolaire de recrutement varié et large, et un milieu de recrutement local, de même nuance sociale : Ici préjugés et observations mesquines, là des vues plus élevées et un respect plus grand des façons personnelles de voir et d'agir. Plus une collectivité est isolée du dehors, plus les chances de conformisme simpliste augmentent. Le sociologisme a excellemment analysé cette pression sociale d'une conscience commune sur la conscience individuelle : il y a quelque chose à retenir de ses explications. Il semble que le groupement tende instinctivement à se défendre contre les velléités d'indépendance individuelle, susceptibles de modifier les mœurs admises. Certains éducateurs, loin d'être en garde contre cette manifestation de tyrannie sociale, semblent prendre plaisir à la favoriser, et à étouffer l'originalité des sujets mieux doués ou d'humeur plus libre — non pas certes par suite d'une originalité débordante, mais par une jalousie inconsciente de tout ce qui

dépasse leur propre médiocrité. Il entre dans leur disposition du simplisme, qui veut ramener à une même formation les différents types d'élèves, dont ils sont incapables d'analyser et de comprendre la complexité. D'où une pédagogie mécanique qui s'exerce sur le terrain intellectuel, moral, religieux même. Il faut que toutes les individualités entrent, de gré ou de force, dans un cadre rigide, en vue de certaines réalisations extérieures, uniformes : ainsi se trouve satisfait un certain esprit d'ordre qu'il faut leur reconnaître ; ainsi se trouve maintenue dans une classe ou une division une discipline matérielle, presque militaire, qui fait bonne impression sur les visiteurs pressés, et sur les familles peu attentives. Mais quels sont les effets réels et profonds de pareilles conceptions pédagogiques ; et à quelle formation vraie pourra-t-on aboutir ?

Le danger est trop évident : c'est d'abord celui de faire souffrir cruellement certaines natures, absolument incapables de se plier à un conformisme aussi étroit et inintelligent : ce ne sont pas cependant les moins bien douées et les moins intéressantes. Elles renferment en elles-mêmes, jalousement, leurs susceptibilités, leurs froissements, à la suite des incompréhensions et des indélicatesses, des brusqueries du maître. Leur âme se retranche farouchement dans sa forteresse intérieure, garde ses amertumes, ses rancunes, et au fond de tout un mépris assez excusable pour une pédagogie qu'ils jugent déficiente. Ils resteront soumis à la discipline du collège à cause de la pression familiale ; mais, qu'on ne soit pas dupe de leur docilité passive : ils sont déjà des révoltés ; ils seront plus tard nos ennemis. Et si par malheur, comme il arrive, c'est en matière religieuse qu'ils se sont sentis violentés et lésés, ils deviendront tout naturellement des sectaires. Devant certains échecs de notre formation éducative, songeons à faire de temps en temps notre examen de conscience. Il

ne tenait qu'à nous souvent de former, de nous attacher profondément les âmes : mais il y aurait fallu plus d'intelligence et de vraie bonté, pour tout dire plus de tact.

Ne poussons pas les choses au pire. Nous ne les aurons peut-être pas formés contre nous ; mais les aurons-nous formés vraiment ? Rien ne diminue, comme cette méthode, le rendement intellectuel et moral de l'élève. Si on ne le rend pas hostile et sournois, on risque de lui faire perdre toute son originalité. N'échapperont à ce danger que les natures les plus résistantes et les plus décidées à rester elles-mêmes, en dépit de tout. Mais appliquez cette méthode à une classe d'adolescents : si la main du professeur est assez forte pour comprimer jusqu'au bout ses élèves et maintenir la discipline malgré la révolte qui couve dans les âmes, il aura compromis du moins la formation profonde, humaine, chrétienne de ses enfants. En matière intellectuelle, on n'aboutit par cette voie qu'à un développement inintelligent de la mémoire, à un verbalisme. C'est là non pas travailler jusqu'au fond les esprits et les cœurs pour leur faire rendre tout ce dont ils sont capables, mais c'est les stériliser pour une part en les standardisant. D'une éducation comprimante, de l'application d'une telle méthode, ne sortiront que par hasard des hommes capables de penser par eux-mêmes, aptes à une action profonde, qu'on puisse vraiment qualifier de caractères. Mieux vaudrait encore que les âmes aient subi l'emprise indiscrète et trop exclusive d'une originalité pléthorique. Mais de toute façon, on n'aboutit, par ces façons de faire, qu'à une éducation faussée : C'est qu'on a méconnu les données essentielles du problème pédagogique.

2. *Respect de la personnalité*

Une pédagogie vraiment soucieuse de sa tâche doit se

préoccuper en effet de dégager la personnalité de l'élève, pour l'éduquer, c'est-à-dire la fortifier et en même temps la transformer en mieux, en l'émondant. Mais pour réaliser cette formule qui résume le devoir de tout maître conscient de sa responsabilité, ce qui est avant tout requis, c'est le respect de la personnalité de l'enfant, la disposition à s'incliner devant cette unité complexe que représente un être humain, à éviter tout ce qui peut léser ou compromettre son autonomie sainement entendue. On connaît l'adage antique : *Maxima debetur puero reverentia.* Il faut interpréter cette maxime en un sens plus profond que celui dont on se contente d'ordinaire. On n'a pas suffisamment respecté l'enfant quand on s'est abstenu de poser devant lui un acte susceptible de le scandaliser. Le respect vrai et total exige autrement de délicatesse positive, il requiert un souci constant de ménager et de sauvegarder l'individualité irréductible de l'être.

Qu'on ne se fasse pas illusion en effet : la personnalité existe déjà chez le tout jeune enfant. Certains pédagogues, au sens péjoratif, qu'on voudrait davantage éducateurs, méconnaissent cette vérité. Ils agissent comme si tous les tempéraments et caractères étaient interchangeables et pouvaient s'accommoder de traitements identiques. C'est un contresens fondamental. L'enfant est une personnalité, et très vite il en a conscience : il se sait, il se sent centre d'attribution, digne d'être considéré pour lui-même. Qui n'a eu l'occasion de remarquer avec quelle facilité se développe l'instinct de propriété, à quel degré l'égocentrisme est instinctif chez l'enfant? Il y a évidemment des nuances à signaler sous ce rapport : certains ont une personnalité faible, insuffisante, et se laissent volontiers dominer, absorber par autrui. Le grand nombre, comme il est naturel, n'a qu'une tonalité moyenne. Rares sont les individualités fortes, débordantes. Et de ces dif-

férences l'éducateur aura à tenir compte. Mais la faute serait grave d'abuser de l'atonie d'un caractère d'enfant en particulier, ou d'une façon générale de la faiblesse naturelle à cet âge, pour diminuer sinon supprimer le développement autonome du sujet. Certains éducateurs, pourtant, semblent prendre plaisir à un tel abus de pouvoir. Pauvre victoire vraiment, qui ne peut contenter qu'un esprit indigent. L'enfant doit être d'autant plus respecté dans sa personnalité qu'il est plus faible. Et bien loin de brimer ou de brusquer les manifestations et les premières ébauches d'une virilité en germe, le vrai maître se penchera avec sollicitude et tendresse sur cette faiblesse qui appelle une aide, qui commande le respect. L'enfant devrait avoir toujours le sentiment que ses idées, ses façons de sentir, ses façons d'agir, en ce qu'elles ont de légitime, sont observées avec bienveillance et avec une compréhension large : alors seulement un épanouissement de ses facultés et un accroissement de ses disponibilités deviendra possible.

On vient de mentionner les dispositions essentielles qui doivent se rencontrer chez tout éducateur digne de sa mission. Une formation d'enfant doit respecter le caractère personnel du sujet : disons bien qu'elle n'est réalisable que dans une atmosphère de bonté, de compréhension, de confiance réciproque. On ne comprend pas une âme, un esprit, une doctrine même, sans un minimum de bienveillance. L'enfant a droit à notre sympathie, il en a besoin. Et il s'agit d'une sympathie vraiment désintéressée, qui s'oublie pour se mettre à la place de celui qu'il faut comprendre d'abord, avant de le transformer. Sans cela, quelle influence pourrait jamais s'exercer? Il faut donc chez le maître intelligence et largeur d'esprit : qu'il sache admettre des mentalités très différentes de la sienne. Un vrai professeur ne s'irrite pas de ren-

contrer des tempéraments intellectuels très éloignés du sien propre : au contraire ; pas plus que de constater chez l'élève des idées personnelles opposées aux siennes, pourvu qu'elles soient soutenables et saines. Il devrait s'inquiéter de retrouver chez le disciple les formules telles qu'il les a transmises, littéralement reproduites. Sur une foule de points on peut défendre le pour et le contre. En aucun point, une pensée ne peut être identique à une pensée. Il y a donc place, et place nécessaire pour un libéralisme large et intelligent. Faut-il le dire? On est loin de le rencontrer toujours, même dans l'enseignement supérieur : on y cultive parfois le verbalisme et il arrive qu'on y favorise la formation uniforme. Il est si naturel à un maître de s'affectionner à ses pensées et à ses formules, plus qu'à ses élèves : c'est une paternité plus immédiate, et moins coûteuse.

Le disciple doit être hospitalier pour les pensées du maître, mais la réciproque n'est pas moins vraie. De part et d'autre il doit y avoir un sentiment d'aise et de confiance. Tout professeur sait par expérience combien sa tâche est gênée parfois par des élèves malveillants et d'une franchise déficiente : ils sèment la suspicion et empêchent la collaboration nécessaire. Mais s'il faut aux élèves docilité vraie et loyale, il faut au professeur compréhension large, bienveillance sincère, pour tout dire à la fois bonté et tact. Ne fermons ni l'esprit ni le cœur de ceux que nous avons à éduquer.

Si l'élève, par notre faute, s'éloigne de nous, l'accomplissement de notre tâche deviendra difficile, sinon impossible. Voyons en effet de plus près la technique qu'elle met en œuvre. Si nous réclamons comme condition première de toute éducation le respect de la personnalité de l'enfant, c'est que la nature des choses l'exige ainsi. Tout individu raisonnable est un microcosme, jouissant de son

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

caractère propre irréductible. Le principe des indiscernables est à rappeler sans cesse à ceux qui l'oublieraient par manque de réalisme. Il n'y a pas deux enfants dont les traits intellectuels, moraux, soient identiques, quelle que soit la ressemblance apparente. Aussi n'y en a-t-il pas deux à qui on puisse appliquer identiquement la même méthode. Toute la difficulté de la tâche éducative est indiquée dans cette constatation élémentaire, si souvent oubliée. Il faut donc d'abord que l'éducateur se préoccupe de comprendre, autant qu'il est possible, la complexité de l'être intellectuel et moral qui s'offre à son expérience. Mais comment obtenir de l'individuel une science exhaustive? Sans doute il ne peut s'agir que d'une approximation : mais le travail qu'elle exige est énorme. Il faut ici que le maître s'essaie, le moins inexactement qu'il peut, à embrasser, dans une sorte de vue intuitive, la totalité de l'être. En rigueur, il en est réduit à procéder par coupes schématiques, successives, de cet objet, si riche qu'il dépasse la portée d'une raison abstractive. Il y aura toujours, au bout de cette analyse, un résidu inassimilable pour la raison. C'est affaire de tact, de sens du réel, affiné par de multiples expériences et réflexions, que de ne laisser de côté aucun élément essentiel qu'il faut connaître dans le caractère de l'enfant pour agir sur lui d'une façon convenable.

Que pareil résultat soit difficile à obtenir, qui en doutera, rien qu'à rappeler ses propres souvenirs d'élève ou de professeur? Ne nous est-il pas arrivé à chacun, étant enfant, de nous sentir incompris par un maître trop simple et trop rapide en son jugement? Ne nous est-il pas arrivé de nous sentir débordés par l'exubérance de certaines personnalités d'élèves, que nous n'arrivions pas à étreindre en raison de leur complexité, ou de notre expérience trop limitée? C'est à force d'erreurs loyalement reconnues

qu'une compétence pédagogique s'acquiert. En tout cas, s'il y en a de mieux doués que d'autres pour devenir plus vite et plus parfaitement des maîtres, il reste bien que la tâche éducative est d'une énorme difficulté, et qu'elle requiert, en plus d'une grande bonté, beaucoup d'intelligence.

On le voit par la portée même de cette remarque. Il ne s'agit pas simplement d'apprendre à un enfant une méthode d'analyse ou de version latine : technique déjà délicate qui demande une observation précise des ressources intellectuelles de l'élève, une étude sérieuse des conditions générales de cette discipline même. On ne serait pas pour autant un éducateur. Il s'agit de bien autre chose : de comprendre le moins mal possible tout l'être, intellectuel et moral, du sujet, pour concevoir à son propos le plan de développement qui lui convient, pour découvrir la direction de la ligne de son perfectionnement. Car de même qu'aucun élève ne ressemble identiquement à aucun autre, aucun développement ne peut se confondre avec aucun autre. A chacun sa loi irréductible, en raison de ses disponibilités et de son dynamisme propre ; en raison aussi du dessein providentiel qui s'accommode aux ressources de chaque être en particulier. Un développement purement général est une notion abstraite : c'est toujours de développement individuel et concret qu'il s'agit. Ici les formules toutes faites sont vouées à l'échec : il faut une adaptation précise à chaque cas, qui diffère de tout autre. A chacun convient une méthode, et une seule, de formation naturelle et surnaturelle : c'est à l'éducateur de la découvrir, en fonction du tempérament et du déterminisme propres à l'élève, en raison aussi de son caractère moral, de ses ressources intellectuelles. Ce n'est pas chose aisée que de repérer exactement la direction où il faut engager l'élève.

3. *Spontanéité*

Et d'ailleurs s'agit-il de l'engager dans une direction, ou de l'amener à s'y engager lui-même? Nous rencontrons ici une condition de toute éducation sérieuse : la spontanéité, si nécessaire et parfois si méconnue. On n'a rien fait, on n'a encore rien obtenu quand on a compris le développement convenable à l'élève, quand on le lui a indiqué du dehors : le plus important reste à faire, qui est de lui faire comprendre à lui-même que cette direction est bonne, à lui faire désirer de la prendre, à l'aider à la suivre. Il est beaucoup plus difficile à un maître d'éveiller la collaboration active de l'élève, que de faire par lui-même tout le travail, en le mâchant pour ainsi dire à un auditeur passif. N'a-t-on pas mainte fois signalé le danger du cours dicté, sous ce rapport? Tout professeur sait par expérience combien est difficile, combien requiert de tact une pareille entreprise. Il faut non seulement que la personnalité de l'élève ne se sente pas lésée, mais encore et surtout qu'elle soit maniée avec habileté et délicatesse; que, loin d'être brusquée et froissée, elle soit saisie avec force et douceur, pour être fortifiée, redressée. Ce n'est pas chose aisée. Il y a des élèves qui se dérobent longtemps à l'emprise pourtant discrète et bienveillante du maître : ils se refusent par défiance, par paresse, par des raisons plus mauvaises encore. Puis tout à coup, ils se décident et pour ainsi dire se réveillent : ils vont dès lors donner leur sympathie, et le travail de formation pourra commencer.

Le développement spontané et positif est devenu possible : il requiert à chaque instant l'aide patiente, la bonté compréhensive du maître. C'est qu'il faut prendre l'élève où il en est, intellectuellement, moralement. La récrimination contre son insuffisance est chose vaine. Il ne sert nullement de s'irriter contre sa mauvaise préparation

antérieure, contre ses défauts actuels, contre sa lenteur à comprendre et à se mettre en route. La formation doit partir du niveau de fait, et non du niveau idéal où on le voudrait, où il devrait normalement se trouver. La remarque est opportune quand on a affaire à une classe dont la moyenne est retardataire, comme il est arrivé souvent après guerre. Bien inintelligente serait l'attitude du professeur qui, tout en pestant contre la faiblesse de sa classe, s'obstinerait à maintenir son enseignement à une hauteur inaccessible en fait aux élèves. N'arrive-t-il pas à certains directeurs d'œuvres d'agir comme si les éléments dont ils disposent étaient, non pas ce qu'ils sont, mais ce qu'ils devraient être? Le tout ou rien est à proscrire de toute éducation saine. Et la première qualité du maître serait peut-être bien la condescendance, forme de charité qui n'est pas négligeable.

Elle suppose de la part du maître un perpétuel renoncement qui n'est pas sans mérite. Tout professeur sait par expérience ce que la correction de certains travaux d'élèves a de rebutant et de crucifiant. On serait tenté parfois, en corrigeant une version latine, de biffer le tout et de résumer l'appréciation en une formule sommaire : Non-sens. Mais la méthode ne vaut rien. Il faut essayer de comprendre les fautes de l'élève, d'en saisir les raisons. Ce sera d'abord une occasion de réformer, parfois, ses propres manières d'exposer une règle, de concevoir une traduction. Les contresens de l'élève sont parfois une leçon utile pour le maître. Ce sera surtout le moyen de provoquer le progrès nécessaire, l'amendement convenable en tel sens : on verra le danger contre lequel il faut mettre en garde l'élève, on verra surtout le parti qu'on peut tirer de ses ressources positives. Rien ne rebute l'élève comme de sentir son travail dédaigné par le professeur : que le devoir ne soit pas lu, comme il arrive (et on finit toujours

par le savoir), ou qu'il soit lu sans sympathie, sans bienveillance, sans charité intellectuelle. Si le maître parfois savait ce qu'ont de stérilisant pour la bonne volonté de l'élève, pour sa production et son développement, certaines attitudes du professeur ! Mais il suffirait sans doute de rappeler parfois certains souvenirs du temps où l'on était soi-même étudiant. Il est si facile à un homme de quarante ans, maître de sa pensée, de traiter de haut l'ébauche encore timide d'une pensée jeune, avide de s'accroître, mais vite découragée dans son effort. Que le maître sache se mettre à la place de l'élève.

C'est là une charité intellectuelle plutôt rare. Combien de fois arrive-t-il à un étudiant de désirer simplement être lu, puis apprécié d'un mot, par un maître justement réputé ! Mais celui-ci n'a ni le goût, ni le temps, de se prêter à ce désir ; il aime mieux vivre dans sa propre pensée et produire pour lui-même. Les élèves savent très bien à qui ils peuvent recourir sous ce rapport ; et ils s'attachent vite à qui est disposé à donner de ses heures et de ses encouragements. Ou bien, si le professeur accepte de s'occuper d'un étudiant, il ne se préoccupe pas de tirer un parti positif de l'ébauche qu'on lui présente : il n'y a rien à en retenir, si on l'en croit. Il substitue au plan de l'élève, à son résultat provisoire, un autre plan, beaucoup plus parfait en soi (du moins le croit-il) : mais tout est à refaire, à repenser sur des bases nouvelles. La pensée de l'élève n'est nullement préparée à cette transformation : c'est un bouleversement, parfois un vrai torpillage d'une œuvre pourtant intéressante qui pouvait naître et qui était viable. L'élève, en voyant démolir son travail, fruit de tant d'efforts, se sent pris de découragement. Il se sent incapable d'entreprendre sur de nouveaux frais un ouvrage qui ne répond plus à rien dans sa psychologie. Il faudra parfois, pour renflouer le travail compromis, la charité d'un

autre maître, moins riche d'idées peut-être, mais assurément plus riche de cœur. Il va reprendre patiemment le dessein de l'élève, à partir de ses possibilités actuelles ; il va l'améliorer progressivement et l'amener au point de maturité. Vraiment, a-t-on pu s'imaginer que la pensée se transvasait d'un esprit à l'autre, à volonté? Certains le donneraient à croire.

4. *Principe d'immanence*

On touche ici à l'erreur la plus grossière et la plus courante qui se commette en pédagogie ; et aussi, par antithèse, au point le plus délicat, qu'il importe le plus de préciser et de mettre en lumière. L'on oublie trop facilement le caractère essentiel du développement intellectuel et moral, qui est un développement vital par intussusception. Une saine méthode doit respecter le principe d'immanence : faute de quoi le travail éducatif serait vain. Imagine-t-on un phénomène de nutrition qui se réaliserait sans une assimilation progressive de l'apport extérieur à la substance vivante? Se représente-t-on un accroissement vital qui ne serait pas expansion à partir du dedans, qui consisterait en une simple juxtaposition d'éléments extérieurs les uns aux autres? C'est ici qu'il faut revenir à l'âme de vérité que renferme la thèse platonicienne de la réminiscence, et surtout à la doctrine leibnizienne de la monade. Comment une idée pourrait-elle être communiquée telle quelle d'un esprit à l'autre, comme certains le conçoivent avec un peu de simplisme? Il est trop évident, pour qui réfléchit aux données du problème, que la pensée ne peut naître et croître qu'en continuité immédiate avec tout le développement antérieur. Ici, vraiment, on n'improvise rien. Il est vrai,

en un sens, que tout esprit est un vase clos ; il n'est pas moins vrai, par ailleurs, que les esprits exercent les uns sur les autres une influence parfois considérable. Comment, dès lors, concilier les deux choses? comment concevoir le rôle du maître?

Le maître humain ne serait-il pas uniquement un excitateur, un éveilleur? On voit bien quelle est sa tâche, difficile et complexe. Le professeur est arrivé lui-même à un développement personnel de pensée. Il s'agit pour lui de faire part aux autres de ses propres découvertes. Qu'on ne se fasse pas illusion : autre, irréductiblement, la pensée du maître ; autre celle du disciple. On dirait plus : autre, irréductiblement, tel moment de ma pensée ; autre, le moment suivant, encore qu'il y ait passage et influence de l'un à l'autre. Engendrer la pensée dans l'esprit d'un élève, c'est donc provoquer, par signes convenables, un mouvement vital dans cet esprit, pour qu'il progresse dans le sens indiqué, à partir de ses positions actuelles. Le maître doit donc trouver le langage (au sens très général) dans lequel il rendra ses propres idées pour que l'élève opère le travail inverse, de la façon la plus exacte possible. Utilisant les signes et les traduisant en valeurs intellectuelles à lui, le disciple essaiera de s'engager dans la voie qu'on lui trace. Ces deux pensées, cependant, ne sont pas interchangeables ; elles sont irréductibles l'une à l'autre dans leur individualité propre : il est nécessaire et il est bon qu'il en soit ainsi. Le professeur est un simple intermédiaire, il joue le rôle de traducteur. On dirait volontiers que son ambition doit être de s'effacer le plus possible, pour laisser plus de place au Maître intérieur, qui seul enseigne dans le sanctuaire de l'esprit et dans le secret du cœur. La vérité ne s'engendre pas mécaniquement ; elle s'obtient dans une communion toujours plus parfaite à la Vérité, par la pratique de la méditation, à

force d'attention. On sait que Malebranche voyait dans celle-ci une forme de prière naturelle.

Le maître doit donc viser à assurer toujours davantage l'autonomie de l'esprit, de l'âme tout entière. Ce doit être son souci dominant. Cela ne veut dire nullement qu'il renoncera à obtenir et à diriger l'effort de l'élève : bien au contraire. Ce rappel du principe d'immanence invite à considérer la nécessité de l'effort humain en vue de tout développement intellectuel, moral, religieux. On progresse uniquement dans la mesure où l'on est actif, c'est-à-dire dans la mesure où l'on fait effort, nous ne disons pas nécessairement un effort douloureux. Assurément la raison d'être du professeur, de l'éducateur, est de faciliter l'effort, non d'accroître la difficulté. Son rôle n'est pas de faire souffrir et de contrarier à plaisir ; erreur grossière, parfois commise, qui est à base de surnaturalisme. Mais il est bien sûr qu'il faut se résigner à faire souffrir parfois l'élève. L'idéal serait encore, alors même, de lui faire accepter, aimer, exploiter sa souffrance. Qu'il soit actif et souriant jusque dans la douleur. Épargnons d'ailleurs aux jeunes, grâce à nos expériences meurtrissantes, le plus de difficultés et de misères : mais ne leur épargnons pas l'effort. La méthode serait fausse sous tous rapports. Telle est pourtant, on le sait trop, l'erreur de certaines pédagogies. On s'imagine qu'on a tout gagné quand on a évité tout travail personnel à l'élève : alors qu'on a simplement abaissé le niveau de la formation générale, « primarisé », standardisé les esprits au lieu d'en provoquer un développement original et profond. Le rôle du maître est de faciliter, de graduer, de faire aimer l'effort, nullement de le supprimer.

C'est justement parce qu'on ne veut à aucun prix du développement standard, qu'on se montre ennemi de la pédagogie paresseuse. Si l'on pouvait disposer de pensées

interchangeables, il y aurait intérêt à les fabriquer en série, à un prix de revient plus avantageux. Certains éducateurs semblent rêver d'un pareil idéal : tous les esprits, tous les caractères seraient uniformes. Ce serait le triomphe de l'ennui et de la médiocrité. Mais parce que la pensée est irréductiblement personnelle, comme le caractère et la vie morale elle-même, il faut que chacun ait le souci et le courage de tailler lui-même, au prix de l'effort personnel et de la souffrance, sa propre image ; de se sculpter lui-même. Ainsi arrivera-t-on à reproduire de la façon que Dieu veut, pour chacun en particulier, la perfection du Créateur, qui reste l'exemplaire idéal, imitable de manières infiniment diverses, à des degrés tous différents.

Et que l'éducateur, dans l'aide bienveillante qu'il apportera à cette transformation de l'enfant, du jeune homme, ait bien soin de montrer toujours l'aspect positif du travail entrepris. C'est en avant qu'il faut tendre les forces, bander l'effort. Le sacrifice est en vue d'un développement meilleur ; et l'on n'émonde que pour obtenir un fruit plus abondant. Mortifier le caprice, la sensualité, la paresse, l'égoïsme, c'est enrichir et assouplir sa personnalité. Que d'éducations déficientes sous ce rapport, qui se contentent de proscrire, de réprimer, et par le fait de repousser et de décourager les âmes ! Comme celles-ci auront vite fait de secouer le joug, aussitôt que l'occasion se présentera ! Il faut bien plutôt montrer à l'élève le côté attirant de l'œuvre à accomplir, exciter son enthousiasme, non pas en le leurrant de chimères, mais en lui donnant le goût d'une réalité toujours plus riche et plus belle, acquise au prix de l'effort personnel et de la souffrance. Il faut se porter en avant, sans cesse, en vue de grandir par l'exercice sa personnalité intellectuelle et morale. Celui qui ne s'exerce pas se recroqueville, dépérit et meurt.

Conclusion

Ce sont là quelques conditions auxquelles un esprit, une âme peut se former, vivre et s'accroître. La grande affaire est que chacun, en s'améliorant et en se corrigeant, reste soi-même, en dépit de ceux, plus nombreux qu'on ne pense, qui rêvent de transformer en un type unique (qui leur ressemble étrangement) tous les esprits, tous les caractères. Il y a là une maïeutique véritable, à entendre en un sens plus complet que celui de Socrate. Il s'agit ici en effet de paternité intellectuelle ou spirituelle, des deux peut-être : car l'éducation totale ne les sépare pas. Une âme ne se forme que dans le contact avec une autre âme, que par le don d'une autre âme qui s'unit à elle dans l'oubli de soi et dans l'amour. C'est dans l'amour, et dans la beauté morale, qu'on engendre spirituellement les âmes au progrès de l'esprit et du cœur. Dans cette paternité d'essence supérieure se retrouve la loi de la paternité physiologique, le même principe de donation et la même recherche d'union avec celui qui devient quelque chose de nous-mêmes ; mais la même nécessité du renoncement aussi, qui prépare la séparation pour l'avenir, qui développe l'autonomie de l'être et se soucie de son émancipation. Pas plus que les parents, les maîtres et éducateurs de toute nature n'ont le droit d'oublier la finalité essentielle des choses : les esprits, les âmes ne sont pas faits pour rester sous notre tutelle, mais pour s'appartenir à eux-mêmes et se rapporter à Celui qui est la Foi parce qu'il est le Bien et la Beauté.

Abbé E. Rolland,
Directeur au Séminaire St-Thomas
de Merville (Nord).

NOTES ET RÉFLEXIONS

Pour préparer les Jeunes à l'action

Dans son beau livre *La formation sociale dans l'enseignement secondaire*, le R. P. Jean Jaouen définit ainsi le sens social : « une aptitude à percevoir et à exécuter promptement et comme d'instinct, dans une situation concrète, le parti qui sert effectivement le bien commun ». Le P. Rigaux, dans son dernier ouvrage (1), emploie une formule différente, mais l'idée qu'il exprime est la même lorsqu'il écrit : le sens social est la « réaction intime et spontanée du jugement social dès que se précise une relation d'ordre social ». L'une et l'autre définitions sont bâties en fonction du bien social à réaliser. C'est le jugement social de l'individu qui doit lui suggérer, lui dicter, à chaque moment de ses manifestations actives, l'attitude qui permettra le mieux de faire triompher, dans le concret, la notion de bien commun.

Les ouvrages du P. Jaouen et du P. Rigaux apportent au problème délicat, mais combien actuel, de l'éducation sociale des jeunes des données et des solutions sur lesquelles tout éducateur se doit de méditer. Il est remarquable de pouvoir noter que ces deux auteurs ont exposé des points de vues analogues ou voisins; ces deux livres se complètent réciproquement, mais gardent un caractère marqué de personnalité et d'originalité; leur ensemble constitue un témoignage nouveau de la merveilleuse unité de notre doctrine sociale catholique.

Le livre du P. Rigaux est avant tout le « livre du Maître ». Il vient rappeler à tous ceux qui ont pour mission de former l'enfance et l'adolescence leur impérieux devoir d'éducateurs sociaux. Peu de phrases de doctrine, mais des conseils et des consignes. Aux éducateurs il fallait une documentation choisie et appropriée à leurs rôles particuliers. Le P. Rigaux leur apporte de nombreuses indications bibliographiques, des notes

(1) Maurice Rigaux, S. J., *En route vers les responsabilités. L'équipement social des jeunes*. Lettre-préface de Mgr Petit de Julleville, évêque de Dijon. 1 vol. de XIV et 314 pages, *Action Populaire*, Paris, Spes, 1932.

abondantes et judicieuses; en cent pages d'annexes il propose des sujets de devoirs, des exemples d'instructions dialoguées, une description de cercle d'études dans un collège, des leçons doctrinales mimées qui permettent de représenter en actes les scènes de l'Évangile pour en tirer les enseignements sociaux.

*
* *

Ce qui préoccupe le plus le P. Rigaux, c'est le problème de la méthode. N'est-ce point là, en effet, tout le nœud de la question lorsqu'il s'agit de la formation sociale des jeunes intelligences ? Préparer les jeunes à leur rôle social, c'est avant tout forger leur cerveau et leur cœur. L'art d'exercer sur eux une emprise totale, voilà en quoi l'éducateur doit pouvoir exceller. La formation de l'adolescent dépendra au premier chef de la façon dont le maître aura su capter et séduire son âme.

Il est évident que l'enseignement social direct peut faire beaucoup pour la formation sociale des jeunes. Il est nécessaire de donner aux enfants, dès l'école primaire, des notions théoriques sur les problèmes sociaux les plus importants. A ce sujet, rappelons qu'une ordonnance de Mgr l'archevêque de Toulouse préconisait, en 1926, une instruction élémentaire donnée dans les écoles libres et portant sur le rôle de l'Église dans l'histoire, sur quelques points importants de la législation du travail. Cet enseignement devra être complété au fur et à mesure que l'enfant grandira et passera dans les diverses classes des cours secondaires. Mais à s'arrêter à ce stade, l'éducateur ne remplirait qu'imparfaitement son rôle.

On a trop, depuis trente ans, séparé les deux notions d'instruction et d'éducation. Le maître et l'éducateur, — et, pour nous, ces deux termes sont synonymes, — n'auront pleinement accompli leur magistère que si, enseignant à leurs élèves les diverses branches auxquelles ils doivent les initier, ils ont su, en même temps, donner à ces jeunes intelligences une tournure d'esprit inspirée de normes morales. C'est là, précisément, ce qui fait l'acuité du problème de l'école.

Chez les âmes bien disposées, l'enseignement social direct peut produire des fruits, fournir des connaissances qui laisseront une empreinte durable, mais pour beaucoup d'autres l'oubli des notions apprises se fera vite sentir. L'enseigne-

ment direct frappe plus vivement l'intelligence ; c'est un bien, mais ce peut être aussi un mal. Il importe d'éviter soigneusement, — et cela n'est pas toujours aisé, — que l'enfant se fasse une idée fausse du caractère des leçons sur les questions sociales et même des cours de morale sociale qui lui sont exposés; souvent il n'y verra qu'un enseignement de plus qu'il placera sur le même plan qu'une leçon de calcul ou de grammaire. Dans cette hypothèse l'enseignement social direct n'aura eu aucune utilité pratique et surtout aucun intérêt formateur. L'instruction théorique n'est profitable qu'en tant qu'elle contribue à former l'esprit, à apprendre à réfléchir; il y a longtemps que Montaigne a dit : science sans conscience n'est que ruine de l'âme. Vouloir enseigner à l'enfant des préceptes sans autre but que de meubler sa mémoire, c'est abdiquer tout droit à se prétendre éducateur; nous dirons même que c'est faire œuvre néfaste, risquer d'égarer et de déformer l'âme de l'enfant. L'intelligence de l'enfant travaille et se forme d'après les paroles entendues et les enseignements reçus, mais il faut la diriger. Il est nécessaire de ménager parmi les branches professées une place de choix à l'enseignement des principes, au moins élémentaires, de morale et de sociologie. Mais cela ne suffit pas. Par l'enseignement social direct, les facultés de l'enfant et de l'adolescent ne reçoivent que les matériaux de la pensée. C'est au maître qu'il incombe encore et toujours de provoquer et de surveiller l'éveil, le développement, le progrès, — *e ducere*, — du travail subjectif, de la réflexion, chez l'enfant. Une morale, une philosophie, ne s'enseignent point exclusivement par des cours de philosophie, de morale; elles doivent pénétrer l'âme elle-même et se refléter dans le complexe et dans les moindres détails des enseignements multiples et de la vie. Voilà pourquoi nous croyons que, pour imprégner d'esprit social toute la vie intellectuelle et affective des jeunes afin de les préparer à l'action, pour donner véritablement à la morale et à la philosophie sociales la place qui leur revient de droit, il ne faut pas hésiter à mettre en lumière l'importance à nos yeux primordiale de l'enseignement social indirect. Cela n'aboutit pourtant point à éclipser l'enseignement direct : nous nous sommes expliqué sur ce point. Il faut faire pénétrer l'esprit social dans l'enseignement de toutes les catégories du savoir. Cette méthode obli-

que de formation sociale permet de pétrir à leur insu l'intelligence et l'affectivité et de les trouver par là même dans un état bien plus certain de réceptivité. Les Soviets ont compris l'efficience de ce procédé : les programmes scolaires de l'U.R.S.S. en témoignent de façon éloquente. Laisserons-nous faire œuvre de mal et, chez nous, resterons-nous inactifs sans faire œuvre de bien ?

Il y a une façon chrétienne et sociale d'enseigner l'histoire, la géographie, la grammaire, et même les sciences, toutes les disciplines scolaires, sans nuire en rien, au contraire, à l'instruction théorique directement visée. Le maître qui sait choisir ses exemples de grammaire, ses problèmes de calcul, ses anecdotes historiques, parviendra aisément à attirer l'attention et à exciter la curiosité de ses élèves; la théorie sera ainsi rendue plus attrayante et en même temps s'inculquera dans l'esprit des jeunes élèves cette façon de penser qui constitue le germe du sens social éduqué. Pour créer le bon réflexe, il faut d'abord faire bien penser.

Il faut aussi faire aimer. C'est encore la tâche de l'éducateur à laquelle la famille, le directeur d'œuvres et le prêtre peuvent contribuer le plus; en promenade, une visite dans un atelier, quelques paroles de commentaire sur une scène de la rue peuvent éveiller, entretenir et développer le sentiment de la responsabilité, de la solidarité. Les occasions qui permettent de provoquer chez l'enfant le « choc social » ne manquent pas dans notre vie quotidienne; il suffit de savoir les exploiter sur le vif. Petit à petit l'adolescent, en présence des questions et des relations sociales, réagira de lui-même suivant la façon dont il aura été formé.

Mais pour achever de provoquer ce réflexe, il aura fallu que l'éducateur ait su à maintes reprises faire agir le disciple en ayant recours le moins possible à la méthode autoritaire. Des organisations comme le scoutisme ont à ce point de vue une fonction éducative de premier ordre ; la part laissée à l'initiative de chacun est très grande, mais le rôle de l'individu dans la collectivité est mis clairement en évidence lorsque revient la période des camps qui réunissent les scouts pendant les mois d'été. La bonne action quotidienne que tout scout a le devoir d'accomplir, n'est-ce pas déjà une mise en actes du principe évangélique de charité ?

De la méthode ! Comme il faudrait en éveiller le souci jus-

que dans notre enseignement religieux ! Il est certain que quelques chapitres de morale sociale pourraient être salutairement intégrés dans nos manuels catéchistiques. L'Alliance des maisons d'éducation chrétienne en a émis le vœu lors de son congrès de Toulouse en 1930. Nous n'y insisterons point. Mais sur la façon de donner l'enseignement religieux, n'y aurait-il pas beaucoup à dire ? Pourquoi ne pas montrer, même aux enfants, comment les divers aspects de notre doctrine catholique, si foncièrement vivante, apportent une solution logique et irréfutable aux problèmes d'ordre social et international ? A quoi bon provoquer la lassitude, l'ennui et la dissipation en se livrant, par exemple à propos du duel, à des considérations dénuées de tout intérêt actuel et pratique ? Pour illustrer le cinquième commandement ne serait-il pas tout aussi utile de fustiger les grèves injustes et la guerre ? Les exemples d'applications des préceptes divins au réel de nos préoccupations quotidiennes ne manquent pas.

*
* *

Dans la lettre-préface de *L'équipement social des Jeunes*, Mgr Petit de Julleville écrit : « Dans une société comme la nôtre, en pleine évolution,... la vérité catholique apparaît de plus en plus comme destinée à rallier les hommes de bonne volonté; il est indispensable que le catholique d'action n'ait pas seulement une âme bonne et un cœur chaud, mais aussi un esprit ouvert aux besoins de son temps et averti... Ce serait déjà beaucoup que nos jeunes gens, en sortant de nos mains, sachent que les problèmes existent, qu'ils sont compliqués et graves, qu'ils doivent intéresser à tout prendre l'humanité entière ; qu'ils doivent, parce que catholiques, avoir la volonté de les regarder en face. Mais il est une tâche plus pressante que d'instruire les élèves, c'est de persuader et d'enseigner les maîtres. » Ces lignes écrites au seuil d'un ouvrage visant à la formation sociale des jeunes sont d'un grand prélat et d'un grand éducateur. Expliquer aux éducateurs leur rôle social, les aider dans la réalisation de leur noble tâche, voilà le but de « l'équipement social des jeunes ». Ce livre doit être un multiplicateur d'énergies sociales.

Jean Cayeux.

Radiophonie « éducative » et Société des Nations

« Chaque découverte importante dans le domaine des sciences appliquées apporte à l'homme, après un émerveillement passager, un surcroît de responsabilité et de nouveaux devoirs. » Cette sage pensée ouvre le volume que les « Dossiers de la Coopération Intellectuelle » viennent de consacrer à *la Radio-diffusion scolaire* (1). Que la radiophonie en particulier doive jouer un « rôle social » de plus en plus important, on n'en doute pas et on comprend que la Société des Nations ait voulu dès maintenant prévoir son usage dans l'éducation. Le cinématographe (sans parler du disque) a déjà fait son entrée à l'école, et on sait que la S. D. N. a créé à Rome un « Institut international du cinématographe éducatif » qui donne des preuves de son activité. La radiophonie, si elle a chance de devenir, à l'égard du grand public, une sorte « d'université populaire invisible », peut-elle être aussi un « adjuvant précieux » dans l'enseignement proprement dit « du premier et du second degré » (ce qui, je suppose, correspond à primaire et secondaire) et supérieur?

On a consulté là-dessus vingt-cinq pays, et le volume contient en effet — d'après les rapports et documents qu'ont envoyés les diverses nations — vingt-cinq études de longueur assez inégale, puisqu'elles vont d'une demi-page à vingt-cinq : si l'Uruguay s'en tient à vingt lignes et l'Italie à cinquante (ce qui prouve que la longueur ne dépend pas de l'étendue de chaque pays), l'Allemagne a fourni un chapitre des plus copieux. Un rapport d'ensemble rédigé par l'Institut, et mis en tête du recueil, offre la synthèse des opinions, « parfois contradictoires », exposées dans les vingt-cinq consultations.

(1) Édité par la Société des Nations, Institut de Coopération Intellectuelle, 2, rue de Montpensier.

Contradictoires... Tous les « experts » sont d'accord sur le caractère *supplétif* (mot qui revient aussi fréquemment que celui d'experts) (1) convenable à l'enseignement radiophonique. Ceci veut dire — pas tout à fait — ou devrait vouloir dire que ce qui est enseigné très bien en classe n'a pas besoin de l'être par le micro. Mais une école, un collège, une université manquant de certaines ressources intellectuelles, en quelque domaine, ou n'ayant pas l'heur de posséder tel spécialiste, y pourront recourir avec bonheur.

Une « contradiction » des rapports se marque en ceci que la radiodiffusion scolaire n'est pas d'ores et déjà florissante en beaucoup de pays (et l'âge de la nouvelle invention l'explique), ce qu'on dissimule parfois sous « des idées générales » ou en citant des conférences de vulgarisation, qui, pour être « éducatives », n'ont rien de proprement scolaire, — ce qu'on avoue d'autres fois en disant : « La radiodiffusion scolaire n'a pas été organisée d'une façon systématique (2), — en est encore à sa période d'essai » ou même (franchise du Japon) « n'est pas encore organisée ».

Un pays où elle semble vraiment organisée de « façon systématique » c'est l'Allemagne (statistiques fort précises), tandis que la France... On admettra d'ailleurs qu'un petit Français soit moins attentif devant l'appareil, et devant cet invisible Monsieur qui parle on ne sait où, et qu'il ait plus de difficultés à rester patient et grave... Les pays du Nord, Suède, Norvège ou Danemark, semblent jouir aussi d'une véritable organisation. Le Mexique, qui est un pays « moderne » et « avancé », prend la chose très au sérieux; il semble d'ailleurs en faire un instrument d'éducation politique et l'aérienne T.S.F. y a l'air mise en servage ou du moins fort *étatisée*. « Les conférenciers sont choisis dans les services fédéraux ou dans les institutions dont l'enseigne-

(1) Dans ma jeunesse, on ne l'employait, peu s'en faut, que joint au mot *géomètre* et, employé absolument, on le prenait volontiers dans ce même sens d' « expert-géomètre ». Évolution du langage...

(2) Il y a une remarquable unité de formules et de style dans le volume, grâce au traducteur ou à l'arrangeur.

ment est basé sur les principes de la révolution. » Mais France, Italie, Pologne, Suisse, Roumanie et la majorité des nations consultées ne montrent pas un zèle démesuré (cette répartition géographique a quelque intérêt); malgré la longueur de leurs rapports, on n'a pas l'impression que la Grande-Bretagne même et les États-Unis marchent à pas de géant.

Mais il faut savoir ce qu'on attend de la radiodiffusion scolaire et quels services exacts elle peut rendre.

Le rapport français fait là-dessus de sages réflexions. Mais c'est après avoir déclaré que chez nous « l'enseignement radiophonique commence vraiment à être mis au point » et avoir donné comme preuve une liste édifiante (divisée par ministères) des conférences « éducatives », où l'agriculture et l'hygiène voisinent avec les émissions des « théâtres nationaux » et les radio-reportages, — ce qui n'est pas essentiellement « scolaire ». Quand on en vient au ministère de l'Éducation Nationale, c'est pour constater que les « résultats obtenus sont encore assez médiocres ». Sur quoi, on cherche les « raisons de cet *échec* ». Les raisons? Heures irrégulières, durée variable des émissions, d'ailleurs mal adaptées aux programmes et aux auditeurs : et surtout : « L'enfant se lasse vite d'écouter un orateur qu'il ne voit pas et de suivre une conférence qui n'exerce pas sur lui l'action d'un enseignement *vivant* adapté à son milieu, à ses habitudes, à son langage même. » « Il n'en est pas moins certain... » Sans doute et soyons polis. Après cela on aura moins de scrupule à déclarer : « De toute évidence, il ne peut être question d'envisager une organisation scolaire régulière dans laquelle quelques maîtres dispenseraient successivement de leur studio un enseignement uniforme à un nombre considérable d'auditeurs. Ce qui constitue en effet l'essentiel de l'éducation, ce qui rend l'enseignement profitable, c'est, avec l'action personnelle du maître, la *participation effective* des élèves à la classe, et la conception moderne de l'école *active* ne saurait s'accommoder d'un enseignement en quelque sorte mécanisé et en série. »

La France n'est pas la seule à présenter de telles observations et la Suisse est particulièrement nette.

Le rapport helvétique (non pas seul, mais peut-être plus fortement) distingue les deux cas où la radiodiffusion peut rendre des services spéciaux : l'enseignement des *langues* (des causeries en langue étrangère, données par des étrangers, précise le rapport français, présentent un grand intérêt « pour les élèves qui ont déjà de cette langue une pratique assez sûre » ou qui ont préparé soigneusement le texte que lira l'étranger; ces émissions seront « de peu d'utilité pour les autres ») et l'*enseignement musical*, mais surtout, je pense, par l'audition de concerts choisis — car des leçons proprement dites...

A ce propos le rédacteur ou traducteur du rapport anglais et l'auteur du rapport général semblent avoir sur la musique des idées assez personnelles... Je veux bien que la musique soit présentée aux enfants « comme l'expression naturelle des sentiments humains » ou, selon le rapport anglais, qui parle ici avec une précision... ou un vague inquiétant, j'admets sans comprendre que la « mélodie est une expression naturelle du langage... ». Mais laissons cette discutable esthétique, en observant qu'il ne sera pas toujours facile d'exposer « l'idéal qu'a *poursuivi* » un compositeur quand il écrivait une fugue. Je me demande comment on peut apprendre aux élèves à « déchiffrer *à vue* une mélodie *ou* (*sic*) une phrase rythmée » grâce à la T.S.F. D'ailleurs on est exigeant et on veut que les élèves non seulement chantent, mais « composent des mélodies sur des *thèmes* (*sic*) très simples »... A l'égard des concerts, il y a encore cette « suggestion » que je recommande aux chefs d'orchestre : « On fera jouer tour à tour les divers instruments de l'orchestre, afin de permettre aux auditeurs de se rendre compte de leur rôle. » De la *lecture* (par T.S.F.) à « l'annotation de tons » (?) ces pages sont pleines de conseils ingénieux...

La lecture ou déclamation de morceaux littéraires par « d'excellents artistes » est aussi plusieurs fois recommandée (en France, ne pas abuser de la Comédie-Française).

Il est clair que toute la radiophonie scolaire est à surveiller. En un domaine limité, elle peut, je crois, donner quelques résultats heureux : qu'on la confine ou non en ce domaine, il n'est pas douteux que son usage se développe. Les catholiques, que l'éducation intéresse au premier chef, ont ici leur mot à dire. Il ne faut pas qu'ils s'en avisent trop tard. L'organisation de M. le Chanoine Reymond peut d'ailleurs nous rendre ici les meilleurs services, à condition qu'on l'aide (1). D'autre part, à côté du contrôle, il y a l'action positive, qui n'est pas moins nécessaire. Nos établissements libres seront bien inspirés (quand ils le pourront...) de ne pas attendre que les établissements d'État leur donnent l'exemple.

Organe de la « Société des Nations », l'Institut de Coopération n'a pas manqué de donner une grande place à ce qu'il appelle (un peu gauchement, avouons-le, sauf son respect) « l'enseignement de la Société des Nations et la propagation de l'esprit international ». Il a certes raison et la radiodiffusion est ici à sa place : à cet égard elle jouera dans l'enseignement un rôle plus que « supplétif », étant de sa nature internationale. Folk-lore, musique, causeries sur les mœurs et coutumes, chansons, etc., on ne doute pas que la voix des ondes, et surtout quand elle vient d'un autre pays, ne puisse concourir à une meilleure intelligence et à certain rapprochement des peuples.

Les éducateurs feront sagement de lire ce volume. S'il est permis, çà et là, d'en sourire, avec politesse et déférence..., il y a de bonnes remarques et quelques renseignements à y puiser. Ne nous désintéressons pas de la radiodiffusion scolaire...

MAURICE BRILLANT.

(1) Au surplus, M. Reymond a voix dans les conseils officiels, comme il se doit, et notamment à l'Institut international du cinématographe éducatif.

RÉPONSES A NOTRE ENQUÊTE

Sur les méthodes et les résultats de l'enseignement religieux dans l'enseignement libre

Nous publions aujourd'hui d'autres réponses à notre enquête. Comme elles suivent l'ordre du questionnaire proposé dans La Vie Intellectuelle *du 25 novembre, nous croyons utile de résumer les questions posées, en conseillant cependant de se reporter à leur teneur exacte, formulée dans le numéro ci-dessus indiqué :*

1. *Quelle place fait-on, dans nos collèges libres secondaires, à l'enseignement religieux ?*
2. *Par qui est-il dispensé ?*
3. *A l'aide de quels manuels ?*
4. *Suit-il une progression vitale ?*
5. *N'exige-t-il pas des apôtres autant que des professeurs ?*
6. *Et cependant ne doit-il pas différer d'une prédication ?*
7. *Une méthode comme celle des cercles d'études ne serait-elle pas désirable ?*
8. *Quelle place cet enseignement fait-il aux encycliques pontificales ?*
9. *N'est-il pas parfois coupé de la vie réelle, encore imprégné de cartésianisme ou de jansénisme, ou de pharisaïsme ?*
10. *Montre-t-il que le christianisme, sans être un humanisme, est pourtant au terme de tous les problèmes posés par la vie des adolescents ?*

Nous sommes heureux de publier de larges extraits de la réponse si nette de notre collaborateur M. Gaston Rabeau, professeur aux Facultés catholiques de Lille :

Avant tout, j'attire l'attention sur la disproportion (temps consacré, méthode scientifique, contenu enseigné...) entre l'enseignement de la religion et les autres enseignements que reçoit l'enfant. Celui-ci a le sentiment que l'enseignement religieux est pauvre, vide, qu'il ne fournit rien à la pensée. Ce déséquilibre augmente à mesure que, dans les hautes classes, l'élève est initié à des connaissances plus riches. La religion, si elle compte encore pour lui au point de vue affectif (et cela n'a pas lieu toujours), ne compte plus pour lui au point de vue intellectuel. Quand il arrive dans une faculté, le déséquilibre est aigu : l'étudiant croit constater que le christianisme n'est qu'une mythologie, et sa foi croule d'un coup comme un château de cartes.

Cette description vous paraîtra poussée au noir : elle correspond, en tout cas, à des faits trop nombreux. C'est dire que, si nous devons enseigner la religion d'une manière vivante et qui corresponde aux problèmes pratiques, notre enseignement doit n'avoir rien ni du sermon, ni du cercle d'études, ni de la conférence spirituelle, ni du catéchisme enfantin : il doit être rigoureusement scientifique. L'enfant doit avoir conscience que la classe de religion fournit au moins autant à sa pensée que celle de mathématiques et de littérature.

Il est vrai que nos écoliers estiment la classe de religion l'heure la plus ennuyeuse de toutes, ennuyeuse démesurément et sans remède. D'où vient un pareil préjugé? Un peu des manuels uniquement didactiques, froids, sans images. Mais très peu. Une des causes est que nos enfants ne savent plus un mot d'histoire ancienne : les cadres et le contexte

manquent pour que l'histoire biblique et évangélique ait un sens. Elle est rigoureusement incompréhensible, autant que celle d'Açoka pour qui n'a pas de notions sur l'Inde. Une des conditions de la réforme de l'enseignement religieux est la réforme de l'enseignement de l'histoire de l'Orient, de la Grèce et de Rome : au lieu de vagues développements sur l'état social et sur l'art des peuples, que l'enfant apprenne des dates, des événements précis : qu'il ait un cadre géographique, chronologique, social, pour situer les prophètes, Jésus et les Apôtres. — Mais il y a une cause infiniment plus grave : trop souvent celui qui enseigne la religion s'en acquitte comme d'une corvée. Je connais bien des professeurs de philosophie qui, devant enseigner l'apologétique, parlent uniquement de la preuve ontologique, de celle du premier moteur, etc. : ils ne font que de la métaphysique et passent l'année sans dire un mot de religion. L'écolier en conclut, plus ou moins consciemment, que son professeur ne s'intéresse pas à la religion, ou que sur la religion il n'y a rien qui vaille la peine d'être dit. Certains manuels sérieux (Boulanger, par exemple) comportent plus de théologie que le professeur n'en sait. Il n'a jamais fait de théologie depuis le Grand Séminaire, et même au Grand Séminaire il n'en a appris que contraint, il en a appris par cœur sans s'y intéresser et sans comprendre. Nous voici à la véritable cause des échecs : trop souvent, dans les Grands Séminaires, les clercs n'ont vu dans la théologie que des thèses scolastiques insupportables. Quand tous nos professeurs des collèges viendront des Séminaires avec la science religieuse et la passion de l'enseigner, ils passionneront leurs élèves. — Je n'entre pas ici dans la question des Grands Séminaires, car elle ne fait pas partie de votre questionnaire. Mais c'est la question essentielle. J'y ajoute pourtant une considération. Si nos professeurs ne s'intéressent pas aux questions intellectuelles, religieuses ou autres, ils en sont souvent bien excusables. Accablés de besogne, trop pauvres pour s'acheter des livres, ils n'ont pas les conditions indispensables

pour penser. Je pourrais citer des diocèses de l'Ouest où les professeurs reçoivent un traitement de *soixante-dix* francs par mois, et encore on prétend parfois leur faire payer l'éclairage ou le blanchissage.

... Faut-il que la religion soit enseignée par un spécialiste? A moins que celui-ci ne soit un homme hors ligne et ne s'impose aux élèves, je ne le crois pas. Il est toujours très difficile, pour un professeur de matières spéciales, de se faire accepter et d'imposer la discipline. Quand il s'agit de religion, c'est encore beaucoup plus difficile. Au contraire, le professeur principal, possédant la confiance des enfants, les connaissant bien, arrivera, par son influence personnelle, à maintenir l'ordre et à faire apprendre la religion. Les parents de mes élèves m'ont dit parfois que ceux-ci apprenaient leur manuel d'apologétique pour me faire plaisir. Ils savaient d'ailleurs que s'ils avaient négligé l'étude de la religion, je me serais mis en grève en négligeant leur formation philosophique.

G. Rabeau,
Professeur à l'Institut Catholique de Lille.

M. l'abbé Cochet nous avait envoyé une étude d'ensemble qui remontait jusqu'à ce qu'il pensait être la source de tout mal : les tendances de l'enseignement supérieur ecclésiastique. La question des séminaires et de la formation intellectuelle des prêtres n'entre pas dans notre enquête. Nous nous contentons donc de citer de cette étude les extraits suivants :

L'enquête indique que nous n'avons pas seulement à *renseigner théoriquement nos élèves sur* la religion en tant que professeurs, mais surtout *à les former à* la vie religieuse personnelle, en tant qu'apôtres, car notre sacerdoce est avant tout un *apostolat*, un *dynamisme générateur de vie spirituelle*, et non un simple exposé formel, un statisme formuliste et forma-

liste. Il s'agit bien en effet d'une transmission de vie spirituelle de vivant à vivant (*omne vivens e vivente*), car la fonction de paternité spirituelle, qui est celle du sacerdoce chrétien, est de faire passer dans les âmes l'Esprit du Christ pour qu'elles soient animées religieusement et reliées de plus en plus étroitement à la Pensée, à la Vie et à la Volonté divine par la triple canalisation de la Foi, de l'Espérance et de la Charité. Éduquer chrétiennement, n'est-ce pas collaborer à la grâce divine qui soutient et alimente la croissance spirituelle de l'âme, pour la faire grandir en vivante et plus ressemblante image de Dieu; n'est-ce pas l'amener à se modeler personnellement sur le Christ et à trouver en Lui sa « Voie », sa « Vérité », sa « Vie », la règle intérieure de sa conduite, la lumière intérieure de sa pensée, l'animateur de son élan de vie spirituelle?

Ici nous arrivons au cœur du problème, à la « question brûlante », à l'idée même d'humanisme.

... Il n'y a qu'un type d'humanité, celui que Dieu a planté par l'Incarnation rédemptrice au cœur de la société humaine pour redresser la direction de la création déviée par le péché originel et lui restituer son sens premier et son sens normal d'achèvement.

Aussi toute humanisation digne de ce nom, toute fonction éducatrice qui veut faire sortir un homme suivant le modèle prévu par le Chef de l'entreprise créatrice, doit-elle être une christianisation, un remodelage intérieur de l'élève d'après le type d'humanité voulu et réalisé par Dieu Créateur et Rédempteur afin que cette pousse humaine s'élève et grandisse « usque ad mensuram aetatis plenitudinis Christi », suivant l'expression de saint Paul. Le problème qui est posé par la crise actuelle est justement de savoir si on peut adapter l'homme à sa tâche terrestre et à sa fonction transitoire dans la société actuelle sans l'adapter à sa tâche morale et à sa fonction définitive de membre de la Cité éternelle des Esprits.

C'est sans doute parce qu'on a perdu la notion exacte de

ce programme primordial et définitif d'humanisation que l'on multiplie les enquêtes sur l'humanisme : ce qui fait le fond du débat, ce n'est pas tant le dosage scientifico-littéraire du programme d'études secondaires ni leur facilité d'accès à une clientèle plus ou moins nombreuse et sélectionnée, que le type d'humanisation qui doit inspirer et guider cette tâche d'éducation. Car pour former un homme, il faudrait savoir déjà ce qu'est l'homme?.....

Abbé COCHET,
Professeur au Petit Séminaire Saint-Bernard,
Flavigny (Côte-d'Or).

Voici maintenant le point de vue d'un ancien élève d'un très important collège secondaire tenu par des religieux :

J'ai voulu simplement vous donner le témoignage d'un ancien élève d'un collège libre qui a senti la déficience de l'enseignement religieux et qui voudrait que l'on y remédiât.

1. Dans ce collège l'enseignement religieux tenait évidemment : une place trop restreinte.

Il était un peu le sacrifié. Si l'on était obligé de supprimer une heure de cours, bien souvent c'était l'apologétique qui l'était. Les matières d'examen sont sacrées.

Un exemple : En 1928 une grande partie de la classe devait aller à Rome. Notre professeur décida de nous préparer à ce voyage et il se mit à nous parler du pape. Jusque-là tout allait bien. Mais au bout de deux ou trois cours on ne parla plus du pape, mais de Rome, de Milan. Ce fut un cours d'art, d'archéologie, cours fort intéressant et instructif certes, mais enfin... Et je me limite, les exemples ne manquent pas.

2. L'enseignement religieux est donné par le professeur dans sa classe.

Inconvénients : peu de compétence du professeur (surtout chez les Frères); facilité pour changer les cours; pas de plan d'ensemble entre les classes.

Je préférerais qu'il fût donné par un spécialiste qui a la compétence, qui tient à son cours et peut suivre un plan d'ensemble suivant les classes.

Je trouve un inconvénient à ce que ce soit le Supérieur. Celui-ci en général est craint, redouté même. L'ordre y gagnera, mais le cours risquera de s'adresser à des êtres passifs.

3. Aucun manuel. Chaque professeur avait son cours polycopié, complet, mais très, très résumé, dont on voyait à peu près 20 pages par an sur 60, et que l'on jetait au panier une fois l'année finie. L'année suivante notre nouveau professeur nous donnait son « cours à lui ».

Je ne parle ici que des cours d'apologétique à partir de la 3e. Les classes de catéchisme sont plus coordonnées et plus régulières. J'ai consulté depuis différents manuels. J'en ai retenu deux :

Celui de l'abbé Boulenger, pratique, fort répandu d'ailleurs, mais prêtant à bien des critiques.

Celui de l'abbé Sullerot (chez Publiroc), qui n'est pas encore complètement publié mais que je trouve excessivement intéressant et suggestif. On peut reprocher à son « Problème de la Vie » de n'être pas assez positif, les 3/4 du livre sont employés à la réfutation de systèmes. Mais essai fort intéressant à bien des points de vue.

Le manuel idéal : il faut qu'il puisse servir à l'élève pendant ses études et plus tard après sa sortie du collège, dans la vie. Il faut donc qu'il soit à sa portée à l'heure actuelle et qu'il réponde plus tard aux problèmes qu'il sera amené à se poser; il ne faut pas qu'il paraisse trop enfantin, trop primaire. Difficile évidemment, très difficile. Le catéchisme, malgré son condensé, est à la portée de l'homme mûr; quand on le reprend plus tard, on est étonné de sa richesse, mais il

n'est pas à la portée de l'enfant. On y travaille, je n'insiste pas.

Espérons de même un bon manuel d'apologétique dans le genre de celui de M. Sullerot. La vérité enseignée est toujours la même. Ne pourrait-on pas l'exprimer simplement, clairement, sans employer le langage abstrait philosophique, en usant de comparaisons fréquentes? Elle satisferait et l'enfant et l'homme mûr. On mettrait en notes, en petites lettres, la réponse à des problèmes qui se poseront plus tard. On mettrait une bibliographie très réduite et très précise (Pour tel problème consulter tel auteur). Le jeune homme aurait là un instrument pratique répondant à ses besoins.

4. Je l'ai déjà dit : Nul plan d'ensemble à partir de la 3e. Chaque professeur fait son cours sans guère se préoccuper de savoir si l'on parcourrait un cycle complet.

Comme plan d'ensemble j'adopterai volontiers celui que prône M. Sullerot dans son cours. Après la 1re communion, reprise approfondie du dogme, de la doctrine, avec recours fréquent aux textes sans négliger les autres sciences ecclésiastiques annexes. (Le cadre ne doit pas être étroit.)

Puis, en seconde, étude de Notre-Seigneur : son message, ses preuves historiques, etc., sans se perdre dans de multiples objections qui troublent plus qu'elles ne rassurent. L'étude sera donc positive.

En 1re, étude de l'Eglise, mise en relief de son caractère vital, de son unité, de sa catholicité, de sa sainteté; étude rapide du caractère visible, hiérarchique.

En philosophie, étude du problème de la vie, de l'inquiétude humaine. Approfondissement de certaines notions (existence de Dieu, etc.). Position du catholicisme devant certains problèmes scientifiques (origine du monde, de l'énergie, de la vie de l'homme, évolution). Science et religion. Tout cela sans jamais perdre de vue l'ensemble; fréquentes synthèses; fréquents recours aux textes. On développera parallèlement

la vie spirituelle et l'on conservera toujours le contact avec la vie.

Ce plan est l'inverse du plan logique (problème de la vie — Eglise — Jésus-Christ), mais il correspond mieux au développement de la pensée chez l'élève. Le problème de l'inquiétude humaine sera mieux compris en philosophie qu'en seconde.

5. Les élèves évidemment respirent pour la plupart dans leur famille un esprit mondain laïcisé — quelquefois un esprit étroit, superstitieux, mais rarement.

Le remède est le même dans les deux cas : exposer le catholicisme tel qu'il est, le présenter toujours avec un esprit large, ouvert, compréhensif, de manière à le faire accepter de ceux qui sont portés à le rejeter et à corriger ceux qui ont tendance à le dénaturer. Engendrer dans les âmes une vie religieuse intense évidemment, c'est le principal. Il faut un apôtre, et non un professeur. Si les résultats de l'enseignement religieux dans les écoles libres ne sont pas pires, cela est dû en grande partie à la vie édifiante de la plupart des professeurs, à la sainteté qui rayonne de quelques-uns. Sûrement en ce qui concerne ce collège de..., si les résultats ne sont pas pires, c'est dû à cela. Si bas que l'on tombe, on se souvient toujours avec respect de tel ou tel professeur dont on ne pouvait mettre en doute la sincérité et l'ardeur de leur vie intérieure.

6-7. On peut évidemment procéder par enquête comme dans les cercles d'études de la J.E.C. Ne pas en abuser. Ne pas se laisser disperser. Il suffit d'arriver à faire sentir leurs besoins à la plupart des jeunes gens et à leur montrer ensuite que le catholicisme répond parfaitement à tous leurs problèmes. Prendre le jeune homme où il est, lui montrer qu'il ne peut se désintéresser du catholicisme, voilà le problème.

8. Tous les problèmes vitaux qui se posent ou se poseront au jeune homme ne sont pas toujours étudiés. L'encyclique *Rerum Novarum* fut expliquée en philosophie évidemment, mais ce fut un commentaire desséché, sans portée pratique immédiate. On y apprenait que l'ouvrier a droit à un salaire suffisant, qu'il a le droit de se syndiquer, de faire grève, mais c'est tout. Notre attitude pratique vis-à-vis de lui, nos devoirs envers lui, rien.

Sur les problèmes sexuels, initiation, sur les devoirs pendant le mariage, absolument rien, silence absolu même à la retraite de fin d'études où le Frère qui s'occupait de nous nous déconseilla même la lecture d'un ouvrage du P. Hoornaert, *Le combat de pureté*, sous prétexte qu'il nous troublerait plus qu'il nous prémunirait. La responsabilité de ces éducateurs est lourde. C'est un sujet délicat, brûlant; mais qui peut en parler, sinon eux? Les élèves n'osent pas en parler aux parents. L'aumônier est maintenu avec soin en dehors de collège. Il est chargé de dire la messe et de confesser (à raison de 25 élèves à l'heure). Que peut-il faire, étant débordé et systématiquement tenu à l'écart?

Les enseignements du Pape sur la paix et sur la guerre sont passés sous silence. On apprend seulement que notre cause pendant la guerre était la cause juste, sainte, que Dieu était avec nous et nous a fait gagner la guerre.

9-10. Évidemment le but principal de l'enseignement religieuse est manqué en général. Ces six années de collège n'ont pas réussi à inculquer une vie spirituelle profonde chez les élèves, un goût de l'apostolat. Ces six années n'ont réussi qu'à entretenir une foi non vécue qui lâchera aux premières difficultés. La religion est une chose. La vie en est une autre. La plupart n'ont pas vu que le christianisme cependant « est aux termes de tous les problèmes que l'on se pose ». Le but a complètement été manqué.

Ce réquisitoire peut paraitre sévère, il est cependant stric-

tement exact. A vrai dire, si les résultats ne sont pas pires, il faut le reconnaître, cela est dû à l'exemple des maîtres que l'on a eus, qui nous ont donné pour la plupart le spectacle d'une vie édifiante, sainte parfois. Et cela est énorme.

G. Mahaison.

Le Lieutenant de Laître, ancien élève d'un collège de Paris, actuellement en garnison à Mascara (Oran) nous écrit :

... Ce qui manquait surtout pour mon étude de l'instruction religieuse, c'était le germe vital, passionné, car, malgré l'idée que j'avais de l'importance de la chose, malgré la vie chrétienne réelle dans ma famille, dans le collège, en moi-même (je communiais souvent, étais Congréganiste), je vivais cette vie sans un quelque chose qui n'est presque rien, mais qui donne un sens à tout, sans l'élan compris et accepté dans le sens divin.

... L'influence du directeur de conscience est primordiale : c'est lui avant tout l'élément formateur pour l'ascension de l'âme de l'enfant à une vie chrétienne éclairée et sainement comprise. Le reste, famille et professeurs, malgré toute leur immense importance, est surtout le *cadre*, l'ambiance.

... 1. Dans le collège de Paris où j'ai été élevé, au point de vue portée, l'enseignement religieux était remarquablement en rapport avec l'ensemble humain qu'est un élève à chaque classe.

Du point de vue temps, il n'était pas possible de traiter *toutes* les questions *à fond* pendant les brèves heures de cours, mais celles-ci étaient bien employées et le cadre maintenu, malgré les difficultés apportées par la surcharge des programmes scolaires modernes.

2. Le meilleur système est le spécialiste, c'est-à-dire le père

spirituel de la classe, pour faire le cours d'I.R. ; ce directeur a ainsi un moyen d'action en plus pour corroborer sa mission essentielle, l'action personnelle et individuelle.

3. Boulenger, très indigeste. Un cours simple et concis servant de cadre suffisamment large, les explications du professeur développant et expliquant, voilà le mieux, surtout si ce professeur est en même temps Père spirituel. Cours unique pour le collège et même pour les collèges, de manière à obtenir unité de cadre. Veiller à la lettre du Catéchisme : on ne le sait jamais assez, et pourtant, ce petit livre concis et ramassé c'est le *Code*. Il serait à souhaiter qu'il fût unifié : rien ne m'a été aussi désagréable que de changer de texte, passant de celui de Bourges à celui de Paris.

4. Bonne progression autant que je me souvienne, mais bien peu de temps. J'aurais aimé être davantage mis en contact avec l'Écriture (Évangiles, Épîtres, etc.).

5. Oui, apôtre plutôt que professeur. Il faut armer les élèves contre le Paganisme moderne qui est partout, et les garder par ailleurs de l'étroitesse que l'on rencontre également dans tous nos milieux « dirigeants » et « bien pensants », — et tout cela se fait par l'intérieur : ça ne s'apprend pas, ça se vit.

6. Écueil évité grâce au directeur : le cours est enseigné aux classes avec quelques conseils, — l'apostolat vital est réalisé par le directeur spirituel, vers lequel orientent les conseils donnés en classe. Comme l'a recommandé un article de *La Vie Intellectuelle*, je crois, s'inspirer de la méthode du Christ : pour cela, méditation des Évangiles par directeur et professeurs, qui y guident ensuite les élèves.

7. Oui, enquêtes et interrogations dans les hautes classes, mais de temps en temps, une fois par mois par exemple, ou

deux fois..., car il faut sauver le cadre du cours enseigné des détours et imprécisions forcées de la discussion, même dirigée.

8. Les encycliques pontificales doivent être mises au pinacle dans les grandes classes; elles seront suivies avec passion, car elles touchent aux problèmes de l'heure. C'est délicat, brûlant, ce sujet..., raison de plus. Le professeur aura à y répondre aux objections, aux attitudes de la famille même de chaque élève, dans laquelle on en parle, on en juge, on en tranche, et pas toujours pertinemment... souvent même c'est le contraire. Le professeur pourra en faire pénétrer ainsi l'*esprit* chrétien dans l'élève, et, par delà, dans la famille de celui-ci. Le P. X. avait le don de traiter ces sujets épineux de façon magistrale : tout le monde acceptait, encaissait, et sans froissement, la saine doctrine étant cependant toujours maintenue intégrale...

9. Cette question-là se résoudra plus par une vie chrétienne intense et personnelle, formée et guidée dans la charité par un prêtre d'élite, que par le procès intellectuel des erreurs cartésiennes, jansénistes, pharisiennes : manière active plus que préventive ou curative : « Primum vivere, deinde... » Aux maîtres de ne pas tenir de ces erreurs, et je crois difficile de se défaire des emprises intellectuelles de celles-ci autrement que par la vie chrétienne vécue dans sa vérité.

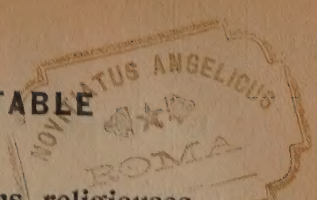
10. Grâce au P. X., j'ai senti et compris cela, — par le directeur spirituel donc.

De son côté, M. Paul Vergaiche, ingénieur I. C. A. M., nous écrit :

... Il me semble qu'on attache trop d'importance aux matières religieuses purement intellectuelles telles que l'histoire de l'Église étudiée en plusieurs volumes dans les classes

de 5e, 4e et 3e, et l'apologétique étudiée dans les classes supérieures. Cet enseignement est trop livresque. Il s'adresse encore une fois beaucoup plus à l'esprit qu'au cœur. Au contraire, on n'insiste pas suffisamment sur la source du christianisme, sur l'Évangile. C'est vraiment dommage qu'un élève sortant de philosophie dans un collège libre n'ait même pas lu complètement son Évangile et en ignore toutes les richesses.

On ne lui a pas appris à le méditer, cet Évangile, à s'y reporter fréquemment pour y chercher la solution des problèmes qu'il résout, à le considérer comme un guide pratique où il trouvera le vrai sens à donner à son catholicisme...



TABLE

Questions religieuses

CHRISTIANUS. . . . . Rendez à César..... 178
★ ★ ★ Journal catholique? 181

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'Action catholique, par P. B. 202
L'abbé Esquerré, par M. BRELET, O.P. . . . 204

DOCUMENTS

L'attitude du Parti du Centre et de l'Épiscopat allemand à l'égard de la dictature nationale-socialiste 205
A travers les revues 227

Questions politiques et sociales

CIVIS. . . . . Réformes sociales et intérêts privés. 232
MARC SCHERER. Réflexions sur quelques mythes directeurs du mouvement socialiste 235

NOTES ET RÉFLEXIONS

Regard sur l'Allemagne, par A. DE MONTABERT 266
Hitler et les Américains, par A. VIATTE. . . . 270
Un incident universitaire au Japon, par *** . 272
Le pèlerinage de la Mecque, par P. DEFFONTAINES 273

Les Lettres et les Arts

ISABELLE RIVIÈRE. Jacques Rivière et André Gide. 280

NOTES ET RÉFLEXIONS

La « religion » de Flaubert, par M. BRILLANT. 307
« *Les Iles* », par M. B. 312
Aux sources du rythme et de la musique, par B. MOUTHIEZ, O. P. 314
Quelques livres, par M. BORDERIE 317
A travers les revues 320

Éducation

E. ROLLAND . . Réflexions pédagogiques 324
J. CAYEUX. . . . Pour préparer les jeunes à l'action. 343
M. BRILLANT. . Radiophonie « éducative » et Société des Nations. 348

Réponses à l'enquête sur l'enseignement religieux. 353

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).